Rapport annuel 2006

Présentation annuelle

Banque Européenne
pour la Reconstruction et le Développement

La BERD, dont le capital est détenu par 61 pays et deux organisations intergouvernementales, a pour mission de favoriser la transition d'une économie à planification centralisée vers une économie de marché dans 29 pays, de l'Europe centrale à l'Asie centrale.

Les investissements de la BERD, qui concernent quasiment toutes les catégories d'entreprises et d'institutions financières, prennent essentiellement la forme de prêts et de prises de participation. Ils doivent faire progresser la transition vers l'économie de marché et respecter les normes de gouvernance les plus élevées. La BERD ne s'implique pas dans des projets susceptibles d'être financés dans les mêmes conditions par le secteur privé. Pour soutenir ses activités d'investissement, elle maintient le dialogue avec les autorités locales et nationales pour promouvoir l'état de droit et la démocratie.

Lettre de transmission aux gouverneurs

Londres, le 6 mars 2007

Conformément à l'Article 35 de l'Accord portant création de la Banque (l'Accord) et à la Section 11 de son Règlement général, le présent Rapport annuel de la Banque pour 2006 est présenté au Conseil des gouverneurs par le Conseil d'administration.

Le Rapport annuel comprend les états financiers approuvés et vérifiés, qui doivent être présentés conformément à l'Article 27 de l'Accord et la Section 13 du Règlement général. Il contient également un résumé des fonds spéciaux, conformément à l'Article 10 de l'Accord, ainsi qu'une analyse de l'impact des opérations de la Banque sur l'environnement, conformément à l'Article 35 de l'Accord.

Président
Jean Lemierre

Administrateurs	**Administrateurs suppléants**
László Andor	Pavel Štěpánek
Terence Brown	Walter Cernoia
Anne Counihan	Ib Katznelson
João Cravinho	Stefanos Vavalidis
Alain de Cointet	Francis Mougenez
Sven Hegelund	Baldur Pétursson
Ole Hovland	Jari Gustafsson
André Juneau	Judith St George
Byung-Il Kim	Peter Reith
Elena Kotova	–
Vassili Lelakis	Carole Garnier
Kazimierz Marcinkiewicz	Kalin Mitrev
Kazuya Murakami	Hiroyuki Kubota
Michael Neumayr	Hedva Ber
Igor Podoliev	Virginia Gheorghiu
Enzo Quattrociocche	Ugo Astuto
Gonzalo Ramos	David Martínez Hornillos
Simon Ray	Jonathan Ockenden
Manuel Sager	Turan Öz
Joachim Schwarzer	Rainald Roesch
Jean-Louis Six	Irena Sodin
Mark Sullivan	–
Jan Willem van den Wall Bake	Hans Sprokkreeff

Table des matières

2 **2006 en chiffres**
4 **Engagements de la BERD**
6 **Message du Président**
8 **Vue d'ensemble**
22 **Les réformes**
- Réformes démocratiques
- Réformes économiques
- Réformes juridiques
- Réformes sociales et environnementales
- Intégrité
- Bonne gouvernance et transparence

30 **Secteur financier**
- Secteur bancaire
- Financement des échanges
- Fonds de placement
- Autres services financiers

36 **Financement des petites entreprises**
- Financement des micro et petites entreprises
- Appui aux petites et moyennes entreprises

42 **Énergie**
- Secteur énergétique
- Efficacité énergétique
- Ressources naturelles

48 **Infrastructure**
- Infrastructures municipales et environnementales
- Transports

54 **Secteur des entreprises**
- Agro-industries
- Industries manufacturières
- Immobilier et tourisme
- Télécommunications et nouveaux médias

62 **Activités financées par les donateurs et cofinancement officiel**
- Activités en 2006
- Renforcement des entreprises

68 **Sûreté nucléaire**
70 **Évaluation des activités de la BERD**
76 **Passation des marchés**
78 **Organisation et personnel**
- Ressources humaines
- Principaux responsables de la BERD
- Gouverneurs et gouverneurs suppléants
- Administrateurs et administrateurs suppléants de la BERD

86 **Projets signés en 2006**
100 **Renseignements complémentaires**

Le Rapport annuel 2006 de la BERD est constitué de deux volumes distincts : la Présentation annuelle et le Rapport financier, qui comprend les états financiers et les notes annexes.

Ces deux volumes sont publiés en allemand, en anglais, en français et en russe.

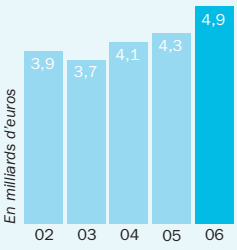
Des exemplaires peuvent être fournis gratuitement par le Bureau des publications de la BERD :
One Exchange Square, London EC2A 2JN
Téléphone : +44 20 7338 7553 Télécopie : +44 20 7338 6102 Courriel : pubsdesk@ebrd.com

2006 en chiffres

4,9 milliards d'euros engagés dans 301 projets, le plus haut niveau enregistré depuis la création de la BERD

* Les engagements mentionnés ici représentent le volume annuel des opérations engagées en vertu d'accords signés.

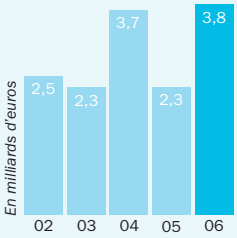
Engagements de la BERD 2002-2006*



3,8 milliards d'euros de décaissements en 2006

* Les décaissements mentionnés ici représentent les financements de la BERD versés aux clients après la signature des projets.

Décaissements annuels bruts 2002-2006*



Répartition géographique :

2,4 milliards d'euros engagés dans les pays aux premiers stades et aux stades intermédiaires de la transition[1]

1,9 milliard d'euros engagés en Russie

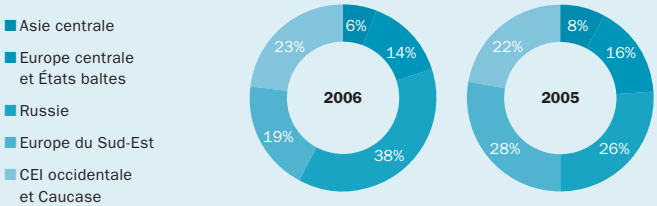
0,7 milliard d'euros engagés dans les pays aux stades avancés de la transition[2]

Répartition par secteur :

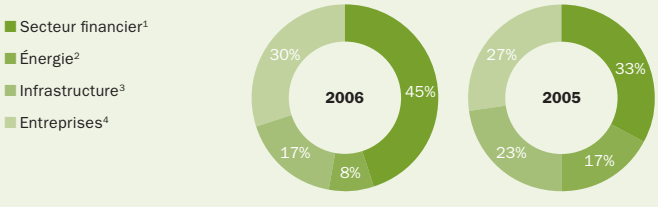
Près de la moitié des financements de la BERD sont destinés à soutenir les entreprises locales par le biais d'institutions financières

Près d'un cinquième des financements ont concerné des projets d'infrastructure, notamment les infrastructures municipales et les transports

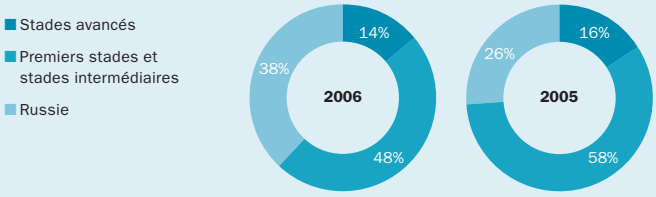
Engagements de la BERD par région



Engagements de la BERD par secteur



Engagements de la BERD selon les différents stades de la transition



[1] Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, ERY de Macédoine, Géorgie, Kazakhstan, Moldova, Mongolie, Monténégro, Ouzbékistan, République kirghize, Roumanie, Serbie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine.

[2] Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République slovaque, République tchèque, Slovénie.

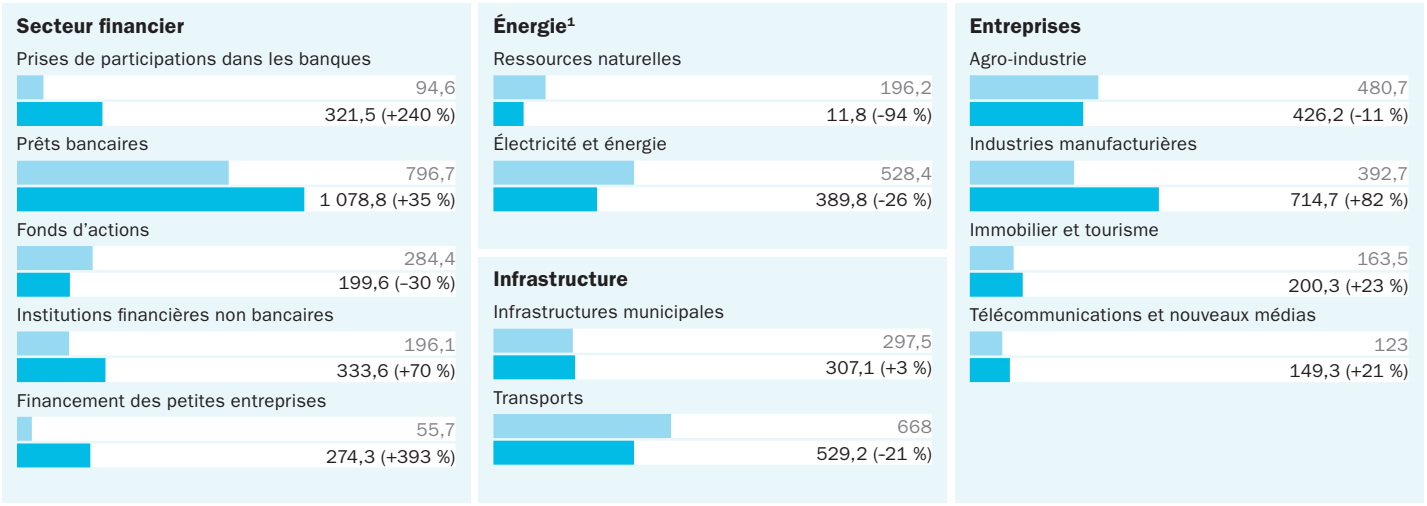
[1] Le secteur financier inclut les investissements dans les micro, petites et moyennes entreprises par le biais d'institutions financières.

[2] L'énergie comprend les ressources naturelles et l'électricité.

[3] L'infrastructure comprend les infrastructures municipales et les transports.

[4] Les entreprises comprennent l'agro-industrie, les industries manufacturières, l'immobilier et le tourisme, les télécommunications et les nouveaux médias.

Engagements de la BERD par secteur
(en millions d'euros)



Note : Le chiffre entre parenthèses montre le taux d'augmentation/de diminution depuis 2005.

[1] Dans l'ensemble des projets signés de la Banque, la composante "efficacité énergétique" a représenté 670 millions d'euros en 2006, contre 205 millions d'euros en 2005.

33,3 milliards d'euros d'engagements (total cumulé). Ces investissements ont permis de mobiliser **69,6 milliards d'euros** auprès d'autres sources, portant la valeur totale des projets à **102,9 milliards d'euros**

Engagements annuels 2002–2006

	2006	2005	2004	2003	2002	Total cumulé 1991-2006
Nombre de projets[1]	**301**	276	265	222	178	2 268
soit :						
– projets autonomes	***167***	*156*	*141*	*129*	*105*	*1 392*
– investissements au titre d'un mécanisme-cadre	***134***	*120*	*124*	*93*	*73*	*876*
Engagements de la BERD (en millions d'euros)	**4 936**	4 277	4 133	3 721	3 899	33 348
Mobilisation des ressources (en millions d'euros)	**8 915**	6 222	8 799	5 307	4 862	69 571
Valeur totale des projets (en millions d'euros)	**13 851**	10 499	12 932	9 028	8 761	102 919

[1] Le calcul du nombre de projets signés par la BERD a été simplifié pour tenir compte du nombre d'opérations que la BERD a effectivement engagées pendant l'exercice. Auparavant, ce chiffre était pondéré, avec des valeurs proportionnelles pour les opérations partiellement signées et les investissements individuels au titre d'un mécanisme-cadre. Un projet non lié à un mécanisme cadre et concernant un seul client est dit "autonome". Les opérations impliquant plusieurs clients (par exemple, les lignes de crédit aux banques) sont associées à un cadre, qui représente le montant global approuvé par le Conseil d'administration. Les investissements au titre d'un mécanisme-cadre représentent le total de l'engagement envers un certain nombre de clients individuels.

Résultats financiers 2002–2006

(en millions d'euros)	**2006**	2005[1]	2004[1]	2003[1]	2002[1]
Produit d'exploitation	**2 667**	1 544	659	538	331
Charges et dotation aux amortissements	(**225**)	(219)	(190)	(198)	(219)
Bénéfice brut d'exploitation	**2 442**	1 325	469	340	112
Provisions pour dépréciation de prêts	(**53**)	197	(76)	(7)	(26)
Bénéfice net de l'exercice	**2 389**	1 522	393	333	86
Réserves et bénéfices non distribués	**6 974**	4 684	1 718	952	655
Provisions pour dépréciation de prêts (total cumulé)	**341**	323	508	465	535
Total des réserves et des provisions	**7 315**	5 007	2 226	1 417	1 190

[1] Les amendements apportés en 2006 aux normes internationales d'information financière se sont traduits par une modification du principe comptable que la Banque applique aux garanties financières, comme l'indique le chapitre "Principes comptables" du Rapport financier. Les chiffres des exercices précédents ont été retraités conformément à ce nouveau principe comptable.

Engagements de la BERD

Europe centrale et États baltes

En millions d'euros

	▲	2005	2006
Croatie	1 576,4	50,0	302,7 (+505 %)
Estonie	470,5	7,7	0,2 (-97 %)
Hongrie	1 850,5	101,3	50,5 (-50 %)
Lettonie	322,0	27,2	0,0 (-100 %)
Lituanie	460,9	24,0	20,5 (-15 %)
Pologne	3 659,9	339,6	259,2 (-24 %)
République slovaque	1 069,4	59,0	19,0 (-68 %)
République tchèque	1 107,5	51,7	47,0 (-9 %)
Slovénie	658,1	38,3	2,0 (-95 %)

Note : Le chiffre entre parenthèses montre le taux d'augmentation/de diminution depuis 2005.

Le financement des projets régionaux a été affecté aux pays concernés.

2005 2006 ▲ Engagements cumulés

Europe du Sud-Est

En millions d'euros

	▲	2005	2006
Albanie	335,7	62,1	48,2 (-22 %)
Bosnie-Herzégovine	584,2	108,1	133,0 (+23 %)
Bulgarie	1 369,4	285,1	155,0 (-46 %)
ERY de Macédoine	430,2	32,6	35,1 (+8 %)
Monténégro	38,5	16,2	0,1 (-99 %)
Roumanie	3 330,2	500,2	254,7 (-49 %)
Serbie	1 107,7	179,4	327,3 (+82 %)

Europe centrale et États baltes

1 Croatie
2 Estonie
3 Hongrie
4 Lettonie
5 Lituanie
6 Pologne
7 République slovaque
8 République tchèque
9 Slovénie

Europe du Sud-Est

10 Albanie
11 Bosnie-Herzégovine
12 Bulgarie
13 ERY de Macédoine
14 Monténégro
15 Roumanie
16 Serbie

CEI occidentale et Caucase

17 Arménie
18 Azerbaïdjan
19 Bélarus
20 Géorgie
21 Moldova
22 Ukraine

Russie

23 Russie

Asie centrale

24 Kazakhstan
25 Mongolie
26 Ouzbékistan
27 République kirghize
28 Tadjikistan
29 Turkménistan

CEI occidentale et Caucase

En millions d'euros

Arménie	▲ 144,5	
	17,6	
	40,4 (+130 %)	
Azerbaïdjan	▲ 737,7	
	245,1	
	134,4 (–45 %)	
Bélarus	▲ 203,3	
	32,1	
	23,7 (–26 %)	
Géorgie	▲ 398,8	
	87,2	
	114,0 (+31 %)	
Moldova	▲ 196,4	
	20,7	
	19,8 (–4 %)	
Ukraine	▲ 2 862,6	
	528,8	
	797,0 (+51 %)	

Russie

En millions d'euros

2005	▲ 8 206,7	
	1 114,9	
2006		
	1 863,7 (+73 %)	

Asie centrale

En millions d'euros

Kazakhstan	▲ 1 379,9	
	279,6	
	242,0 (–13 %)	
Mongolie	▲ 9,9	
	0,0	
	3,8 (+100 %)	
Ouzbékistan	▲ 492,1	
	35,4	
	5,3 (–85 %)	
République kirghize	▲ 172,0	
	15,1	
	18,8 (+23 %)	
Tadjikistan	▲ 56,2	
	17,6	
	19,0 (+8 %)	
Turkménistan	▲ 116,7	
	0,8	
	0,0 (–100 %)	

Quinze ans après avoir été créée en vue de promouvoir la transition vers l'économie de marché et la démocratie, la BERD a réalisé sa propre transformation : elle s'est fixé de nouvelles priorités, a redéfini son champ d'action et a fait le point pour préparer son avenir et celui de sa région d'intervention.

L'évolution la plus remarquable de l'année 2006 a certainement été l'adoption d'une stratégie qui vise à renforcer son action dans les pays ayant le plus besoin de son aide, tout en se retirant progressivement de ceux où la transition approche de son terme. Les huit pays d'opérations entrés en 2004 dans l'Union européenne vont achever leur graduation et, d'ici 2010, tous les investissements de la BERD seront réorientés vers l'Europe du Sud-Est et l'Ukraine, le Caucase, l'Asie centrale et l'ensemble de la Russie, notamment en dehors des grandes villes.

La décision – inhabituelle pour une organisation internationale – de déclarer accomplie une partie de sa mission est intervenue à l'issue du débat franc et ouvert qu'ont tenu les actionnaires de la Banque dans le contexte de l'approbation d'une stratégie à moyen terme : le troisième Examen des ressources en capital. La mise au point de la stratégie 2006-2010 a ouvert une discussion approfondie sur la direction que la Banque doit adopter pour remplir sa mission à l'avenir. Outre l'accord unanime des actionnaires sur les nouvelles orientations stratégiques, le dialogue qui s'est instauré et le processus de rapprochement de points de vue parfois contrastés a contribué à renforcer notre institution.

La Banque tire sa force de sa connaissance de la région où elle opère, de sa compréhension de l'évolution des pays et de sa capacité à innover et à s'adapter. Ces atouts ont fait de 2006 une année de succès pour la Banque. Les 4,9 milliards d'euros investis témoignent de sa capacité à sélectionner des projets que les autres acteurs du marché ignorent ou évitent. Par ailleurs, les bénéfices significatifs réalisés sur les opérations passées permettront à la Banque de prendre davantage de risques à l'avenir.

Les risques à affronter et les défis à relever s'annoncent différents de ceux auxquels la Banque était confrontée il y a 15 ans, quand elle était la première à soutenir l'ouverture des marchés au-delà de l'ancien Rideau de fer. Aujourd'hui, la conscience de sa mission est tout aussi aiguë, mais cette mission est sans doute encore plus ambitieuse. Dans les pays situés à l'Est des frontières de l'Union européenne (UE), les projets sont souvent plus modestes, mais plus exigeants en ressources humaines, l'expérience de l'économie de marché est plus limitée et, dans la plupart d'entre eux, la transition n'est pas soutenue par la perspective d'adhésion à l'UE.

La Banque a déjà relevé une partie du défi en mettant l'accent sur les pays issus de l'Union soviétique et sur les Balkans.

En 2006, elle a mené à bien 301 projets qui contribuent à la transition et à la création d'emplois dans de très nombreux secteurs, aidant l'économie à croître et à se diversifier. Les cofinancements réalisés avec des banques commerciales ont augmenté de plus de 30 %, démultipliant l'impact des fonds fournis par la Banque.

Environ 45 % des opérations ont concerné le secteur financier, un tiers d'entre elles en faveur de banques commerciales offrant des prêts aux petites entreprises, piliers de l'économie de marché et de la démocratie. La Banque veille également à développer les nouveaux instruments financiers rendus nécessaires par la prospérité et par les besoins croissants de chaque pays. S'agissant du crédit hypothécaire, par exemple, qui témoigne de l'émergence de classes moyennes, la BERD collabore avec les banques locales pour améliorer l'offre et titriser les portefeuilles de prêts.

La nouvelle stratégie appelle la Banque, non plus seulement à offrir des prêts, mais à s'impliquer toujours davantage dans les projets en devenant actionnaire. 20 % des opérations prennent désormais la forme de prises de participations, témoignant d'un contexte plus risqué dans lequel la Banque doit s'engager davantage pour consolider la transition et maîtriser le risque qu'elle-même encourt.

La BERD a contribué à l'essor des marchés financiers et est de mieux en mieux armée pour répondre à la demande croissante de prêts en monnaie locale émanant, par exemple, des municipalités, qui souhaitent échapper au risque de change. Ces prêts permettent à la Banque de mieux soutenir les projets municipaux qui améliorent la vie des populations, en modernisant, notamment, les transports, le chauffage urbain et le traitement de l'eau.

Message du Président

L'une des priorités de la BERD dans les secteurs municipal et industriel consiste à investir dans l'efficacité énergétique. Dans une région où le gaspillage des ressources reste considérable, il est crucial d'économiser l'énergie, tant pour améliorer la compétitivité des entreprises que pour soutenir la croissance économique ou renforcer, au niveau des pays, la sécurité de l'approvisionnement énergétique.

La BERD a ouvert la voie en investissant dans des opérations conçues principalement pour économiser l'énergie et en intégrant, souvent avec l'aide de donateurs, une composante "efficacité énergétique" dans les projets industriels. L'Initiative "énergie durable", qui fixe des objectifs en matière d'efficacité et d'investissement dans les énergies renouvelables, est le pivot des efforts de la Banque pour sensibiliser le secteur privé à l'intérêt évident présenté par ces investissements – sur le plan tant commercial qu'environnemental.

Comme l'illustre cette initiative, la Banque s'attache de longue date à adapter son action aux besoins et au contexte particuliers de ses pays d'intervention. Sa connaissance approfondie de la région, saluée par les autres organisations internationales, lui permet de conclure de solides partenariats. Les mesures anticorruption font l'objet d'une étroite coordination avec les autres institutions financières internationales. En outre, un nouvel accord important passé avec la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement (BEI) prévoit la gestion et le financement mutuels de projets que la BEI met en oeuvre en Russie, en Ukraine et en Moldavie, ainsi que dans le Caucase et en Asie centrale.

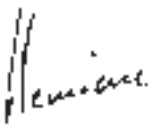
Nos connaissances et nos compétences s'enrichissent des contacts étroits que nous entretenons avec nos clients et du dialogue suivi que nous maintenons avec les entreprises, les gouvernements et les représentants de la société civile dans chacun de nos 29 pays d'opérations. Nos collaborateurs sont de plus en plus nombreux sur le terrain et nous ouvrons de nouveaux bureaux dans des régions reculées de Russie et d'Ukraine. Un dialogue fructueux s'est instauré avec la Mongolie – où la Banque opère depuis 2006 – et avec le Monténégro, désormais indépendant.

En ce 15e anniversaire de la BERD, nous avons voulu faire le point et regarder vers l'avenir pour approfondir notre connaissance de la région dans laquelle nous opérons. À cet effet, nous avons organisé une conférence à laquelle les habitants de nos pays d'intervention – économistes, entrepreneurs, démographes, investisseurs et simples citoyens – ont été invités à partager leur expérience de la transition, telle qu'ils l'ont vécue après avoir connu le système d'économie planifiée et les bouleversements du début des années 90.

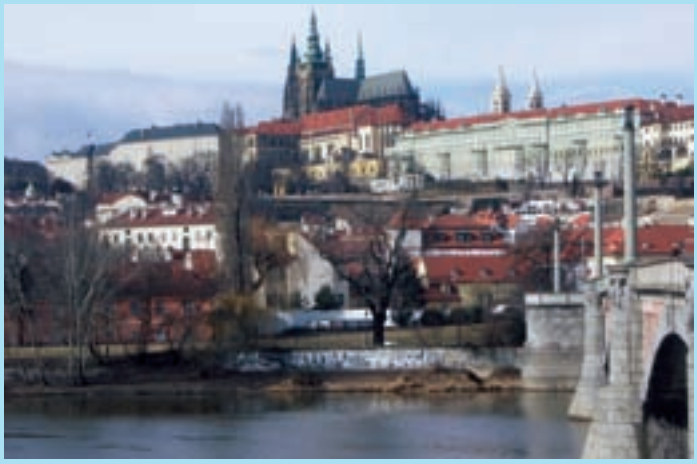
Au moyen d'une enquête réalisée auprès des ménages de la région, nous avons voulu mieux comprendre comment la situation socioéconomique s'accorde avec la perception qu'ont les gens de leur vie, de leur travail et de leur société. L'enquête montre qu'ils soutiennent la démocratie et l'économie de marché, même si une majorité estime que leur vie ne s'est pas encore améliorée. Ils sont confiants en cette amélioration et ce sont les jeunes qui voient l'avenir sous le meilleur jour. La corruption est l'un des motifs de préoccupation les plus fréquents et la confiance dans les institutions reste fragile. Cette enquête fera l'objet d'un suivi, qui permettra de préciser et de compléter cette vision de l'avenir.

Après une décennie et demie d'existence et l'adoption d'une stratégie pour les cinq années à venir, il importe de réfléchir sur le long terme. Un exercice de création de scénarios – qui s'étalera sur une année – permettra à la Banque de mieux percevoir les tendances mondiales et les facteurs régionaux qui pourraient influencer l'évolution de la région. Cet exercice mettra en évidence les éléments à prendre en compte dans notre processus de planification stratégique.

Dans sa 15e année d'existence, la Banque a eu motif à se féliciter de la qualité et de l'ampleur de ses investissements ainsi que des succès obtenus depuis sa création. Les anniversaires, cependant, sont surtout l'occasion de préparer l'avenir, celui d'une région qui se construit encore et celui de notre Banque, dont la mission est loin d'être achevée.



Jean Lemierre
Président



1

Vue d'ensemble

Une nouvelle stratégie, qui définit l'orientation des activités de la BERD jusqu'en 2010, prévoit une réorientation progressive de ses investissements vers le Sud et vers l'Est. Dans le cadre de cette stratégie, la Banque appuiera la transition vers l'économie de marché en prenant plus de risques que ne sont généralement disposées à accepter les institutions financières privées. Toujours dans ce cadre, elle combattra les changements climatiques – notamment en améliorant l'efficacité énergétique – et favorisera la coopération régionale et internationale.

En 2006, l'Europe orientale est restée l'une des régions du monde dont l'économie a connu **la plus forte progression**, avec une croissance d'environ 6,2 %, supérieure de plusieurs points à celle de l'Europe occidentale. Cette croissance est mue de plus en plus par la consommation intérieure, les pays devenant plus prospères et la population recherchant un meilleur niveau de vie. Dans certains pays, elle est également favorisée par de solides investissements et par une forte progression des exportations. En 2006, les pays riches en ressources naturelles ont continué de bénéficier des prix élevés de l'énergie.

Le volume d'investissements étrangers directs est demeuré élevé, avec des entrées atteignant quelque 50 milliards de dollars EU. La plupart de ces investissements se sont orientés vers les pays de l'Union européenne situés en Europe centrale et vers les plus récents États membres de l'UE – la Bulgarie et la Roumanie, qui ont adhéré en janvier 2007.

La robuste croissance et les investissements étrangers se sont accompagnés d'importants progrès des réformes économiques, notamment en Europe du Sud-Est – non seulement en Bulgarie et en Roumanie, mais aussi dans l'ex-République yougoslave de Macédoine (pays candidat à l'adhésion à l'UE) et en Serbie, dont le Monténégro s'est séparé en 2006 en proclamant son indépendance à la suite d'un référendum. D'importantes réformes ont également été engagées en Croatie, qui a poursuivi ses négociations d'adhésion avec l'Union européenne.

Dans certains pays d'Europe centrale, l'appui du public à une poursuite des restructurations et des contrôles budgétaires s'est affaibli. De ce fait, plusieurs d'entre eux ont étalé leur calendrier d'adoption de l'euro. L'exception est la Slovénie qui a adhéré, en juin 2006, à l'Union économique et monétaire (UEM) et a adopté, en janvier 2007, l'euro comme monnaie nationale officielle.

Plus à l'Est, ce sont principalement les pays les plus riches (Russie, Ukraine et Kazakhstan) qui ont engagé des réformes, les autres laissant largement en suspens la transformation de leur économie. Dans l'ensemble de la région, les réformes ont surtout progressé dans les télécommunications et le secteur financier, où le crédit continue de se développer, en particulier sur le marché hypothécaire.

En Russie, le climat des affaires a bénéficié de la forte croissance et de la stabilité politique. On s'est inquiété, cependant, de l'intervention croissante de l'État dans différents secteurs et

À gauche **Depuis 1991, la BERD a investi 10,9 milliards d'euros dans les institutions financières de ses 29 pays d'opérations pour soutenir les entreprises locales.**

Au centre **Les bâtiments historiques situés sur les quais de St Pétersbourg seront bientôt protégés par une nouvelle barrière contre les crues en cours de construction avec l'aide de la BERD.**

À droite **Les investissements de la BERD dans le secteur du commerce de détail favorisent la croissance économique dans les pays d'opérations.**

de la sécurité des approvisionnements énergétiques suite aux récents différends qui ont éclaté entre la Russie et certains de ses voisins. Les investissements, tant intérieurs qu'étrangers, ont continué de croître à un rythme soutenu.

Dans ce contexte de forte croissance, la BERD a engagé, en 2006, 4,9 milliards d'euros dans des projets mis en œuvre dans ses pays d'opérations, de l'Europe centrale à l'Asie centrale. **Ce niveau d'investissement, le plus élevé jamais atteint par la Banque**, représente une augmentation de 0,6 milliard d'euros par rapport à 2005. Le financement de la Banque s'est réparti sur 301 projets, chiffre supérieur aux 276 projets de l'exercice précédent. La Banque a accru, en particulier, le nombre de projets de très faible montant, inférieur ou égal à 5 millions d'euros. Plus d'un tiers des projets signés par la Banque ont relevé de cette catégorie, ce qui montre sa détermination à soutenir des entreprises de toutes tailles.

La majeure partie des nouveaux financements a été consacrée aux pays aux premiers stades et aux stades intermédiaires de la transition vers l'économie de marché. Ces pays d'Europe du Sud-Est, du Caucase, d'Asie centrale et de l'extrémité occidentale de l'ex-Union soviétique ont reçu de la BERD 2,4 milliards d'euros d'investissements, soit 48 % du financement total.

Les entreprises russes ont reçu 1,9 milliard d'euros, ce qui représente 38 % du volume total des opérations de la BERD et une importante augmentation par rapport aux 26 % de 2005. Dans les pays aux stades avancés de la transition situés en Europe centrale, la Banque a engagé 701 millions d'euros, soit 14 % de son financement total, ce qui marque une légère diminution par rapport à 2005.

L'augmentation marquée des fonds engagés en Russie va dans le sens de la stratégie de la BERD, qui consiste à réorienter les activités vers le Sud et vers l'Est, et traduit un effort concerté visant à créer de nouveaux débouchés en dialoguant avec les dirigeants d'entreprises et les autorités nationales et locales.

La proportion de nouveaux projets qui ont obtenu la note "bon" ou "excellent" pour leur impact potentiel sur la transition a atteint 81 %. Pour chaque euro que la BERD a investi, il a été mobilisé 1,7 euro auprès d'autres sources pour cofinancer ses projets.

En 2006, le nombre et le volume de prises de participation ont considérablement augmenté. Le nombre d'investissements est passé de 61 en 2005 à 64, tandis que le volume des participations a augmenté de 76 %, atteignant 1 milliard d'euros contre 572 millions en 2005. Sous l'effet de l'augmentation du montant moyen des investissements, la proportion des participations dans le volume annuel d'opérations de la Banque est passée de 13 % en 2005 à 20 % en 2006. Grâce à ces investissements, la BERD peut utiliser sa position au conseil d'administration des entreprises pour les inciter à améliorer leur gestion et leurs pratiques commerciales.

La part de projets concernant le secteur privé dans les nouveaux engagements de la BERD a augmenté de 80 % en 2006.

L'augmentation du volume d'opérations de la BERD est attribuable en grande partie au Programme d'aide aux échanges commerciaux, qui facilite les activités d'importation et d'exportation dans les pays d'opérations de la Banque (voir page 34). Les crédits commerciaux accordés en 2006 se sont élevés à 707 millions d'euros, ce qui représente une augmentation de 29 % par rapport à 2005.

En 2006, les prêts consentis en monnaie locale se sont élevés à 443 millions d'euros, dont 254 millions en roubles russes et 157 millions en zlotys polonais. Des prêts ont également été accordés en leva bulgares, en tenge kazakhs et en lei roumains. La BERD a également continué d'appuyer les marchés financiers russes en émettant des obligations libellées en roubles. En 2006, elle a émis, pour répondre à la forte demande de prêts en monnaie locale qui existait en Russie, deux obligations d'un montant total de 12,5 milliards de roubles (360 millions d'euros).

La part du secteur privé dans les nouveaux engagements de la BERD est passée de 76 % en 2005 à 80 % en 2006. Ce financement s'est réparti sur divers secteurs. Une importante proportion – 45 % – des financements s'est orientée vers le secteur financier pour appuyer les entreprises locales, y compris celles de petite taille. Les projets d'infrastructure ont attiré 17 % des financements tandis que 8 % sont allés au secteur énergétique. Les autres engagements de la Banque – 30 % – se sont orientés vers le secteur des entreprises, y compris l'agro-industrie, les industries manufacturières, l'immobilier et le tourisme, les télécommunications et les nouveaux médias.

Les projets de la BERD ont facilité la **transition vers l'économie de marché** de différentes manières. La Banque a notamment proposé des formes innovantes de financement aux pays qui en avaient le plus besoin, comme en Europe du Sud-Est et en Russie. Elle a notamment prêté 10 millions d'euros à Soko Štark, premier confiseur industriel de Serbie, dont le principal actionnaire est une société slovène. Ce projet illustre les bienfaits de la coopération internationale dans une région qui était déchirée par la guerre il y a moins de dix ans (voir page 57).

En Russie, l'un des projets les plus importants de la BERD a été un investissement dans la "Silicon Valley" russe, ensemble de sociétés de haute technologie implantées à Zelenograd, près de Moscou. Un investissement de 63 millions d'euros, par exemple, aide Sitronics à relever son niveau technologique en vue de son entrée en bourse, lui ouvrant ainsi

Dynamiser la "Silicon Valley" russe

S'il est une entreprise qui sait que l'économie russe ne se limite pas aux ressources naturelles, c'est bien JSC Concern Sitronics, dans laquelle, en septembre 2006, la BERD a pris une participation de 3,67 %.

Sitronics, dont les unités de production sont situées à Zelenograd, région proche de Moscou surnommée la "Silicon Valley" russe, est un conglomérat de sociétés de haute technologie dont la production est très variée – du matériel téléphonique aux logiciels en passant par les circuits intégrés.

Sitronics est tellement bien parvenue à monter une affaire cohérente dans un marché mondial fragmenté qu'elle a enregistré, en 2005, un chiffre d'affaires consolidé de 725 millions d'euros et a annoncé son intention d'entrer en bourse en 2007 lors du premier appel public à l'épargne jamais lancé par une société de haute technologie russe.

de nouvelles perspectives. Plus à l'Est, la Banque a signé son premier projet en Mongolie, nouveau pays d'opérations de la Banque depuis octobre 2006. Un investissement dans la XacBank aidera cette institution de microfinancement à proposer un service encore plus efficace à ses milliers de clients, dont nombre vivent dans des zones rurales reculées (voir page 16).

En 2006, les décaissements effectués par la BERD au profit de ses clients ont atteint 3,8 milliards d'euros, ce qui représente une augmentation de plus de 60 % par rapport à 2005. Ces décaissements ont concerné les 29 pays d'opérations de la Banque, dépassant 200 millions d'euros dans sept d'entre eux : Croatie, Kazakhstan, Pologne, Roumanie, Russie, Serbie et Ukraine. Les montants remboursés à la Banque ont atteint 1,5 milliard d'euros, soit 10 % de plus qu'en 2005.

Grâce à des plus-values exceptionnellement fortes et à un environnement de crédit favorable, le résultat net après dotation aux provisions a dépassé 1,6 milliard d'euros. Les plus-values réalisées sur les participations ont atteint 1,3 milliard d'euros, contre 0,6 milliard en 2005. Si l'on inclut les plus-values latentes, le bénéfice net a atteint 2,4 milliards d'euros.

L'action que mène la BERD pour appuyer certains de ses pays d'opérations les plus pauvres a franchi une nouvelle étape en 2006. Depuis son lancement, il y a trois ans, **l'Initiative en faveur des pays aux premiers stades de la transition** ("l'Initiative") a entraîné un quadruplement du nombre de projets signés chaque année dans les pays concernés (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Moldova, Ouzbékistan, République kirghize et Tadjikistan). En 2006, ce groupe s'est ouvert à la Mongolie, nouveau pays d'opérations de la Banque.

En 2006, la BERD a signé, dans les pays aux premiers stades de la transition, 80 nouveaux projets (hors pétrole et gaz) contre 61 en 2005, 32 en 2004 et 18 en 2003. Le montant de ces projets est également en augmentation, s'élevant au total à 290 millions d'euros contre 250 millions en 2005, 92 millions en 2004 et 53 millions en 2003. En outre, dans le cadre de son Programme d'aide aux échanges commerciaux, la Banque a intensifié l'appui qu'elle apporte aux activités d'importation et d'exportation menées avec ces pays, menant à bien 478 opérations qui ont représenté, en 2006, un chiffre d'affaires de 112 millions d'euros.

Le succès de l'Initiative repose sur trois piliers : la disposition de la Banque à prendre, dans ces pays, davantage de risques aussi longtemps que les principes d'une saine gestion bancaire sont appliqués ; l'accroissement des ressources qui lui sont consacrées par le siège et les bureaux locaux de la Banque ; et l'appui accru des donateurs. Ces trois dernières années, la BERD a accru de 60 % les moyens humains consacrés à ces pays et y a renforcé encore son réseau de bureaux locaux.

Les 63 millions d'euros que la BERD a investis dans de nouvelles actions Sitronics préalablement à l'appel public à l'épargne aident à relever le niveau technologique de sa filiale microélectronique, qui compte déjà les unités de production de masse les plus avancées de Russie pour ce qui concerne les puces et les circuits intégrés.

L'investissement de la Banque aidera à montrer que les sociétés russes fondées sur le savoir et la haute technologie peuvent devenir compétitives et souhaitent améliorer leurs pratiques commerciales.

Sitronics fait partie du groupe Sistema, principal groupe financier et industriel russe en dehors du secteur des ressources naturelles. Sistema est une société de premier ordre cotée aux bourses de Moscou et de Londres.

Sitronics a été rebaptisée au début de 2006. Auparavant, elle s'appelait JSC Kontsern Nauchny Tsentre. Le groupe emploie 10 000 spécialistes et possède des filiales en Grèce, en République tchèque, en Roumanie, en Russie et en Ukraine.

Sitronics considère que son changement de nom et son entrée en bourse devraient contribuer à faire d'elle la première société de haute technologie d'Europe centrale et orientale. Elle souhaite rééquilibrer ses opérations, réduire sa dépendance des télécommunications, améliorer sa technologie, faire des acquisitions judicieuses et renforcer encore sa gestion interne. Elle bénéficie non seulement de produits de qualité supérieure, mais aussi d'une main-d'œuvre locale qualifiée et peu onéreuse, d'une bonne connaissance du marché et d'une vaste clientèle.

Sistema a injecté 152 millions d'euros dans de nouvelles actions Sitronics pour financer ce développement et souhaite améliorer la qualité de gestion de ses entreprises. La redynamisation de Zelenograd en tant que centre scientifique et industriel après la crise économique du début des années 1990 est largement due à Sistema.

"La BERD est un actionnaire que nous apprécions. Sa présence met en évidence notre positionnement européen, pas uniquement régional", a déclaré Evgueni Outkine, Président de Sitronics. "Elle souligne nos bons résultats commerciaux et le fait que nous traitons nos actionnaires minoritaires conformément aux normes internationales."

La BERD a mobilisé 2,6 milliards d'euros de cofinancements du secteur privé.

Dans le cadre de l'Initiative, la BERD utilise, pour appuyer les entreprises locales, toute une gamme de produits : un Mécanisme d'investissement direct, qui finance des prises de participation dans des entreprises de taille moyenne, un Mécanisme de prêt direct et un Mécanisme de cofinancement avec des banques locales, qui accorde des prêts directement à des entreprises de taille moyenne. La Banque a en outre considérablement développé, par l'entremise d'institutions financières locales, ses prêts aux micro et petites entreprises, en particulier aux petites entreprises agricoles qui ont des difficultés à emprunter ailleurs. D'importantes activités ont également été entreprises dans les secteurs de l'énergie, des services municipaux et des transports.

L'accroissement des engagements de la BERD en 2006 s'est accompagné d'un important engagement des donateurs, qui a atteint 18 millions d'euros provenant, à hauteur d'environ deux tiers, du Fonds des donateurs pour les pays aux premiers stades de la transition lancé en novembre 2004, qui subventionne les projets de la Banque. En 2006, le Fonds a approuvé ses premiers dons destinés à la Mongolie (projet de transport urbain) et au Tadjikistan (projet de route régionale).

Lors des trois assemblées qu'il a tenues en 2006, le Fonds a approuvé des dons pour des projets très divers qui visent à encourager le développement du secteur privé dans l'ensemble des pays de l'Initiative. Parmi ces projets figurent l'appui à des programmes de microfinancement, l'élaboration de petits projets municipaux et le financement d'initiatives environnementales. Le Fonds a également approuvé des financements destinés à appuyer des projets d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables.

Ont également bénéficié de l'aide du Fonds une étude sur l'impact des envois de fonds d'expatriés – indispensables à de nombreux pays pauvres – et le travail d'organismes au sein desquels les secteurs public et privé cherchent les moyens d'améliorer le climat d'investissement. À la fin de 2006, le Fonds avait approuvé, pour un montant total d'environ 28 millions d'euros, des dons devant financer 80 projets.

Pour étendre le champ de ses propres opérations, la BERD a levé 2,6 milliards d'euros auprès de sources privées, principalement des banques commerciales, pour **cofinancer** des projets dans 13 de ses pays d'opérations. Cette augmentation de 33 % par rapport à 2005 s'explique en partie par l'augmentation du volume d'opérations de la Banque en 2006.

Réduire les émissions de carbone en Ukraine

La pollution atmosphérique est depuis longtemps l'un des corollaires de l'imposante industrie sidérurgique ukrainienne, qui se place au septième rang mondial.

Un financement de 76 millions d'euros, cependant, va aider à débarrasser, sur trois ans, le ciel de l'usine métallurgique d'Alchevsk de 6 millions de tonnes de carbone, soit le volume qu'émettent chaque année les ménages de la ville de Manchester.

L'Union industrielle du Donbass (deuxième producteur d'acier d'Ukraine), sa filiale d'Alchevsk et la cokerie voisine investissent actuellement 276 millions d'euros pour mettre en place Ekoenergia. Cette nouvelle unité utilisera les gaz résiduaires des hauts fourneaux et des convertisseurs et le gaz de cokerie – qu'il faudrait autrement brûler à la torche – pour produire de l'électricité destinée à l'usine.

"Cela améliorera l'efficacité énergétique, réduira fortement les émissions de gaz résiduaires et aidera à rapprocher les niveaux de pollution atmosphérique de ceux des pays développés," a déclaré Sergei Taruta, Président de l'Union industrielle du Donbass.

La centrale Ekoenergia (294 MW) sera construite au sein de l'usine métallurgique existante. Elle utilisera des générateurs ultramodernes capables de ne fonctionner qu'aux gaz résiduaires émis par l'usine et répondra aux normes environnementales européennes et ukrainiennes. Ce faisant, elle permettra d'économiser du gaz naturel de plus en plus onéreux et réduira l'utilisation de certaines des centrales les plus anciennes et les plus polluantes d'Ukraine.

La participation de la BERD à ce projet a attiré des financements d'autres bailleurs de fonds, y compris la Banque japonaise pour la coopération internationale, qui prêtera 91 millions d'euros, et des banques internationales privées, auxquelles seront syndiqués 74 millions d'euros.

Les pays d'intervention les plus vastes ont continué d'attirer les volumes de cofinancements les plus importants. Les emprunteurs russes, par exemple, ont attiré 1,6 milliard d'euros et l'Ukraine 132 millions. La Banque a montré qu'elle était capable de lever des cofinancements dans divers secteurs, aidant les pays à renforcer leur économie au-delà du pétrole et du gaz. En 2006, cependant, les deux secteurs qui ont attiré le plus de cofinancements ont été les institutions financières et le secteur de l'électricité et de l'énergie.

Le montant des prêts syndiqués dans le secteur financier a été, en 2006, supérieur à celui de tout exercice précédent. La BERD a levé, au total, 380 millions d'euros pour des projets financiers mis en œuvre en Azerbaïdjan, en Géorgie, en Russie et en Ukraine. La Banque est parvenue, notamment, à mobiliser des prêts à long terme, en particulier pour des banques et d'autres institutions financières russes.

Dans la seule Russie, la BERD a syndiqué des prêts aux banques Absolut et Center-Invest, à Rosbank et à Sibacadembank ainsi qu'à deux sociétés de crédit-bail, DeltaLeasing et Europlan. Les opérations syndiquées dans le secteur financier permettent non seulement à la BERD d'accorder des financements indispensables dans des contextes difficiles, mais aussi à des institutions financières d'attirer des banques de réputation internationale comme coprêteurs capables d'apporter, à l'avenir, un appui supplémentaire.

Dans le secteur énergétique, la BERD a mis au point les premiers prêts syndiqués à long terme du marché libellés en roubles russes. Ces deux prêts – un prêt de 7,2 milliards de roubles (208 millions d'euros) à Mosenergo et un prêt de 2,3 milliards de roubles (66 millions d'euros) à Hydro OGK (voir page 43) – sont les premiers prêts syndiqués à utiliser le taux d'intérêt variable MosPrime. Ces importantes syndications créent en Russie de nouvelles références, qui pourront servir de modèles à d'autres emprunteurs russes.

Pour les années à venir, la BERD a lancé en mai 2006 une **nouvelle stratégie** qui oriente encore davantage ses investissements vers la Russie, l'Europe du Sud-Est, le Caucase et l'Asie centrale. Des ressources seront réaffectées de l'Europe centrale, où la transition vers une véritable économie de marché est presque achevée.

La nouvelle stratégie quinquennale, approuvée à l'Assemblée annuelle de la BERD, prend acte des résultats historiques qu'ont obtenus les pays d'Europe centrale. Elle prévoit qu'entre 2006 et 2010, les huit pays qui ont adhéré à l'Union européenne en 2004 seront devenus des démocraties pluralistes et des économies de marché. Dans ces pays, la Banque n'a pas pour vocation de maintenir un niveau d'activité donné, mais de gérer l'aboutissement du processus de transition et l'achèvement de ses activités et de sa présence. Après cela, elle cessera d'y lancer de nouvelles opérations tout en veillant à ce que les projets existants se déroulent conformément aux décisions du Conseil d'administration.

Les ressources libérées par la réduction des investissements et par le regroupement et la fermeture des bureaux de ces pays seront utilisées pour favoriser la transition dans les pays de l'Est et du Sud, y compris la Russie. On veillera particulièrement à aider certaines des régions russes les plus isolées.

Outre la réorientation des ressources, la stratégie prévoit pour la région des volumes annuels d'opérations compris entre 3,7 et 3,9 milliards d'euros par an au cours des cinq prochaines années. De surcroît, comme il est probable que la Banque continuera de constituer des réserves à partir des bénéfices annuels accumulés, on prévoit que les réserves

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un programme plus vaste que l'Union industrielle du Donbass met en œuvre pour moderniser et développer à la fois l'usine d'Alchevsk et l'autre principale composante de la métallurgie ukrainienne, l'usine de Dniprovsky.

Ce programme ukrainien de 0,9 milliard d'euros, mis en œuvre au début de 2005, vise à transformer ces deux géants de l'acier en fournisseurs mondiaux de produits semi-finis et de produis laminés. Il financera le remplacement de chaînes obsolètes de l'usine d'Alchevsk, renforcera l'efficacité énergétique et environnementale, et améliorera la qualité des produits.

L'Ukraine est l'un des premiers consommateurs d'énergie au monde. Ce projet devrait montrer à d'autres gros consommateurs industriels d'énergie comment améliorer leur efficacité et leur compétitivité à l'échelle mondiale.

Le budget de la BERD prévoit d'orienter les ressources vers les pays situés à l'Est et au Sud-Est.

non soumises à restrictions passeront de 1,7 milliard d'euros en 2005 à 4,2 milliards en 2010. Grâce aux importants bénéfices nets qu'elle a enregistrés en 2005 et 2006, la BERD peut accepter un risque plus élevé et accroître ses prises de participation.

Hormis la réorientation géographique, la stratégie de la BERD comprend un plan d'innovation et d'investissement qui répond aux besoins particuliers de chacun de ses pays d'opérations. Celle-ci s'emploiera davantage à développer les marchés financiers, y compris les prêts hypothécaires et les financements en monnaie locale.

La stratégie a été approuvée à l'unanimité par le Conseil des gouverneurs de la BERD dans le cadre de l'Examen des ressources en capital, qui a déterminé que la Banque possédait un capital suffisant pour opérer pendant les cinq prochaines années.

Pour que la BERD puisse relever les défis qui se présenteront pendant cette période, son budget orientera les ressources vers les pays de l'Est et le Sud-Est. La Banque réaffectera les ressources du siège, renforcera les bureaux locaux existants et en ouvrira de nouveaux pour répondre aux besoins de ces pays.

En octobre 2006, la BERD a ouvert un bureau à Oulan-Bator (Mongolie). En 2007, elle prévoit d'en ouvrir de nouveaux à Podgorica (Monténégro), Dnipropetrovsk (Ukraine), Krasnoïarsk (Sibérie), Rostov-sur-le-Don (Sud-Ouest de la Russie) et Samara (Sud de la Russie).

Ces activités s'accompagneront d'une intégration du réseau de bureaux locaux d'Europe centrale, y compris par la création de centres régionaux et la fermeture de certains bureaux. Ceux de Prague (République tchèque), de Riga (Lettonie) et de Tallinn (Estonie) fermeront en 2007.

L'aide financée par les donateurs va jouer un rôle croissant dans la réalisation des objectifs de la Banque, ouvrant la voie à de futurs projets et aidant à améliorer le climat d'investissement (voir page 62). Pour employer au mieux ces fonds là où ils sont le plus nécessaires, la Banque a décidé, en juillet 2006, de contribuer elle-même au financement de certaines activités telles que le Programme de redressement des entreprises (voir page 65) et les réformes juridiques (voir page 25), jusqu'ici entièrement soutenues par des donateurs.

De petits crédits qui rapportent gros

La Mongolie, vaste pays de 2,5 millions d'habitants enclavé entre la Russie et la Chine, a un besoin urgent de services de microfinancement pour développer son économie et réduire la pauvreté.

Conformément à son plan stratégique, qui consiste à s'orienter davantage vers le Sud et l'Est, la BERD a accepté, en octobre 2006, la Mongolie parmi ses pays d'opérations et a rapidement signé avec ce pays son premier projet – un prêt de 3,8 millions d'euros à la XacBank, institution de microcrédit.

La XacBank compte plus de 50 000 clients et accorde 85 % de ses prêts à de petites entreprises, dont de nombreux clients ruraux de services de microfinancement. La banque accepte, ce qui n'est pas classique, toutes sortes de garanties – y compris les *gers*, tentes dans lesquelles vivent de nombreux nomades mongols.

En 2006, après avoir complètement réévalué son activité correspondante, la BERD a adopté une **nouvelle politique énergétique**, fruit de vastes consultations tenues avec des organisations non gouvernementales, des instituts de recherche, des gouvernements, des représentants de l'industrie et des experts en énergie. Ces consultations ont confirmé qu'il faut améliorer l'efficacité énergétique si l'on veut réduire les besoins en investissements, protéger l'environnement et accroître la compétitivité économique.

Cela vaut particulièrement dans les pays d'opérations de la Banque, dont l'efficacité médiocre en la matière compromet la sécurité énergétique et le développement économique et contribue de façon disproportionnée à l'émission de gaz à effet de serre liés au réchauffement climatique, ce qui a conduit la BERD à faire de l'efficacité énergétique la pierre angulaire de sa nouvelle politique.

À cette fin, la Banque s'est fixé un objectif d'investissement dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables entre 2006 et 2010. Elle fait valoir, en outre, la nécessité de porter les tarifs au niveau du recouvrement des coûts tout en cherchant les moyens de protéger les individus les plus vulnérables aux augmentations de prix. Elle s'engage également à promouvoir les énergies renouvelables et l'échange de crédits carbone, à libérer le potentiel énergétique de la région et à appuyer une gestion rationnelle des ressources naturelles. Pour cela, il faut que les gouvernements et les entreprises privées fassent preuve de transparence en matière de génération de revenus et appuient, au besoin, l'Initiative pour la transparence des industries extractives, qui vise à assurer une gestion responsable des recettes dans les pays riches en ressources naturelles.

Dans le cadre de sa nouvelle politique, la BERD encouragera, par la concurrence, la diversification des approvisionnements et veillera à la sûreté des centrales nucléaires encore en service dans la région (voir page 68). Dans tous ses investissements, la Banque devra favoriser un développement écologiquement durable.

On estime que les pays d'opérations de la BERD consomment près de sept fois plus d'énergie par unité de PIB que l'Europe occidentale. Depuis quelques années, on prend de plus en plus conscience de la nécessité de résoudre ce problème. Les pays du G8 – aux sommets de Gleneagles en 2005 et de St Pétersbourg en 2006 – et l'Union européenne – dans son Livre vert sur l'efficacité énergétique – ont souligné la nécessité de produire une énergie durable et appelé les institutions financières internationales à combattre les changements climatiques.

En réponse, la BERD a lancé, en mai 2006, son **Initiative pour l'énergie durable**. Dans ce cadre, elle s'engage à doubler ses investissements (efficacité énergétique et énergies renouvelables) pour les porter à 1,5 milliard d'euros en trois ans. Elle s'engage également à faire en sorte que l'énergie durable occupe une place prépondérante dans tous ses projets, à intensifier, sur ce point, les discussions avec les gouvernements et à inviter les donateurs à appuyer les activités mises en œuvre.

Dans le cadre de cette initiative, la BERD incitera les grandes entreprises industrielles à intensifier leurs investissements dans l'efficacité énergétique. Elle financera davantage les petites entreprises qui mettent en œuvre des projets d'efficacité énergétique et appuiera, dans le secteur énergétique, la mise en place d'approvisionnements plus propres. La Banque investira aussi

Sersenjav Elbegzaya a été l'une des premières clientes de la XacBank. En 2003, elle s'est installée dans la capitale de la Mongolie, Oulan-Bator. Veuve depuis peu, Sersenjav a décidé de créer une entreprise pour aider sa famille à survivre et permettre à sa fille d'étudier à l'université. La XacBank lui a prêté 152 euros, garantis par son *ger* et des appareils ménagers. Tandis que son commerce d'écharpes et de sacs sur le marché en plein air de la ville se développait, Sersenjav a reçu deux autres prêts, chaque fois d'un montant double de celui du prêt précédent et chaque prêt augmentant ses bénéfices. Son commerce est aujourd'hui florissant.

"Partis d'une action sociale consistant à prêter à des micro et petites entreprises", explique Magvan Bold, Président de la XacBank, "nous sommes devenus leur partenaire le plus fiable."

La XacBank a débuté son activité en 1998 en tant que projet "MicroStart" du Programme des Nations Unies pour le développement, avec initialement 0,8 million d'euros à prêter à des personnes démunies ayant un projet commercial. En 2006, son capital atteignait 7,6 millions d'euros pour un actif total de 58 millions d'euros. La banque attribue ce succès à l'accent qu'elle place sur les plus pauvres, qui se sont révélés bon payeurs. Moins de 1 % des prêts de la XacBank sont remboursés avec 30 jours ou plus de retard.

Le prêt de 3,8 millions d'euros accordé par la BERD profitera tout particulièrement aux clients ruraux. La Banque accordera en outre, à l'appui des échanges commerciaux, 0,8 million d'euros qui offriront une sécurité aux clients qui financent des importations et des exportations. Ce financement devrait renforcer le secteur financier mongol, ce qui profitera aux consommateurs, créera des emplois et améliorera le niveau de vie.

Bien qu'elle n'ait accepté qu'en octobre 2006 la Mongolie comme pays d'opérations, la BERD travaille avec ce pays depuis plusieurs années dans le cadre de projets financés par des donateurs. Le Fonds de coopération pour la Mongolie a été créé en mars 2001 grâce à plus de 10 millions d'euros fournis par ces donateurs.

La BERD est déterminée à doubler ses investissements dans l'énergie durable pour les porter à 1,5 milliard d'euros en trois ans.

davantage dans des projets d'énergie renouvelable, favorisera l'amélioration de l'efficacité énergétique dans les secteurs du chauffage collectif et des transports urbains, et appuiera le développement de l'échange de droits d'émission de carbone.

En 2006, la BERD a signé, au titre ce cette initiative, des projets d'un montant total de 750 millions d'euros, auxquels se sont ajoutés 19 millions d'euros de dons visant à appuyer des investissements. Suite au premier Forum sur l'énergie durable que la Banque a organisé en novembre, il a été promis 61 millions d'euros de dons supplémentaires qui proviendront, pour l'essentiel, de l'Union européenne. Ces dons lui permettront d'investir encore davantage dans ce domaine en 2007.

L'une des principales composantes de l'Initiative pour l'énergie durable est le Fonds multilatéral pour l'échange de crédits carbone, que la BERD et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont lancé en décembre. Dans ce cadre, les gouvernements et les entreprises privées peuvent acheter des crédits carbone auprès de projets de réduction des émissions financés par la Banque ou par la BEI. L'achat de ces crédits aide les pays et les entreprises à atteindre les objectifs de réduction des émissions fixés par le Protocole de Kyoto et permet à ceux qui génèrent ces crédits d'investir dans d'autres projets d'énergie durable.

À la fin de 2006, six pays et six entreprises avaient engagé 165 millions d'euros. Les projets portent généralement sur l'efficacité énergétique de l'industrie, la rénovation des centrales électriques et des chaufferies urbaines, les énergies renouvelables (biomasse, énergie éolienne et hydroélectricité) et le captage des gaz d'enfouissement dans les pays d'opérations. La région, qui produit environ 13 % des émissions mondiales de carbone, ne génère que 3 % des crédits. Dans les années à venir, le Fonds aidera à relever considérablement ce chiffre.

L'Accord portant création de la BERD stipule que la Banque finance un **développement durable** et écologiquement rationnel. Pour tous les projets envisagés, elle évalue l'impact de ses investissements sur l'environnement, la santé, la sûreté, la société et l'emploi. Elle assortit tous ses investissements de critères rigoureux et finance de nombreux projets qui visent spécifiquement à améliorer l'environnement, la situation sociale et l'emploi dans ses pays d'opérations. La Banque propose également à ses clients des audits énergétiques gratuits.

Êtes-vous satisfaits de la transition ?

Plus de quinze ans après la chute du communisme en Europe de l'Est, la transition d'une économie centralisée vers une économie de marché a, de toute évidence, des effets positifs. Pour certains, par contre, elle ne fonctionne pas.

Pour mieux comprendre la façon dont cette transition a modifié le quotidien dans les pays où elle opère, la Banque a enquêté sur ce que les gens pensent de leur nouveau mode de vie. Aux fins de cette enquête, menée avec la Banque mondiale, elle a interrogé quelque 29 000 ménages dans 28 de ses pays d'opérations et en Turquie.

Le but était de rendre compte de façon complète de points importants tels que la vie quotidienne, le niveau de vie, la pauvreté et les inégalités, la confiance dans les institutions et la satisfaction vis-à-vis des services publics. On souhaitait également analyser, dans l'ensemble de la région, les attitudes vis-à-vis de l'économie de marché et de la démocratie. L'enquête a été réalisée en septembre 2006 grâce à des fonds accordés par le Canada, le Royaume-Uni, et le Taipei chinois.

Après une analyse préliminaire des résultats, un résumé des principales observations a été présenté en novembre à la Conférence organisée avec Chatham House pour le 15e anniversaire de la BERD. De l'analyse, il ressort que seule une minorité (quelque 30 %) estime que la vie est aujourd'hui meilleure qu'en 1989. Les satisfaits, néanmoins, sont plus nombreux que les mécontents et une majorité estime que leurs enfants auront un meilleur avenir.

Avant d'investir dans un projet, la Banque évalue son impact environnemental afin de déterminer les mesures que le client doit prendre pour se conformer à la politique qu'elle a définie en matière d'environnement. Les conditions ainsi fixées deviennent obligatoires lors de la signature du projet. En 2006, la BERD a accordé 105 millions d'euros pour financer les composantes environnementales de projets visant le secteur manufacturier, l'industrie lourde et l'agro-industrie.

Les projets consacrés à l'environnement – infrastructure municipale, efficacité énergétique et énergies renouvelables – se sont élevés au total, en 2006, à 872 millions d'euros. Ont notamment été mis en œuvre un projet de 5 millions d'euros sur les énergies renouvelables en Arménie, un projet de 6 millions d'euros visant à améliorer le chauffage urbain à Cracovie (Pologne) et un investissement de 3 millions d'euros destiné à améliorer l'approvisionnement en eau en Géorgie.

La BERD accorde une attention particulière aux émissions de gaz à effet de serre. Une analyse récente de son portefeuille montre que c'est principalement dans la production d'électricité, l'industrie lourde et le chauffage urbain que l'on peut réduire les émissions. En 2006, 11 projets de la Banque ont spécifiquement visé à moderniser ces secteurs et à améliorer leur efficacité énergétique. Ces projets permettront de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre ; dans deux cas, ces réductions dépasseront 2 millions de tonnes de CO_2 par an.

En 2006, la BERD s'est de plus en plus concentrée sur l'impact social de ses projets. Tout en étudiant, par exemple, la possibilité d'investir dans un important projet pétrolier et gazier sur l'île de Sakhaline, en Extrême-Orient russe (voir page 47), elle a appuyé l'élaboration d'un plan de développement des minorités autochtones. Ce plan a été officiellement lancé en mai 2006 afin d'atténuer les effets néfastes que le projet pourrait avoir sur les insulaires et d'appuyer le développement de la population locale. Il rassemble toutes les parties intéressées – population autochtone, autorités locales et secteur privé.

En 2006, la BERD a accueilli la réunion annuelle des spécialistes sociaux des institutions financières internationales. Cette réunion a permis de faire le point sur l'expérience acquise en ce qui concerne les aspects sociaux des projets d'investissement.

L'enquête fait globalement apparaître, surtout chez les personnes aisées, un appui résolu à la démocratie et à l'économie de marché, même si l'on note d'importantes variations d'un pays à l'autre. Cet appui est très marqué en Europe centrale, mais plus nuancé vers le Sud et l'Est, et une personne sur dix continue d'appuyer un mélange d'économie centralisée et de gouvernement autoritaire.

Les jeunes sont généralement plus positifs que leurs aïeuls, les plus mécontents du nouveau mode de vie étant ceux âgés de 65 ans et plus. La plupart des personnes interrogées estiment que la corruption persiste, en particulier dans des services publics tels que la justice et le système de santé.

En 2007, la BERD et la Banque mondiale continueront d'analyser les résultats et publieront, tout au long de l'année, de nouvelles conclusions. Une analyse approfondie paraîtra dans le *Transition Report 2007*.

En 2006, la BERD a mis tout particulièrement l'accent sur l'impact social de ses projets.

Pour résoudre les problèmes environnementaux liés, par exemple, à la pollution de l'eau, aux changements climatiques et à la biodiversité, la BERD a continué de collaborer étroitement avec d'autres organismes internationaux tels que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). La Banque, qui est l'un des sept agents d'exécution du FEM, a signé un mémorandum d'accord qui lui permet d'accéder directement aux fonds de ce dernier. Son personnel participe activement aux discussions qui sont menées sur le rôle futur du Fonds, en particulier dans les pays d'opérations de la Banque.

Actuellement, la BERD et le FEM cofinancent, en Slovénie, un mécanisme de crédit environnemental qui vise à réduire les effluents polluants rejetés dans le bassin du Danube. La Banque a accordé 35 millions d'euros à quatre banques locales afin qu'elles rétrocèdent des prêts à de petites entreprises locales et à de petites municipalités qui investissent dans des projets de réduction de la pollution.

La BERD a continué d'héberger le secrétariat du Comité de préparation des projets (CPP), qui achemine les dons vers la conception de projets relatifs à l'environnement – eau et assainissement, gestion des déchets solides, efficacité énergétique et biodiversité. En organisant dans plusieurs pays des ateliers de financement de projets, le CPP aide également les pays d'opérations à préparer le terrain pour des projets environnementaux financés par la Banque.

Une autre initiative de la BERD financée par des dons est le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale (PEDS). Issu de l'Initiative de l'Union européenne pour une dimension septentrionale, le PEDS vise à favoriser la coopération environnementale dans le Nord-Ouest de la Russie. Ce partenariat regroupe, pour concevoir et mettre en œuvre ses projets, les compétences et les ressources de l'Union européenne, du gouvernement russe, de la BERD, de la Banque européenne d'investissement, de la Banque nordique d'investissement et de la Banque mondiale.

À gauche **La pollution du Danube est en baisse grâce à une initiative cofinancée par la BERD et le Fonds pour l'environnement mondial.**

Au centre **L'usine de traitement des eaux usées de St Pétersbourg, en partie financée par la BERD, a contribué à réduire la pollution de la Baltique.**

À droite **Le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale a accordé un financement permettant d'améliorer la sûreté du stockage des déchets radioactifs dans la baie de Gremikha (Nord-Ouest de la Russie).**

À la fin de 2006, le montant total des contributions promises au PEDS s'élevait à 241 millions d'euros fournis, pour l'essentiel, par l'Union européenne. Sur ce financement, près de 150 millions ont été consacrés à la sûreté nucléaire (voir page 69) et 91 millions destinés à l'environnement, dont 56 millions ont déjà été investis.

À St Pétersbourg, il a été signé en 2006 des contrats portant sur la construction d'un important incinérateur de boues, qui aidera à réduire la pollution de la mer Baltique. Ce projet, qui devrait être achevé en 2007, protégera également les réserves souterraines d'eau potable de la ville. Son financement a été assuré par le PEDS, la BERD et la Banque nordique d'investissement. On a également étudié la possibilité de mettre sur pied, à St Pétersbourg, un système intégré de traitement des eaux usées. Les travaux de construction devraient débuter en 2007.

Pour faciliter un resserrement de la **coopération internationale** avec les principaux donateurs et institutions financières qui œuvrent dans ses pays d'opérations, la BERD a signé, en décembre 2006, un mémorandum d'accord avec la Commission européenne et la BEI.

Dans ce document, les deux banques s'engagent à mettre en commun leurs compétences et à optimiser leurs avantages comparatifs dans le financement conjoint de projets mis en œuvre en Russie, en Ukraine, en Moldova, dans le Caucase et en Asie centrale avec l'appui de l'Union européenne. À l'avenir, le document pourrait également s'appliquer au Bélarus. La BEI et la BERD travailleront ensemble pour recenser, financer et gérer, dans les domaines de l'énergie, des transports, des télécommunications et de l'infrastructure environnementale, des projets qui présentent un grand intérêt pour l'Union européenne.

2

Les réformes

La promotion des réformes démocratiques, économiques, juridiques et environnementales est un aspect fondamental des activités de la BERD. La Banque s'attache tout particulièrement à encourager les pratiques démocratiques, à améliorer le climat de l'investissement, à combattre la corruption et à fixer des normes strictes en matière de gouvernance d'entreprise et de transparence.

Ci-contre **Déroulement d'un scrutin dans le bureau de vote du village de Bas-Boulak (République kirghize), à 700 kilomètres au Sud de la capitale, Bishkek.**

Ci-dessous **Une électrice dépose son bulletin dans l'urne lors d'élections législatives dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, en juillet 2006.**

Réformes démocratiques

La promotion de la transition vers l'économie de marché dans un cadre démocratique est au cœur du mandat de la BERD. Ces principes sont clairement énoncés dans l'Article 1 de l'Accord portant création de la Banque. La plupart des pays d'opérations restent fermement engagés en faveur des principes de la démocratie, du pluralisme et de l'économie de marché. En 2006, des élections en ont lieu dans plusieurs de ces pays. Dans la majeure partie d'entre eux, elles se sont déroulées de manière libre et juste. Toutefois, dans un certain nombre de cas, l'absence persistante de progrès en la matière est restée source d'inquiétude.

Dans ses nouvelles stratégies pour le Bélarus et le Turkménistan, la BERD s'est dite très préoccupée par la lenteur des réformes démocratiques et économiques. Dans ces deux pays, la BERD a enregistré peu d'avancées dans l'engagement des autorités envers les principes de l'Article 1. Aucun d'eux n'a progressé suffisamment au regard des critères établis dans les stratégies précédentes pour que la Banque puisse y intervenir comme elle le fait dans d'autres pays.

En conséquence, la Banque y exclut tout financement de projets dans le secteur public et s'attache exclusivement à soutenir des projets du secteur privé, à condition qu'il soit établi que les investissements proposés se sont pas contrôlés par l'État ou par des entités publiques et qu'aucun responsable gouvernemental n'en bénéficiera personnellement. La BERD vise toutefois à maintenir un dialogue avec le gouvernement et les organisations non gouvernementales sur les moyens d'améliorer le climat de l'investissement pour les entrepreneurs privés, dans l'espoir d'encourager les réformes politiques et économiques.

Comme elle l'a fait dans ses stratégies antérieures, la BERD a identifié des critères précis d'évaluation des progrès économiques et politiques. Si le Bélarus et le Turkménistan progressent suffisamment, elle y élargira ses activités.

De même, la Banque reste préoccupée par l'absence prolongée de progrès en Ouzbékistan au regard de l'Article 1. Tout en restreignant ses investissements au secteur privé, elle s'attache à poursuivre le dialogue avec le gouvernement ouzbek sur les questions des droits de l'homme et de l'avancée des réformes politiques et économiques.

Dans la plupart des pays, les élections ont été libres et justes.

Le rapport de la BERD sur la transition (*Transition Report*) présente les progrès économiques réalisés dans les 29 pays d'opérations.

Réformes économiques

La capacité de la BERD à faire avancer le processus de transition et à promouvoir le développement du secteur privé dépend de l'engagement de chaque pays envers les réformes économiques. Le Bureau des affaires économiques (BAE) suit attentivement les progrès réalisés dans tous les pays où la BERD intervient. Une évaluation détaillée – secteur par secteur – des progrès de chaque pays est publiée dans le rapport annuel de la Banque sur la transition (*Transition Report*). Ces évaluations soulignent les domaines où des améliorations restent indispensables. Elles forment un volet important du dialogue de la BERD avec les autorités nationales.

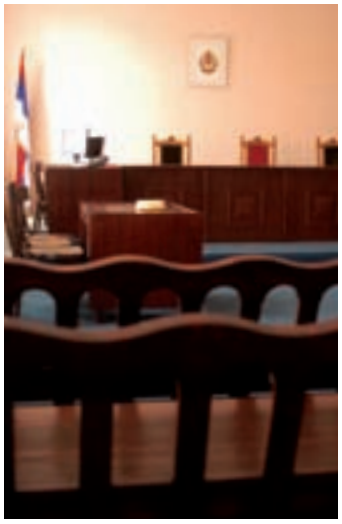
Par ailleurs, la BERD s'attache à renforcer l'impact de ses projets sur le processus de transition. Pour ce faire, elle évalue avant approbation par le Conseil d'administration leur impact potentiel et leur risque d'échec et, une fois les projets engagés, suit attentivement la réalisation des objectifs d'impact sur la transition en utilisant une série de repères concrets. Les enseignements tirés de ce processus de suivi sont pris en compte dans la structuration des projets suivants.

L'implication du BAE varie selon le type de projet et la nature des conditions incluses dans la structure du projet en termes d'objectifs d'impact sur la transition. Par exemple, le BAE établit des critères de gouvernance d'entreprise, met au point des objectifs en matière de réforme des tarifs douaniers et offre des conseils sur les questions de réglementation. Dans certains cas, le personnel effectue des visites sur place pour fournir une expertise spécifique et débattre de certaines questions avec les autorités locales. Le travail préparatoire entrepris en 2006 au Kosovo par la Banque avant la mise en œuvre de projets dans le secteur de l'électricité en est un exemple.

En 2006, la BERD a continué de fonder ses discussions avec les gouvernements non seulement sur son expérience directe de financement des projets dans la région, mais également sur les résultats des enquêtes appropriées. Par exemple, la BERD a continué de mettre l'accent sur les résultats d'une enquête – réalisée en 2005 en collaboration avec la Banque mondiale – impliquant plus de 9 000 entreprises dans 26 pays d'opérations. Financée par le Japon, l'enquête sur le climat des affaires et les performances des entreprises (enquête BEEPS) a été analysée avec soin par la BERD pour déterminer dans quelle mesure des questions telles que la réglementation des activités commerciales, le cadre institutionnel et la corruption constituent des obstacles à la conduite des affaires. En débattant des conclusions de ces enquêtes avec les gouvernements, la BERD est en mesure d'identifier les domaines où des réformes s'imposent.

À la suite de l'enquête BEEPS, la BERD a entrepris une analyse du secteur bancaire. Les résultats de l'enquête sur le climat des affaires et les performances des banques, qui a impliqué 220 banques choisies de manière aléatoire dans 20 pays d'opérations de la Banque, ont été analysés dans le *Transition Report* de 2006. La BERD a étudié dans quelle mesure les performances des banques sont affectées par des questions telles que le cadre réglementaire, le contrôle bancaire et les droits des créanciers. L'enquête révèle que les réformes institutionnelles ont permis aux banques d'offrir de meilleurs services à leurs clients, mais que d'autres réformes restent nécessaires.

Une nouvelle enquête réalisée en 2006 par la BERD examine l'impact du processus de transition sur la vie des populations (voir page 18). La Banque a également contribué – souvent en tant qu'organisatrice – à de nombreuses conférences et rencontres. En octobre, elle a tenu au siège un séminaire destiné aux décideurs impliqués dans la politique commerciale de la Russie. Organisé en partenariat avec la Banque mondiale et le Centre de recherche stratégique de Moscou, ce séminaire s'est intéressé à des questions essentielles concernant la stratégie commerciale du gouvernement russe après la future adhésion du pays à l'Organisation mondiale du commerce.



Le Programme de transition juridique a pour objectif d'améliorer le contexte juridique dans les pays d'opérations de la BERD.

Réformes juridiques

Considérant qu'un environnement juridique favorable aux investisseurs est crucial dans tous les pays où elle opère, la BERD a créé un programme spécialisé de conseil et d'assistance. Le Programme de transition juridique, en partie financé par les donateurs, fixe des normes de pratiques, évalue les progrès des réformes juridiques dans l'ensemble de la région et aide les gouvernements et les institutions juridiques à mettre en œuvre des réformes.

En 2006, la BERD a élargi le Programme à plusieurs nouveaux domaines. Par exemple, elle a entrepris un examen approfondi du droit hypothécaire, en vue de publier courant 2007 un ensemble de normes pour l'adoption d'une législation efficace dans les pays où elle intervient. Ce nouveau domaine d'activité s'est ouvert par un projet visant à aider la Moldova à améliorer sa législation sur les hypothèques.

La question de l'insolvabilité a également fait l'objet d'une attention soutenue. Au cours de l'année écoulée, la Banque a travaillé assidûment pour définir des principes en matière d'autorisation d'exercer et de contrôle pour les administrateurs d'insolvabilité. Ce travail a commencé par un examen des pratiques en vigueur dans l'Ouest des Balkans et a permis le lancement d'un projet financé par les donateurs en Serbie.

Dans le cadre de cette initiative, la Banque a organisé à l'automne 2006 une table ronde à Belgrade, pour permettre aux juges, aux autorités de réglementation et aux organismes d'aide d'échanger leurs points de vue et proposer des moyens de développer des institutions plus solides dans le domaine de l'insolvabilité.

Dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays aux premiers stades de la transition, qui s'attache à aider les pays d'opérations les plus pauvres (voir page 13), le Programme de transition juridique a lancé deux projets en Mongolie. Le premier vise à offrir une aide juridique au gouvernement mongol pour soutenir la privatisation et la régulation des télécommunications. Un programme de formation entrepris avec l'organe chargé de cette régulation s'est achevé en décembre 2006.

Le deuxième projet a mis l'accent sur la réforme du régime juridique pour garantir le crédit par nantissement de biens mobiliers. Un document préparé par la BERD a été présenté à Oulan-Bator en novembre 2006 et formera la base des réformes à mettre en œuvre au cours des prochaines années. Dans un autre pays aux premiers stades de la transition, la République kirghize, la Banque a entrepris un programme de formation pour les juges intervenant dans les affaires commerciales (voir page 26).

Une autre question étudiée par la BERD en 2006 a été l'efficacité du droit des concessions, qui constitue la base de nombreux types de partenariats public-privé (PPP). La Banque a évalué le fonctionnement du cadre juridique des concessions dans ses pays d'opérations et l'efficacité de la loi en termes de soutien aux PPP dans les projets d'infrastructure. L'évaluation a révélé qu'il est urgent de fournir au gouvernement local une formation lui permettant de gérer les PPP dans un contexte juridique solide et d'encourager les investissements du secteur privé. Des projets de réforme du droit des concessions ont été lancés par la BERD en Hongrie et en Ukraine.

Dans le cadre de son action visant à toucher un large auditoire et favoriser le débat sur les questions juridiques, la BERD a organisé en juin 2006 au siège une conférence internationale sur "la réforme des garanties et l'accès au crédit". Cette rencontre, organisée en collaboration avec la Banque mondiale, a réuni des juristes, des économistes, des banquiers, des universitaires et des décideurs pour explorer les perspectives récentes en matière d'amélioration de l'accès au crédit. La conférence s'est notamment intéressée à l'impact économique des réformes juridiques, notamment sur les institutions financières.

Le renforcement du système judiciaire en République kirghize

L'essor de l'économie de marché a apporté aux tribunaux des pays issus de l'ex-Union soviétique une importante charge de travail constituée d'affaires financières, pratiquement inconnues il y a une quinzaine d'années. Les juges kirghizes bénéficient désormais d'un nouveau programme de la BERD qui les aide à renforcer leurs compétences en matière d'application du droit commercial moderne.

Le premier stage de formation pour juges, organisé dans le cadre du programme de transition juridique de la BERD, s'est tenu en juin 2006. Il a réuni 90 juges et juristes de la Banque nationale, qui ont passé trois jours près du lac Issyk Koul, à 200 km à l'Est de Bishkek, où ils ont bénéficié d'une formation en droit de l'insolvabilité.

"C'est la première fois que nous réalisons un programme de formation judiciaire d'une telle ampleur en République kirghize", a indiqué Dilfusa Boronbaeva, ex-directeur du centre de formation judiciaire du pays. "C'est surtout la première fois que la formation en droit commercial est abordée de manière systématique. Et nos juges ont un grand besoin de formation."

D'autres stages sont prévus en 2007. Ils devraient concerner tous les domaines du droit commercial. Le programme de la BERD permettra également d'offrir de nouveaux outils aux juges kirghizes, notamment une bibliothèque juridique, et offrira à des juges débutants la possibilité d'effectuer des stages au Kazakhstan et en Russie.

L'existence de tribunaux fiables est cruciale pour des investisseurs comme la BERD. Les banquiers et les entrepreneurs locaux et internationaux ont besoin que les arrêts des tribunaux soient prévisibles et fondés sur des lois et une jurisprudence claires et compréhensibles. Cette initiative de formation témoigne de la détermination de la communauté internationale à résoudre ce problème.

Les formateurs intervenant dans le module consacré à l'insolvabilité étaient deux ténors locaux en la matière : le Vice-Président de la Cour suprême, Aibek Davletov, qui a publié des ouvrages sur l'insolvabilité, et la juge Antonina Rybalkina. Tous deux ont effectué en mai 2006 une formation pour formateurs, axée sur les techniques interactives d'enseignement, notamment les jeux de rôle et le travail avec un facilitateur.

Pour financer ce projet, 700 000 euros ont été fournis par le Fonds de la BERD pour les pays aux premiers stades de la transition, 700 000 euros par le Japon et 160 000 euros par la Suisse. L'Organisation internationale du droit du développement (OIDD), partenaire de la BERD pour ce projet, s'occupe de sa mise en œuvre.

Dans la première phase du programme, réalisée en 2005, une enquête a été effectuée auprès des juges pour déterminer les besoins en formation. La deuxième phase devrait assurer une application plus fiable de la loi par les juges et servir de modèle pour des initiatives similaires dans d'autres pays.

En Bulgarie, la BERD contribue à l'amélioration des logements en accordant, par l'intermédiaire de banques locales, des prêts pour l'efficacité énergétique.

Réformes sociales et environnementales

En incluant des critères environnementaux rigoureux dans ses projets, la BERD contribue à une meilleure prise en compte des questions écologique dans ses pays d'intervention. Les efforts de la BERD pour lutter contre le changement climatique – par des programmes comme l'Initiative pour l'énergie durable (voir page 17) – montrent bien comment les industries et les gouvernements doivent se préoccuper des conséquences environnementales de toutes leurs actions.

En mai 2006, la Banque a signé les Principes européens pour l'environnement (PEE), initiative majeure impliquant la BERD et quatre autres grandes institutions d'investissement : la Banque de développement du Conseil de l'Europe, la Banque européenne d'investissement, la Corporation nordique pour l'environnement et la Banque nordique d'investissement.

L'objectif principal de l'initiative PEE est de parvenir à une meilleure harmonisation des principes, procédures et critères environnementaux de financement des projets. Ces cinq institutions partagent une même détermination à préserver l'environnement et à promouvoir un développement durable dans toutes leurs activités (voir page 18).

Les PEE sont fondés sur les orientations de l'Union européenne (UE) en matière de viabilité écologique et engagent les signataires à appliquer les principes, procédures et critères de l'UE à tous les projets qu'ils financent.

En 2006, la BERD a commencé la révision de sa politique environnementale. Deux groupes d'experts se sont réunis pour débattre des questions de main d'œuvre et de l'impact des projets de la BERD sur les populations autochtones. D'autres aspects de la politique seront traités en 2007. La Banque examine sa propre expérience en la matière ainsi que les meilleures pratiques internationales. Elle s'attache à tenir compte des points de vue des différentes parties concernées, y compris les organisations non gouvernementales et les communautés locales, et dialogue avec les institutions financières internationales partenaires. Un processus de consultation officiel s'engagera lorsque la nouvelle politique aura été élaborée. Celle-ci pourrait être adoptée avant la fin de l'année 2007.

Tous les projets de la BERD doivent être en conformité avec les droits nationaux et internationaux de l'environnement et du travail. La Banque examine le respect du droit du travail dans le contexte général des études effectuées avant l'approbation des projets par le Conseil d'administration. Elle fait également appel à des experts indépendants pour contrôler et suivre l'application de ce droit et, si nécessaire, procède à des enquêtes sur le terrain.

En 2006, la BERD a commandé une nouvelle étude pour examiner la question de l'égalité hommes-femmes dans ses activités, notamment dans les pays aux premiers stades de la transition. Cette étude a été réalisée par un expert indépendant et a bénéficié d'un financement du département britannique chargé du développement international et de l'Agence canadienne de développement international. D'après ses conclusions, la Banque manque d'une approche systématique en matière d'égalité hommes-femmes dans ses stratégies de pays et dans ses différents projets. L'étude recommande plusieurs moyens d'intégrer ces questions afin d'optimiser l'efficacité des projets de la BERD et leur impact sur la transition.

La BERD envisage d'inclure la question de l'égalité hommes-femmes dans ses nouvelles politiques et stratégies, y compris toutes les stratégies de pays. La Banque pourrait étayer les arguments commerciaux en faveur de la parité en finançant des projets modèles dans des domaines comme les prêts aux micro et petites entreprises, les infrastructures municipales, les secteurs du pétrole, du gaz et de l'exploitation minière et les programmes de développement communautaire y afférents. La BERD envisage également de mettre en place une formation du personnel et de faire appel à des experts spécialisés dans le domaine de l'égalité hommes-femmes pour soutenir sa stratégie et ses projets.

Ci-contre **En juin 2006, la BERD a accueilli la 7e Conférence des enquêteurs internationaux, qui a étudié les moyens de lutter contre la corruption.**

Ci-dessus **Le Bureau de la déontologie de la BERD enquête sur les allégations de fraude et de corruption.**

Intégrité

La BERD veille soigneusement à la bonne utilisation des financements accordés aux clients. Elle assure un suivi des projets pendant toute leur durée et travaille avec ses pays d'opérations pour combattre la corruption, notamment le blanchiment de capitaux et le financement d'activités terroristes.

Le Bureau de la déontologie contribue à préserver l'intégrité et la réputation de la Banque. Il joue un rôle crucial dans l'engagement de la BERD en faveur de la transparence et de la responsabilisation. Le Bureau de la déontologie conseille la Banque sur ses clients potentiels, enquête sur les allégations de fraude, de corruption ou d'autres fautes, examine les plaintes émanant de groupes affectés par les projets financés par la BERD et protège l'institution contre les actes criminels.

La création en février 2006 du groupe de travail anti-corruption des institutions financières internationales (IFI) a permis de mieux harmoniser l'action de ces institutions en matière de lutte contre la corruption. Elle les a notamment encouragées à uniformiser leurs définitions de la fraude et de la corruption afin que les fautes potentielles dans le financement des projets puissent être examinées et sanctionnées de manière cohérente. Le groupe de travail a également amélioré le partage de l'information entre les IFI et s'est accordé sur des principes directeurs permettant d'analyser les questions d'intégrité liées aux décisions de prêt et d'investissement. Il a également étudié comment les IFI pourraient aider les gouvernements dans leurs efforts pour améliorer le dépistage de la fraude et de la corruption, ainsi que les procédures d'enquête et de poursuite judiciaire.

En juin 2006, la BERD a accueilli la 7e Conférence des enquêteurs internationaux, prestigieuse assemblée d'enquêteurs expérimentés issus de nombreuses organisations internationales : IFI, Nations Unies, Interpol et Office européen de lutte antifraude. Cette conférence a mis l'accent sur les initiatives de lutte contre la corruption et la fraude, notamment la mise en place de groupes d'enquêtes interinstitutionnels et les procédures de divulgation.

Parmi les mesures prises en 2006, on notera également une mise à jour des principes directeurs de la Banque en matière d'étude des questions d'intégrité, qui établissent des critères d'évaluation des risques et permettent ainsi d'améliorer la prise de décision. La BERD a également révisé la liste de contrôle, utilisée par les équipes des opérations bancaires pour évaluer la politique de ses clients potentiels en termes de lutte contre le blanchiment de capitaux et les activités terroristes. Par ailleurs, la Banque a lancé un programme de formation du personnel à la lutte contre ces pratiques.

Le premier rapport anticorruption de la BERD a été publié en 2006. Il présente les mécanismes mis en place par la BERD pour lutter contre la corruption, le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et d'autres activités criminelles. Ce rapport indique notamment comment la Banque s'acquitte de son obligation de veiller à ce que ses fonds soient utilisés exclusivement aux fins pour lesquels ils ont été accordés.

En 2006, la BERD a publié son premier rapport anticorruption.

L'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, financé en partie par la BERD, a fait l'objet d'une plainte enregistrée en 2006 dans le cadre du Mécanisme de recours indépendant.

Bonne gouvernance et transparence

La BERD considère que la promotion de critères rigoureux de conduite des affaires est un élément essentiel de sa mission. Elle s'attache notamment à favoriser la transparence des structures d'actionnariat, le respect des droits des actionnaires minoritaires et le bon fonctionnement des conseils d'administration.

Par ses prises de participation, elle vise à transformer les entreprises de l'intérieur, en utilisant sa présence dans les conseils d'administration pour encourager l'adoption de normes strictes de gouvernance d'entreprise. La Banque s'attache également à montrer l'exemple dans ce domaine.

En 2006, elle a entrepris une révision approfondie de sa politique en matière de communication et d'information, qui témoigne de l'engagement de la Banque en faveur de la transparence et de la bonne gouvernance. Un vaste processus de consultation a été mené dans le cadre de cette révision : évaluation de la politique de la BERD par rapport à celle d'autres IFI, collecte sur le site web de commentaires sur le projet de politique et dialogue avec les organisations non gouvernementales afin de prendre en compte leurs préoccupations.

La révision s'est traduite par d'importants changements de la politique existante en matière de communication et d'information. Dans le cadre de la nouvelle politique, la BERD a élargi l'étendue des informations qu'elle met à la disposition du public. Par exemple, les procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration sont désormais publiés régulièrement sur son site web.

La nouvelle politique engage la Banque à rechercher une plus grande participation du public dans le développement des stratégies pour chacun des pays d'opérations. Les projets de stratégies sont ainsi publiées sur le site web et le public est invité à présenter ses observations avant que ces stratégies soient arrêtées. Dans un effort supplémentaire pour mieux toucher le public, la BERD s'est engagée à diffuser les informations sur les projets à venir non seulement en anglais, mais également dans les langues nationales des pays concernés.

Elle a également mis en place une procédure formelle de traitement des demandes d'information la concernant. Selon cette nouvelle procédure, la BERD répondra à toutes les demandes d'information dans un délai donné. Si elle n'est pas en mesure de le faire, elle en donnera les raisons. Un appel pourra être formulé auprès du Secrétaire général de la Banque. La BERD étant tenue de protéger la confidentialité de données économiquement sensibles, elle a clairement indiqué les domaines sur lesquels, pour cette raison, elle ne pourra donner d'informations.

Parallèlement à la diffusion d'informations, la BERD invite les parties concernées à donner leur feedback sur ses projets. Par le biais du Mécanisme de recours indépendant (MRI), la Banque donne aux groupes locaux susceptibles d'être affectés par un de ses projets la possibilité de formuler auprès d'elle des griefs ou des plaintes. Le deuxième rapport annuel du MRI a été publié en 2006.

Cette année-là, une plainte recevable a été enregistrée. Celle-ci a été soumise au nom des habitants du village d'Akhali Samgori, dans le district de Garabani, en Géorgie. Les habitants estiment qu'ils n'ont pas été indemnisés – ou que leur dédommagement a été insuffisant – au titre des dommages causés à leurs terres par la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), en partie financé par la Banque. Cette plainte a ensuite fait l'objet d'une évaluation d'admissibilité pour déterminer si un examen de conformité ou une initiative de résolution de problème se justifiaient.

Une plainte antérieure enregistrée en 2005 concernant d'éventuels dommages dus à des vibrations causées par le projet d'oléoduc BTC a été traitée conformément aux procédures du MRI. La Responsable de la déontologie a recommandé au Président de la Banque de ne pas prendre d'initiative de résolution de problème, dans la mesure où celle-ci avait peu de chance d'instaurer un dialogue effectif entre le client et le groupe concerné. Le Président a accepté cette recommandation et la plainte n'a pas été examinée plus avant.

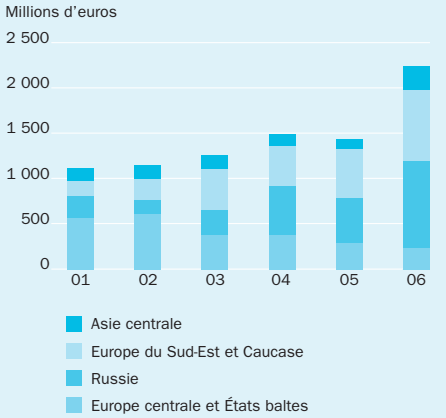
3

Secteur financier

La mise en place d'une économie de marché nécessite un secteur financier viable, compétitif et diversifié qui soutienne l'activité à tous les niveaux. À cette fin, la BERD met en œuvre, dans ses 29 pays d'opérations, un solide portefeuille de projets en recourant à tout un ensemble d'institutions financières.

En 2006, la banque russe Center-Invest a reçu de la BERD 24 millions d'euros, qui ont contribué à ses projets de développement et permis d'accroître les prêts aux petites entreprises.

Engagements de la BERD dans le secteur financier



En 2006, le secteur financier a continué d'être, pour la BERD, un domaine d'intense activité. Le montant des nouveaux projets signés a atteint un niveau record de 2,2 milliards d'euros, ce qui représente une augmentation de 55 % par rapport à 2005. Le portefeuille de la Banque a crû de 13 % pour atteindre, pour la première fois, plus de 6 milliards d'euros.

La répartition des projets signés dans le secteur financier en 2006 reflète la réorientation des activités de la BERD, avec seulement 11 % des projets consacrés à l'Europe centrale, tandis que les opérations plus au Sud et à l'Est s'intensifient. Une croissance particulièrement forte a été enregistrée en Russie, qui a représenté 42 % des investissements que la Banque a opérés, au cours de l'exercice, dans le secteur financier.

Le crédit bancaire (prêts et garanties) a été le principal domaine d'activité, représentant 49 % des opérations que la Banque a menées dans le secteur financier en 2006. Les prises de participation ont représenté environ un quart de l'activité de la BERD tandis que l'appui à des services financiers spécialisés tels que les sociétés de crédit-bail continue de se développer rapidement. Depuis 2000, cette activité a plus que septuplé. Elle pèse aujourd'hui, dans le portefeuille financier de la Banque, plus d'un milliard d'euros.

En 2006, la BERD a accru son activité dans ses pays d'opérations les plus pauvres, ceux aux premiers stades de la transition. Elle a signé dans ces huit pays des projets représentant un investissement total de 143 millions d'euros. Comme il importe d'y développer le secteur privé et d'y faciliter l'accès aux financements indispensables, l'appui a concerné principalement les micro, petites et moyennes entreprises. Le Programme d'aide aux échanges commerciaux (PAEC) a aussi grandement contribué au développement de ces pays, encourageant les échanges dans la région d'opérations de la Banque et au-delà (voir page 34).

Les niveaux élevés d'activité ont été soutenus par des formes innovantes de financement conçues pour répondre aux besoins des clients de la BERD et relever les défis sans cesse renouvelés de la transition.

En mettant au point des produits innovants et en promouvant les normes les plus strictes de gouvernance des entreprises, la BERD répond aux exigences de ses partenaires et fait progresser la transition vers l'économie de marché. En investissant et en dialoguant avec les gouvernements et les organes de réglementation, elle facilite l'adoption de législations essentielles (telles que la réforme des pensions) et aide à améliorer l'infrastructure des marchés financiers locaux.

En 2006, le secteur financier a grandement contribué aux bénéfices que la BERD a réalisés grâce aux cessions de titres et à la solide performance de son portefeuille de prêts. Les projets que la Banque à mis en œuvre dans ce secteur ont eu un impact important sur la transition et ont encouragé d'autres acteurs à participer aux marchés financiers de la région.

En 2006, la BERD a consacré 2,2 milliards d'euros au développement de systèmes financiers compétitifs dans ses pays d'opérations.

Secteur bancaire

Les prises de participation dans des banques permettent à la BERD de jouer un rôle stratégique dans le développement de ces institutions. Par ses investissements, la Banque contribue à l'essor de systèmes financiers compétitifs et viables capables d'offrir les services dont l'économie a besoin.

En 2006, la BERD a engagé 140 millions d'euros dans six prises de participation dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, en Géorgie, en Russie et en Serbie. Certaines de ces transactions se sont accompagnées d'opérations de prêt. En Géorgie, par exemple, Bank Republic a également reçu des prêts destinés à appuyer ses opérations de crédit hypothécaire et de crédit aux micro et petites entreprises. Cette combinaison de financements approfondit le niveau de coopération avec la Banque tout en renforçant la base de capital de la banque et en favorisant le développement de l'institution.

La BERD a apporté un appui financier constant à des clients existants sous la forme d'augmentations du capital de neuf autres banques de la région. Elle détient actuellement un portefeuille de plus de 900 millions d'euros dans 49 banques réparties sur 23 pays. En siégeant au conseil de surveillance de ces institutions, elle peut en améliorer la gouvernance, en faciliter le développement, aider les dirigeants et les actionnaires à en optimiser le potentiel et encourager la transparence et la responsabilisation.

L'octroi de prêts aux banques est demeuré l'une des principales activités de la BERD. En 2006, elle a signé, pour un montant total de 568 millions d'euros, des nouveaux projets répartis sur 18 pays. Par ses prêts à des banques locales, elle aide à développer le crédit aux entreprises privées et à renforcer les institutions locales.

Même si le prêt aux petites et moyennes entreprises demeure un important domaine d'activité, avec près de 30 % de nouvelles opérations, des instruments financiers plus élaborés sont proposés dans de nombreux pays à mesure que les marchés financiers s'élargissent et s'approfondissent. Récemment, le crédit hypothécaire et l'octroi de prêts syndiqués se sont développés. L'élaboration de nouveaux programmes spécialisés, par exemple, dans le domaine de l'efficacité énergétique a également accru la diversification du portefeuille de la BERD et élargi les financements offerts à l'économie locale.

À mesure que les systèmes bancaires ont évolué, l'aptitude des banques locales à mettre en œuvre des programmes de prêt portant, par exemple, sur l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et l'investissement environnemental s'est améliorée. En 2006, la BERD a signé, en Bulgarie, sept projets d'efficacité énergétique d'un montant total de 64 millions d'euros et, en Ukraine, son premier projet de ce type. En 2007, ce programme sera développé, avec la conception de projets similaires en Géorgie et en République slovaque.

La BERD a amélioré l'aptitude des banques locales à travailler avec les moyennes et grandes entreprises en développant le Mécanisme de cofinancement de prêts de taille moyenne. Dans le cadre de ce mécanisme, elle consent à ces entreprises des prêts secondaires, ce qui évite aux banques d'avoir à prêter des sommes importantes à des emprunteurs uniques. En 2006, la BERD a signé, à ce titre, trois projets en Arménie et en Azerbaïdjan. Ce mécanisme appuie également le développement des institutions financières en encourageant l'adoption de bonnes pratiques de prêt et de bonnes normes de gouvernance des entreprises.

Le crédit hypothécaire occupe une place de plus en plus importante dans l'activité de la BERD. En 2006, elle a signé avec des banques, pour un montant total de 68 millions d'euros, neuf projets de ce type mis en œuvre en Arménie, en Géorgie, au Kazakhstan, en Russie et en Serbie. Ces opérations permettent aux banques clientes d'utiliser leurs portefeuilles croissants d'hypothèques pour émettre ensuite des obligations et des titres. Cette pratique génère des fonds supplémentaires pour le crédit hypothécaire et crée de nouveaux actifs pour les marchés financiers.

Renforcement des pratiques commerciales de la Komercijalna Banka

Signe de la confiance croissante qu'elle place dans le développement économique de la Serbie, la BERD aide la Komercijalna Banka, principale banque du pays dans laquelle l'État détient une participation majoritaire, à devenir une institution moderne et rentable capable de tirer profit de sa solide position sur le marché et du plus vaste réseau de filiales de Serbie.

En mars 2006, la BERD a acquis une participation de 25 % dans la Komercijalna Banka. Cet investissement a pour effet immédiat d'aider la banque à développer son activité. À plus long terme, il aidera également à préparer la Komercijalna Banka en vue de sa privatisation par appel public à l'épargne dans trois à cinq ans.

Dans cette optique, la BERD a placé un accent particulier sur la mise en œuvre d'un plan intégré de développement de la Komercijalna Banka élaboré en coopération avec la direction de l'institution. Ce programme, appuyé financièrement par des dons canadiens, vise à faire appliquer les normes de gouvernance internationales, à renforcer les procédures de gestion du crédit et du risque, à améliorer le service aux clients et à introduire de nouveaux systèmes informatiques.

La BERD utilisera ce projet pour faciliter la restructuration de la Komercijalna Banka. Elle travaillera avec le gouvernement serbe, les autres actionnaires minoritaires et la direction de la banque en vue de sa complète privatisation. L'investissement de la Banque témoigne de la confiance croissante qu'elle place dans le développement économique de la Serbie et devrait encourager d'autres investissements.

La Komercijalna Banka, quatrième banque de Serbie, est la principale institution financière dans laquelle l'État détient une participation majoritaire. Tandis que d'autres banques publiques ont été vendues à des investisseurs stratégiques, Komercijalna Banka vise une introduction réussie à la Bourse de Belgrade.

"Nous souhaitons offrir, en bourse, une solide alternative aux banques étrangères qui opèrent dans notre pays", a déclaré Ivica Smolic, Président du conseil d'administration de la Komercijalna Banka. "Nous remercions la BERD, partenaire indépendant et dynamique, de nous aider à réaliser cette ambition."

En Serbie, la forte croissance de l'économie suscite une évolution rapide du secteur financier pour permettre aux banques de faire face à la richesse générée par les entreprises en proposant des produits assez élaborés et souples pour satisfaire à la fois la demande intérieure et les marchés mondiaux.

La BERD a pris dans la Komercijalna Banka une participation de 70 millions d'euros, signe de son ferme attachement au développement du secteur financier serbe. Cet investissement devrait également faciliter l'accès de la Komercijalna Banka à des financements à long terme sur les marchés commerciaux internationaux.

En 2006, le Programme d'aide aux échanges commerciaux de la BERD a financé plus de 1 000 opérations, favorisant ainsi les activités d'import-export.

Financement des échanges

Le Programme d'aide aux échanges commerciaux (PAEC) garantit les transactions commerciales pour favoriser les importations et les exportations. Il accorde également des prêts à court terme à certaines banques pour qu'elles les rétrocèdent à des exportateurs et importateurs locaux.

En 2006, la BERD a financé, dans le cadre de ce programme, 1 134 opérations commerciales représentant un montant total de 707 millions d'euros. Ces opérations ont bénéficié, dans leur majorité, à de petites entreprises avec, dans plus de 40 % des cas, des montants inférieurs à 100 000 euros. Sans le PAEC, nombre de ces opérations n'auraient pas eu lieu.

En encourageant le développement des échanges, le Programme aide non seulement à créer des emplois, mais aussi à améliorer la coopération et la compréhension entre les pays. Dans la mesure où un nombre croissant de transactions commerciales qu'il appuie s'effectuent entre des pays d'opérations de la Banque, il favorise également le rétablissement de liens commerciaux traditionnels restés un certain temps inactifs.

Depuis le lancement du Programme, en 1999, le nombre d'opérations menées dans la région d'intervention de la Banque a constamment augmenté. En 2006, le Programme a financé 234 opérations intrarégionales.

Ces opérations ont notamment porté sur l'exportation de céréales du Kazakhstan et de la Russie vers la République kirghize et le Tadjikistan, sur l'exportation de machines agricoles de la Russie vers le Kazakhstan et sur l'importation en Arménie de pneus provenant de Russie. D'autres ont concerné l'exportation de gaz et de pétrole de la Russie et de l'Azerbaïdjan vers la Géorgie ainsi que l'exportation de produits pharmaceutiques de la Hongrie et de la Croatie vers le Kazakhstan, la Russie et le Tadjikistan.

En 2006, le Programme a réalisé sa 5 000e opération. Une lettre de crédit délivrée par la Tojiksodirotbank du Tadjikistan à la Fortis Bank aux Pays-Bas garantira l'importation de réfrigérateurs et de lave-linge de la Russie vers le Tadjikistan. Cette opération est un bon exemple de la façon dont le Programme appuie la transition, les banques confirmatrices occidentales appuyant de plus en plus, entre pays d'opérations de la BERD, les échanges garantis par la Banque. Les appareils ménagers, produits dans une usine de la société italienne Indesit à Lipetsk (Russie), ont été importés par un petit distributeur de Douchanbé (Tadjikistan).

Le PAEC compte actuellement 105 banques émettrices dans la région d'opérations de la BERD et plus de 630 banques confirmatrices dans le monde. En 2006, la Banque a signé, avec 19 banques de huit de ses pays d'opérations, de nouvelles facilités, dont six avec des banques de quatre des pays d'opérations les plus pauvres, qui sont aux premiers stades de la transition.

Le Programme joue dans ces pays un rôle particulièrement important, favorisant les échanges grâce à une stratégie simplifiée consistant à financer un grand nombre de petits projets. En 2006, la BERD a financé, dans ces pays, 478 opérations de commerce extérieur.

Fonds de placement

La BERD aide à mettre en place une solide activité de placement privé en investissant dans des fonds de placement. Elle appuie principalement des fonds de placement privés gérés par des administrateurs professionnels et soutenus par des investisseurs institutionnels. Ces fonds étant gérés par des tiers expérimentés, la Banque peut améliorer la gouvernance des sociétés qui bénéficient d'investissements et y promouvoir une culture d'entreprise.

Ci-contre **La BERD a accordé près de 600 millions d'euros à 29 institutions financières dans 11 pays pour permettre aux habitants d'acquérir, de construire ou de rénover leur logement.**

Ci-dessous **En 2006, la BERD a signé 18 projets dans le secteur du crédit-bail pour permettre aux entrepreneurs de louer des machines qu'ils ne seraient pas en mesure d'acheter au comptant.**

Les fonds de placement ont connu une nouvelle année faste, ce qui illustre l'amélioration du climat d'investissement et l'optimisme des pays d'opérations de la BERD. En 2006, la Banque a accordé à sept nouveaux fonds de placement privés près de 200 millions d'euros. Deux de ces fonds ont pris la suite de fonds de placement privés antérieurs tandis qu'un autre – le GED Eastern Fund II – a pris la suite d'un fonds de donateurs, le Fonds roumain de post-privatisation. Tous ces fonds seront une source de financements essentiels pour les entreprises d'un grand nombre de pays.

Le succès du portefeuille de fonds de placement de la BERD est illustré par le rythme soutenu de ses sorties de sociétés d'investissement. En 2006, la Banque a perçu au total 155 millions d'euros de remboursements de capital et plus de 100 millions de contribution aux bénéfices. Le succès avéré des fonds de placement privés a clairement démontré au marché commercial les avantages de cette forme d'investissement. Les succès récents montrent que la détermination de la Banque à demeurer sur le marché boursier dans un climat financier difficile a été payante, tant financièrement qu'en termes d'impact sur la transition.

La prochaine génération de fonds de placement privés jouera un rôle crucial dans l'introduction de nouvelles liquidités sur les marchés financiers. Leur présence aidera la BERD à mettre en place, dans la région, une activité viable de placement privé.

Autres services financiers

En 2006, la BERD a accru son appui aux institutions financières non bancaires, leur accordant un niveau de financement record.

Les nouveaux engagements – crédit-bail, assurance, pension et crédit hypothécaire ainsi que trois projets de titrisation (voir ci-après) – se sont élevés à 334 millions d'euros. Neuf projets ont porté sur des activités de placement, principalement dans le secteur de l'assurance, et deux sur la fourniture de monnaie locale (roubles) à l'appui du crédit à la consommation.

Le secteur du crédit-bail a été particulièrement actif, la BERD signant 18 projets, dont 13 mis en œuvre dans le cadre de programmes européens d'appui aux petites et moyennes entreprises et d'aide aux zones rurales d'Europe centrale. Le secteur du crédit-bail est particulièrement important, car il fournit d'autres sources de financement aux entreprises qui ont des difficultés à emprunter pour s'équiper. Il approfondit et élargit également le secteur financier des pays d'opérations de la Banque.

La BERD a accru le montant des ressources qu'elle consacre au développement des opérations de titrisation adossées à des créances mobilières dans des domaines tels que les prêts à la consommation, les prêts aux petites entreprises et le crédit hypothécaire. Ces projets de titrisation permettent aux entreprises de lever des fonds en vendant des ensembles d'actifs financiers à des investisseurs par l'entremise d'entités juridiques spécialisées. Ce secteur, vu la nécessité de répondre aux besoins de financement des clients et de développer les marchés financiers de la région, possède un potentiel de croissance important.

En 2006, la BERD a appuyé l'un des premiers projets de titrisation de la région, acquérant une partie d'un portefeuille de prêts à la consommation constitué par la Russian Standard Bank. Les fonds levés auprès de divers investisseurs qui ont acquis ces titres adossés à des créances mobilières permettront à la Russian Standard Bank de développer ses ventes de prêts à la consommation par l'intermédiaire de réseaux régionaux de grandes chaînes de détail avec lesquelles elle a conclu un partenariat.

La BERD souhaite développer d'autres produits innovants tels que des instruments financiers structurés couvrant des risques spécifiques, et accorder des concours de trésorerie. Dans l'optique de ces projets, la Banque appuie activement l'élaboration de législations qui faciliteront la croissance des marchés financiers locaux.

4

Financement des petites entreprises

Les petites entreprises sont le pilier d'une économie de marché dynamique. Outre qu'elles créent des emplois, elles forment le cadre de la croissance à long terme d'un pays. La BERD appuie leur développement dans tous ses pays d'opérations.

Ci-contre **La banque ProCredit Serbie reçoit de longue date des financements de la BERD qu'elle rétrocède à des petites entreprises.**

Ci-dessus **Les petites entreprises comme cet atelier de soierie ouzbek ont bénéficié de prêts accordés par le programme de la BERD pour les micro et petites entreprises.**

Financement des micro et petites entreprises

L'un des principaux programmes de la BERD est son programme de prêts aux micro et petites entreprises (MPE) appuyé par des donateurs, qui opère actuellement dans 19 pays. Les financements de la Banque sont dispensés par 76 banques locales et organismes de microfinancement spécialisés qui versent les prêts aux MPE par l'intermédiaire de plus de 2 000 filiales.

En 2006, le programme s'est considérablement développé. La BERD a commencé à travailler avec 24 nouvelles institutions partenaires et a développé ses activités en Mongolie, dernier en date de ses pays d'opérations. Quelque 945 000 prêts d'un montant total de 4,9 milliards d'euros ont été accordés à de petites entreprises. À la fin de 2006, le nombre total de prêts décaissés avait atteint près de 2,5 millions, pour un montant total de plus de 12,7 milliards d'euros. Le taux de remboursement de ces prêts est généralement supérieur à 99 %.

La BERD a notamment développé ses activités dans l'Ouest des Balkans et dans les pays d'opérations les plus pauvres, pays dits aux premiers stades de la transition (voir page 13). Dans l'Ouest des Balkans, elle a étendu la portée de son programme de prêts aux micro et petites entreprises grâce à cinq nouvelles institutions partenaires de Bosnie-Herzégovine, de Serbie (Kosovo compris) et du Monténégro.

Dans les pays aux premiers stades de la transition, la BERD a financé au total 23 nouveaux projets destinés à appuyer les MPE. En Géorgie, elle a aidé à mettre en place une nouvelle législation sur la microfinance et à renforcer la réglementation du crédit aux MPE. Elle a ainsi pu accorder son premier prêt à la Fondation Constanta, institution locale de microfinancement. Constanta vise l'extrémité inférieure du marché de la microfinance, avec des prêts dont le montant moyen est inférieur à 380 euros, ouvrant des perspectives à quelques très petits emprunteurs ruraux de Géorgie.

Parmi les nouveaux développements intervenus en 2006, on notera un investissement dans un fonds de microfinancement, le Fonds européen pour l'Europe du Sud-Est. Par cet investissement, la BERD vise à mobiliser des capitaux privés afin d'accroître le montant des financements disponibles pour les microentreprises.

En République kirghize, un mécanisme de garantie innovant lancé par la Banque a permis à Bai Tushum, institution de microfinancement, de recevoir des banques kirghizes des prêts en monnaie locale pour rétrocession à des micro et petites entreprises locales.

En Roumanie, un nouveau mécanisme de microfinancement illustre bien la façon dont la BERD utilise les dons et les fonds commerciaux pour accroître l'impact de ses propres financements. Son financement de 40 millions d'euros a été complété par une contribution conjointe de 18 millions d'euros versée par l'Union européenne et le gouvernement roumain et par près de 30 millions d'euros provenant de banques commerciales. Ce nouveau mécanisme permettra de créer de nouvelles microentreprises, ce qui favorisera la création d'emplois et la croissance économique en Roumanie. Ces nouveaux financements vont répondre aux besoins des milliers d'entreprises qui ont peu accès au crédit en dehors de sources pratiquant des taux d'intérêt très élevés.

Pour aider de façon durable les plus petites entreprises, il faut mettre sur pied des intermédiaires financiers commercialement viables. En 2006, la BERD a mis au point, pour améliorer l'efficacité de ses opérations de prêt,

En 2006, la banque russe KMB a reçu près de 10 millions d'euros de la BERD pour renforcer ses prêts aux petites entreprises.

un système de notation. À l'aide de dons, elle a formé à ces techniques trois banques partenaires du Kazakhstan. Elle a également étudié la possibilité de les appliquer en Arménie, en Géorgie et en République kirghize. Le recours à la notation permet aux institutions de cibler leurs prêts plus efficacement.

En 2006, la BERD a continué d'accorder la priorité au développement des financements ruraux. Outre ses programmes de prêt rural fermement établis dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, en Géorgie, au Kazakhstan, en Moldova, au Monténégro, en Russie, en Serbie et en Ukraine, elle a recensé de nouveaux partenaires spécialisés dans la finance agricole et rurale et présenté aux partenaires existants de nouveaux produits tels que les prêts agricoles saisonniers.

Les États-Unis sont le principal bailleur de fonds des programmes de microfinancement de la BERD. À ce jour, ils ont fourni 53 millions d'euros à l'appui de programmes de prêt mis en œuvre dans 16 pays. Avec la Banque, les États-Unis ont mis sur pied, en 2000, le Mécanisme États-Unis/BERD de financement des PME, qui vise à favoriser la croissance du secteur privé et le développement de l'économie en Europe du Sud-Est et dans les pays aux premiers stades de la transition que sont l'Arménie, le Bélarus, la Géorgie, le Kazakhstan, la République kirghize, le Tadjikistan et l'Ukraine.

Une grande partie de ces fonds servent à former le personnel de banques locales et à réduire les obstacles juridiques et réglementaires qui freinent le financement des petites entreprises. À la fin de septembre 2006, le Mécanisme avait accordé plus de 1,3 million de prêts pour un montant total de 6,6 milliards d'euros. Il est également appuyé par plusieurs autres donateurs.

En Russie, le programme de prêts aux micro et petites entreprises est appuyé par le Fonds pour les petites entreprises de Russie. Ce fonds de 300 millions d'euros, créé en 1994 par la BERD, les pays du G7 et la Suisse avec le soutien de l'Union européenne, appuie les MPE russes et renforce l'aptitude des banques locales à accorder à ces entreprises des financements durables.

Le Fonds apporte un appui financier et technique aux banques participantes, qui consentent aux MPE des prêts pouvant atteindre 150 000 euros. Ces banques proposent divers produits, dont des microprêts express (généralement décaissés en 24 à 48 heures) et des prêts aux collectivités rurales. À ce jour, plus de 364 000 prêts ont été décaissés pour un montant total de 2,9 milliards d'euros. Au total, 11 banques russes participent au programme, qui dessert 163 villes situées dans les 11 fuseaux horaires de la Russie, y compris dans certaines des régions les plus pauvres du pays.

En 2006, la BERD a conclu un partenariat avec VTB-24, filiale spécialisée de VTB, deuxième banque publique de Russie. Ce partenariat, appuyé financièrement par l'Union européenne, devrait permettre d'étendre le programme de prêts à 39 nouvelles régions du Sud de la Russie que ne desservent actuellement pas les autres banques partenaires du Fonds.

Appui aux petites et moyennes entreprises

La BERD finance les petites et moyennes entreprises (PME) par l'intermédiaire de nombreuses institutions financières. Elle procède de diverses manières – lignes de crédit à des banques locales pour rétrocession à de petites entreprises, garanties commerciales (voir page 34), prises de participation dans des banques et des fonds de placement, et prêts à des sociétés de crédit-bail. La Banque finance également les petites entreprises à l'aide de son Mécanisme d'investissement direct (MID).

Pour accroître l'impact de ces financements, la BERD utilise les fonds de donateurs pour offrir une formation aux institutions financières, qui pourront ainsi mieux aider les petites entreprises.

Développement de l'entreprise familiale au Monténégro

Réputé être le centre de la cuisine monténégrine traditionnelle, Cetinje est célèbre pour son jambon fumé (appelé localement *prsuto*) et ses fromages. Les visiteurs viennent de loin pour goûter les produits locaux et les attraits de cette ville historique située au pied du Mont Lovcen, montagne noire dont le Monténégro tire son nom. Ancienne capitale du pays, la ville s'est développée rapidement, mais ce développement a été interrompu par les guerres balkaniques et la première guerre mondiale. Aujourd'hui, ses 15 000 habitants tirent l'essentiel de leurs revenus du tourisme.

Cetinje est sur le point de renaître, mais nombre de ses entrepreneurs peinent à obtenir les financements dont ils ont besoin pour lancer leur activité. Nikola Martinović est l'un d'eux. Il avait repris de son père l'entreprise familiale, mais avait besoin de financements pour développer sa production de *prsuto* et de fromages de qualité. Pour obtenir de l'aide, il s'est donc adressé à Alter Modus.

Alter Modus est une institution de microfinancement spécialisée créée initialement pour aider les réfugiés et les personnes déplacées. Dans les années 1990, ceux-ci représentaient près de 20 % de la population. Aujourd'hui, ce chiffre dépasse à peine 4 %. Depuis ses modestes débuts, Alter Modus s'est rapidement transformée en sauveur d'entreprises ayant désespérément besoin de financements. Cette organisation non gouvernementale accorde des prêts de faible montant (1 600 euros en moyenne) à des personnes de tous les milieux. En 2004, elle a été la première ONG à recevoir de la BERD un prêt de 1 million d'euros dans le cadre du Mécanisme États-Unis/BERD de financement des PME.

Alter Modus aide les gens qui disposent d'un potentiel et formulent de bonnes propositions commerciales. Lorsque Nikola Martinović a sollicité son aide, elle lui a prêté 1 500 euros. Nikola a utilisé cette somme pour rénover ses locaux de séchage du jambon et acheter davantage de viande. Un autre prêt – de 3 000 euros – a servi à acheter, pour la transformation du lait, un conteneur de 500 litres. Ainsi, il a pu conclure un accord avec une laiterie locale où il achète quotidiennement son lait.

Un troisième prêt – de 2 000 euros – a servi à améliorer encore les installations pour faire face à la demande croissante suscitée par ses produits. Nikola affirme que les prêts ont sauvé son activité, lui permettant, en très peu de temps, de quadrupler sa production de fromage – il en produit actuellement plus de 50 kilos par jour. Les prêts lui ont permis de développer son activité bien plus rapidement que s'il avait utilisé uniquement ses bénéfices commerciaux. Son histoire est typique de celle des nombreuses personnes qui ont bénéficié de financements d'Alter Modus, dont le portefeuille de crédits s'élève aujourd'hui à plus de 5 millions d'euros.

La boulangerie B&G à Rostov-sur-le-Don a utilisé les fonds que lui a accordés la BERD par l'intermédiaire de la banque russe Center-Invest pour améliorer ses méthodes de production.

À ce jour, la BERD a consacré plus de 4 milliards d'euros à des projets en faveur des petites entreprises et elle met en œuvre, actuellement, des opérations dans 28 pays. Son portefeuille fait intervenir plus de 200 intermédiaires financiers. En 2006, les petites entreprises ont bénéficié de plus de 20 000 prêts et contrats de crédit-bail par l'intermédiaire de lignes de crédit de la Banque.

L'offre de lignes de crédit aux banques locales est le principal moyen que la BERD utilise pour appuyer les petites entreprises. En 2006, la Banque a signé avec des banques locales 23 nouveaux projets d'un montant total de 163 millions d'euros. Les banques des pays aux premiers stades de la transition et des pays d'Europe du Sud-Est ont reçu d'importants financements par l'entremise de programmes spécialement conçus tels que le Mécanisme de financement de PME dans l'Ouest des Balkans. La Banque a également signé, à l'intention de PME, 15 contrats de crédit-bail d'un montant total de 100 millions d'euros, sept prises de participation dans des banques spécialisées dans les PME et un fonds de placement qui investit principalement dans des PME polonaises.

L'un des principaux acteurs de cette initiative a été le Mécanisme UE/BERD de financement des PME, créé en 1999. Ce Mécanisme est le principal instrument que la Banque utilise pour financer les petites entreprises des nouveaux membres de l'Union européenne et des pays candidats à l'adhésion. Actuellement, ce programme se concentre sur la Bulgarie, la Roumanie et la Croatie.

En 2006, la BERD a porté le montant mis à disposition par l'entremise de ce mécanisme à 1,35 milliard d'euros et a diversifié ses partenaires pour y inclure des coopératives d'épargne et de crédit. Le programme a récemment intégré une somme d'au moins 50 millions d'euros destinée aux agriculteurs et aux petites entreprises des zones rurales où les financements sont rares.

Il s'est révélé très efficace pour inciter les intermédiaires locaux à prêter aux petites entreprises. Outre les prêts, quatre fonds de placement d'un montant total de 33 millions d'euros ont été créés dans le cadre de ce mécanisme pour procurer aux petites entreprises les financements dont elles ont tant besoin.

À la fin de 2006, la BERD avait fourni à 39 banques et 37 sociétés de crédit-bail, dans les 11 pays visés par le programme, 100 lignes de crédit d'un montant total de 1,1 milliard d'euros. Au total, plus de 72 000 opérations d'un montant total supérieur à 1,5 milliard d'euros ont été menées auprès de petites entreprises de la région. Le montant moyen des prêts, pour chaque entreprise, n'est que de 22 800 euros, celui des contrats de crédit-bail étant de 18 500 euros. La faiblesse de ces montants permet même aux très petites entreprises de bénéficier du mécanisme.

L'Union européenne appuie le programme par des dons qui prennent la forme d'honoraires au rendement et de services d'assistance technique. Tandis que les honoraires au rendement sont un moyen d'inciter les banques et les sociétés de crédit-bail à proposer des prêts/crédits de faible montant, l'assistance technique apprend aux personnels locaux à améliorer leur analyse du crédit et la qualité du service qu'ils rendent aux PME. L'Union européenne contribue au mécanisme à hauteur de 181 millions d'euros.

Nombre des banques et sociétés de crédit-bail que le programme appuie ont indiqué qu'une fois le mécanisme arrivé à terme, elles continueront d'accorder aux petites entreprises une place importante dans leur portefeuille.

Center-Invest est la principale banque locale de la région de Rostov, en Russie méridionale. Depuis que la BERD est devenue actionnaire, en 2004, elle a accordé à cette banque des financements variés pour lui permettre d'accroître ses prêts aux petites entreprises et de développer ses autres activités, telles que les initiatives d'économie d'énergie et le développement de l'infrastructure dans la région.

5

Énergie

Dans le cadre de son Initiative pour l'énergie durable, la BERD finance en particulier des projets d'amélioration de l'efficacité énergétique et de mise en valeur d'énergies renouvelables telles que l'hydroélectricité et l'énergie éolienne. En 2006, elle a investi au total 750 millions d'euros dans ce secteur. Elle a également continué d'appuyer la restructuration du secteur énergétique, notamment en Russie.

Lorsque leur modernisation sera achevée – avec l'aide d'un prêt de la BERD accordé en 2006 – le barrage et la centrale électrique d'Engouri couvriront jusqu'à 45 % des besoins énergétiques de la Géorgie.

Secteur énergétique

En 2006, la BERD a investi 390 millions d'euros dans des projets concernant le secteur de l'électricité et de l'énergie et a mobilisé 900 millions supplémentaires de financements syndiqués à l'appui de projets mis en œuvre en Albanie, en Arménie, en Azerbaïdjan, en Bosnie-Herzégovine, en Géorgie, en Pologne et en Russie. Ces financements ont pris la forme de prêts au secteur privé, de prises de participation, de financements en monnaie locale (roubles) et de prêts garantis ou non par l'État.

La BERD a continué de jouer un rôle essentiel dans la restructuration du secteur électrique russe, mettant en œuvre trois grandes opérations : Mosenergo, Hydro OGK et OGK-5 (voir page 45). L'urgente nécessité d'investir pour accroître l'efficacité, remplacer l'infrastructure vieillissante et réduire les pertes d'énergie a été mise en évidence par la vague de froid exceptionnelle qui a soumis, en janvier et février 2006, le réseau électrique à de très fortes pressions.

Au début de l'année, la Banque a syndiqué à un groupe de banques commerciales une importante partie (124 millions d'euros) du prêt de 190 millions d'euros qu'elle avait consenti à la compagnie d'électricité de Moscou, Mosenergo. Destiné à financer la remise en état de 17 centrales électriques de la capitale et des environs, ce prêt aidera à satisfaire, à Moscou et au-delà, la demande d'électricité et de chauffage, qui croît rapidement.

Cette syndication a représenté, dans le marché russe des prêts en roubles, une étape importante en ceci qu'elle a associé six grandes banques internationales et que sa teneur est la plus longue de toutes les opérations en roubles syndiquées sur le marché. C'était également la première fois que la BERD étendait sa structure de prêts syndiqués (dans le cadre de laquelle elle demeure prêteur officiel pour le montant intégral) au marché du crédit en monnaie locale.

Plus tard dans l'année, la BERD a consenti à Hydro OGK, filiale de la principale compagnie d'électricité russe RAO UES, un prêt de 2,3 milliards de roubles (66 millions d'euros) destiné à moderniser des centrales de la cascade Volga-Kama, l'une des principales sources d'hydroélectricité du pays. Neuf banques commerciales se sont syndiquées pour fournir, au total, 4 milliards de roubles (120 millions d'euros). Cette opération, d'une teneur de 10 ans, est le plus long prêt en monnaie locale jamais syndiqué, dépassant ainsi Mosenergo.

Le programme de modernisation prolongera d'au moins un quart de siècle la durée de vie de neuf centrales de la cascade. Une fois restructurée, dans cinq ans environ, Hydro OGK deviendra la deuxième compagnie mondiale d'hydroélectricité.

L'hydroélectricité est, en Russie, la principale source d'énergie renouvelable, fournissant 20 % de l'électricité produite. Elle est le pilier de l'industrie énergétique, stabilisant les approvisionnements et assurant la fiabilité de l'ensemble du système tout en produisant une électricité économiquement efficace. Récemment, le gouvernement a chargé Hydro OGK de développer, en Russie, toutes les sources d'énergies renouvelables, y compris les parcs éoliens, les usines marémotrices et les petites centrales hydroélectriques. La BERD a obtenu du gouvernement espagnol un don destiné à aider Hydro OGK à élaborer, pour la Russie, une réglementation applicable aux parcs éoliens.

Le troisième projet que la BERD a mis en œuvre en Russie dans le secteur de l'électricité a été une participation de 27 millions d'euros prise dans OGK-5. Cette opération s'est déroulée dans le cadre du premier appel public à l'épargne lancé par cette compagnie russe de production en gros.

Les investissements de la BERD dans la restructuration du secteur russe de l'électricité contribuent à la fiabilité de l'alimentation électrique des villes dans l'ensemble du pays.

En 2006, la BERD a sensiblement renforcé ses investissements dans les projets d'efficacité énergétique.

L'accent de plus en plus marqué que la BERD place sur les énergies renouvelables a trouvé une nouvelle illustration dans un prêt de 8 millions d'euros qu'elle a consenti pour achever, en Géorgie, la modernisation du barrage et de la centrale électrique d'Enguri. Actuel-lement, Enguri produit environ 35 % de la consommation d'électricité du pays, chiffre qui devrait passer à 40-45 % une fois la modernisation achevée.

En 2006 également, la BERD a signé un prêt d'un montant maximum de 5 millions d'euros consenti à Cascade Credit, organisme de crédit basé en Arménie, à des fins d'investissement dans des mini-projets d'hydroélectricité ou de mise en valeur d'énergies renouvelables. Ce projet est important pour l'Arménie, qui est l'un des pays d'opérations les plus pauvres, car il devrait réduire sa dépendance vis-à-vis du combustible importé et renforcer la sécurité de ses approvisionnements énergétiques.

En 2007 et au-delà, la BERD continuera de se concentrer sur l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, l'intégration régionale des marchés de l'électricité (notamment en Europe du Sud-Est), la restructuration de ces marchés (par exemple en Russie) et la privatisation.

Efficacité énergétique

En 2006, la BERD a considérablement accru ses investissements dans l'efficacité énergétique. Elle a dépensé au total 670 millions d'euros pour réduire, dans ses pays d'opérations, la consommation d'énergie par unité de PIB.

En dehors de projets axés sur l'offre (production et transport d'électricité, par exemple), l'investissement de la BERD a plus que doublé pour atteindre 415 millions d'euros. Cette augmentation du volume des opérations reflète l'effort croissant que la Banque investit dans l'efficacité énergétique, effort énoncé dans sa nouvelle politique (voir page 17) et matérialisé par le lancement de son Initiative pour l'énergie durable.

Par cette Initiative, la BERD vise à combattre les changements climatiques en luttant contre la consommation excessive et polluante d'énergie. Ses investissements dans l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et les projets d'énergie propre se combineront à des activités menées grâce à des dons pour lever les obstacles qui freinent l'investissement dans l'énergie durable (voir pages 17 et 64).

Dynamiser le secteur énergétique russe

L'un des éléments les plus ambitieux du projet qu'a mis en œuvre la Russie pour démanteler les anciens contrôles économiques consiste à réformer le secteur autrefois centralisé de l'électricité en le scindant en compagnies distinctes de production, de transport et de distribution, et en transformant le monolithe complexe d'hier en un marché à acteurs multiples.

Alors que l'économie russe croît et que la consommation d'électricité augmente de plus de 5 % par an (ce qui impose de remettre en état l'infrastructure énergétique obsolète du pays), RAO UES, première compagnie russe d'électricité, fait l'objet d'une scission en compagnies distinctes de production, de transport et de distribution.

Le rôle crucial joué par la BERD dans cette gigantesque réforme se confirme alors que les premières actions de l'une des nouvelles compagnies de production sont mises en vente à des investisseurs privés. En novembre 2006, la BERD a appuyé un important premier appel public à l'épargne lancé par OGK-5, l'une des six compagnies russes de production d'électricité en gros, en y acquérant une participation minoritaire.

Cet investissement s'inscrit dans la stratégie suivie par RAO UES, actionnaire dominant d'OGK-5, qui consiste à lever, pour investir, des fonds privés sur le marché libre des capitaux. La décision qu'a prise la Banque de prendre publiquement une participation d'environ 7,5 % réaffirme l'appui qu'elle apporte, en Russie, à la dernière phase de la réforme du secteur de l'électricité.

La BERD participe à cette réforme progressive depuis 2001, date à laquelle le responsable russe de l'électricité, Anatoly Chubais, président-directeur général de RAO UES, a demandé à la Banque d'aider à démanteler le monopole russe de l'électricité.

Aujourd'hui, le programme aborde sa troisième phase – l'État s'apprête à se retirer et les investisseurs à intervenir pour prendre des participations stratégiques dans les nouvelles entités dégroupées.

La stratégie du gouvernement russe et de RAO UES consiste à inciter les investisseurs à participer à des augmentations de capital qui financeront les urgentes remises en état et de nouvelles capacités. OGK-5, dont deux des quatre centrales se situent dans l'Oural, région en croissance rapide de Russie centrale, a d'importants besoins d'investissement. Le produit de l'offre publique de novembre, soit 5,1 milliards d'actions, sera réinvesti dans la modernisation et la création de nouvelles capacités.

La vente d'actions a ramené la participation de RAO UES dans OGK-5 de 87,2 % à environ 75 %. Une deuxième vente à un investisseur stratégique – cette fois de 25 %, plus une action – est prévue en 2007.

Dans sa stratégie pour la Russie, approuvée en 2006, la BERD s'engage à poursuivre ses prises de participation dans des compagnies d'électricité. "L'intérêt que les investisseurs privés porteront à ce secteur sera désormais l'un des facteurs déterminants du succès des réformes", a déclaré Anatoly Bushin, PDG d'OGK-5. "La participation de la Banque démontre que le secteur de l'électricité russe est capable d'attirer les capitaux privés."

Pour participer au capital d'OGK-5, la BERD a exigé de la compagnie qu'elle améliore ses résultats en matière d'environnement et sa gouvernance. Il a été signé, à cet effet, un mémorandum d'accord incorporant ces exigences.

L'investissement de 152 millions d'euros réalisé en 2006 dans cette aciérie de Mittal Steel en Ukraine inclut 46 millions destinés à financer des améliorations de l'efficacité énergétique.

Une autre raison de l'augmentation du volume des investissements est la réorganisation de l'équipe de la BERD chargée de l'efficacité énergétique et la meilleure compréhension, dans les pays d'opérations de la Banque, de la façon dont l'amélioration de l'efficacité énergétique peut aider les compagnies à accroître leur compétitivité et à réduire les gaspillages alors que l'approvisionnement énergétique ne peut être garanti.

La BERD a été particulièrement active pour ce qui est de favoriser l'efficacité énergétique dans le secteur manufacturier, où des projets d'un montant total de 188 millions d'euros ont été signés, ce qui représente une augmentation de 80 %. Pour parvenir à ce niveau élevé d'investissement, la Banque a combiné de manière originale son savoir-faire en matière d'efficacité énergétique, une analyse systématique des questions d'efficacité énergétique dans tous ses projets, l'offre gratuite d'audits énergétiques aux clients et une sensibilisation des secteurs public et privé à l'intérêt d'acheter les crédits carbone générés par ces projets (voir page 17).

L'un des projets les plus importants signés en 2006 a été un investissement de 152 millions d'euros réalisé dans Mittal Steel en Ukraine, qui comprenait un volet de 46 millions d'euros destiné à financer l'amélioration de l'efficacité énergétique des aciéries du groupe. Cet investissement revêt une signification particulière car l'Ukraine demeure l'un des plus gros consommateurs d'énergie du monde industrialisé et son secteur métallurgique a besoin d'importants financements pour respecter les critères modernes d'efficacité énergétique et s'adapter à des coûts qui augmentent rapidement. Ailleurs en Ukraine, la BERD a prêté 76 millions d'euros à l'usine sidérurgique Alchevsk pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (voir page 14). Ces deux projets ont prévu l'achat de crédits carbone.

Toujours dans cette optique, la BERD propose à des banques locales des lignes de crédit spécifiques à rétrocéder à des ménages et à des entreprises qui souhaitent mettre en œuvre des projets d'amélioration de l'efficacité énergétique. En 2006, la Banque a consacré, sur son budget d'investissement dans l'efficacité énergétique, 81 millions d'euros à cette activité, ce qui représente une augmentation de 40 % par rapport à 2005. De nouveaux prêts ont été consentis à des banques de Bulgarie et une nouvelle ligne de crédit a été approuvée pour l'Ukraine. Le premier prêt accordé au titre de ce nouveau mécanisme a concerné la Kreditprombank.

La BERD vise à mettre en œuvre des programmes similaires en Croatie, en Géorgie, en Hongrie, en Pologne, en République slovaque, en Roumanie et en Russie. L'Union européenne a approuvé un financement de 24 millions d'euros destiné à appuyer des lignes de crédit en Bulgarie, en Croatie et en Roumanie. Des discussions ont également été engagées avec d'autres donateurs en ce qui concerne l'octroi de dons à ces programmes.

La BERD a par ailleurs grandement amélioré l'efficacité énergétique des municipalités en investissant 88 millions d'euros dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement (pompes plus efficaces, notamment), le chauffage collectif (réduction des pertes de transport) et les transports urbains. Par exemple, un investissement dans le réseau de transport de Pula, destination touristique populaire de la péninsule croate d'Istrie, encouragera l'utilisation des transports en commun et réduira considérablement la pollution de l'air et les émissions de gaz à effet de serre.

Enfin, le secteur de l'électricité a attiré, en 2006, 55 millions d'euros d'investissements dans l'efficacité énergétique – 310 millions si l'on inclut les investissements qui ont visé l'offre (production et transport). L'un des points forts de 2006 a été le projet Azdres (Azerbaïdjan), qui réduira considérablement les quantités de carbone émises par la plus grande usine du pays en combinant amélioration de l'efficacité énergétique et passage du pétrole lourd au gaz.

Ci-contre **Depuis 1991, la BERD a investi 1,9 milliard d'euros dans des projets concernant les ressources naturelles.**

Ci-dessus **La base d'approvisionnement de Bautino Atash, destinée aux opérateurs de champs pétroliers en mer, va être construite au bord de la Caspienne avec l'aide d'un prêt de la BERD.**

Ressources naturelles

En 2006, le projet le plus important que la BERD a mis en œuvre dans ce secteur a été un investissement de 9 millions d'euros effectué dans Caspian Services pour appuyer la création d'une base d'approvisionnement dans le nord de la mer Caspienne.

Cette base desservira un grand nombre d'exploitants de champs pétroliers offshore, leur fournissant combustible, eau, services de réparation de navires et équipes de rechange. Elle sera construite sur la rive orientale de la baie de Bautino, au nord de Port Aktau (Kazakhstan). En aidant un opérateur privé sur un marché dominé par l'État, ce projet favorisera la concurrence et le développement du marché des services d'approvisionnement et d'appui dans le secteur pétrolier.

En 2006, la Banque a examiné de près l'un des projets lancés précédemment pour s'assurer qu'il continuait de respecter les critères rigoureux qu'elle applique en matière de gouvernance et d'exploitation. Lorsque les deux principaux producteurs russes d'aluminium, SUAL et RUSAL, ont conclu un partenariat 50:50 aux fins d'un projet d'extraction mis en œuvre à Komi, près du cercle Arctique, la BERD a aidé RUSAL à élaborer un programme intégré de gouvernance comprenant la divulgation du schéma de propriété, la publication d'informations financières et la nomination d'administrateurs indépendants. Cette condition remplie, la Banque est pleinement disposée à accorder à SUAL son prêt initialement approuvé en 2004.

Tout au long de 2006, la BERD a continué de surveiller la construction de Sakhalin II, qui produira du pétrole et du gaz offshore sur la côte extrême-orientale de la Russie. Depuis 2001, date à laquelle il a été demandé à la Banque de financer partiellement ce projet, la Banque travaille avec Sakhalin Energy pour veiller à ce que le projet respecte ses critères, notamment environnementaux.

En 2006, la BERD a continué d'encourager, dans la conception et la mise en œuvre du projet, l'application des normes les plus élevées de protection de l'environnement. Elle a travaillé avec Sakhalin Energy sur de nombreuses améliorations et a lancé une vaste consultation en Russie, au Japon et à Londres. Suite à un important changement de la structure de propriété de Sakhalin Energy, la Banque a annoncé, en janvier 2007, qu'elle ne poursuivrait pas son programme de financement actuel. Elle restait ouverte à des discussions avec les nouveaux actionnaires, mais toute future relation serait fonction d'une nouvelle proposition de Sakhalin Energy, qu'elle étudierait pour déterminer si les critères de financement sont réunis.

Un nouveau programme, lancé en 2006, consiste à inciter les exploitants de ressources naturelles à entreprendre le financement systématique de projets environnementaux. Cette initiative devrait porter ses premiers fruits en 2007 avec la signature, par une compagnie pétrolière russe, de son premier prêt "environnemental". La Banque attend de ce premier projet qu'il serve de modèle à d'autres compagnies.

6

Infrastructure

Eau propre, chauffage efficace et transports fiables – tels sont quelques-uns des bienfaits qu'ont apportés les investissements effectués par la BERD dans l'infrastructure. La Banque appuie la décentralisation des services et encourage, pour améliorer encore les services dans ses pays d'opérations, la création de partenariats public-privé.

Un prêt de 10 millions d'euros accordé par la BERD contribue à l'amélioration des routes et des transports publics dans la ville roumaine de Sibiu.

Infrastructures municipales et environnementales

En 2006, la BERD a investi 307 millions d'euros dans des projets d'infrastructures municipales et environnementales. Elle a en outre levé 145 millions d'euros par la syndication et le cofinancement.

La BERD s'est attachée, conformément à une politique d'appui à la décentralisation, à la commercialisation et à l'amélioration de l'environnement qui ne grève pas les États, à prêter sans garanties souveraines. Plus de 95 % (295 millions d'euros) de ses investissements ont ainsi été effectués sans garanties souveraines et plus de 28 % (90 millions d'euros) ont visé à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

En prêtant sans garanties souveraines, la BERD prend davantage de risques, mais elle permet d'utiliser les fonds publics à d'autres fins pressantes. Le fait que des autorités locales puissent attirer à long terme des financements commerciaux montre également au marché les progrès notables que ces pays ont accomplis.

L'activité s'est concentrée (82 %) sur le Sud et l'Est de la région d'opérations de la Banque, avec de solides engagements en Russie et en Roumanie et des investissements accrus dans l'Ouest des Balkans. Les projets ont notamment porté sur le chauffage collectif, les transports urbains, l'approvisionnement en eau, le traitement des eaux usées et la gestion des déchets solides.

En Russie, la BERD a consenti à Iakoutsk (Sibérie orientale), au district de Sourgout (Sibérie occidentale) et à Oufa (Oural occidental) des prêts qui doivent les aider à améliorer les services de chauffage collectif et la rentabilité de ces services. À Iakoutsk, où les températures hivernales peuvent atteindre -60°C, un système de chauffage efficace est indispensable.

Dans ce secteur, les investissements peuvent avoir un effet immédiat sur la fiabilité du service, améliorant grandement l'efficacité énergétique en réduisant les pertes de chaleur et les émissions de carbone dans l'environnement. La vaste couverture géographique des projets de la Banque montre sa volonté d'aider les régions les plus reculées de Russie en dehors des grandes villes.

Le chauffage collectif a également fait l'objet d'un investissement en Roumanie. Un prêt consenti à la ville de Timisoara (Ouest de la Roumanie) pour l'aider à moderniser son réseau de chauffage urbain a été complété par un don de 5 millions d'euros accordé par le Fonds carbone néerlandais. La BERD a financé l'installation de nouvelles turbines à gaz et à vapeur qui amélioreront le service rendu aux 300 000 habitants de la ville.

Toujours en Roumanie, la BERD a accordé un prêt de 10 millions d'euros destiné à financer la construction d'une usine de traitement des eaux usées à Bucarest. Un cofinancement sous forme de dons a été accordé par l'Union européenne et un prêt supplémentaire consenti par la Banque européenne d'investissement (BEI). Il s'agit là du premier financement conjoint par la BERD et la BEI d'un projet environnemental européen financé par des dons. Il servira de modèle à d'autres projets, car l'usine sera exploitée et gérée par le secteur privé, offrant un exemple de partenariat public-privé.

En 2006, la BERD a mis en œuvre son premier projet municipal en Albanie. Elle appuie la construction de deux tronçons importants du réseau routier de Tirana. Ce projet améliorera considérablement la circulation et réduira les embouteillages dans l'une des principales artères de la ville.

Un prêt de 11 millions d'euros accordé par la BERD contribue à la modernisation du réseau de tramway de Krasnodar, en Russie méridionale.

Le financement de la BERD est complété par l'élaboration d'une stratégie de transports durable qui vise à rechercher, pour Tirana, les moyens d'améliorer les services et l'infrastructure de transport de la ville dans les cinq prochaines années, et par un programme d'amélioration de la solvabilité de la capitale. Ces activités sont le prélude à des changements juridiques qui permettront d'emprunter au niveau municipal, étape-clé de la mise en œuvre de la stratégie de décentralisation en Albanie.

Dans le secteur de l'eau, la BERD a consacré 6 millions d'euros à l'amélioration des réseaux d'alimentation et de traitement des eaux usées des villes de Kutaisi et de Poti, en Géorgie. Avec des dons de l'Initiative européenne pour l'eau et d'autres institutions, ces prêts financeront, dans les deux villes, d'importants investissements qui garantiront un approvisionnement ininterrompu.

Dans les années à venir, la BERD vise à répondre aux besoins croissants d'investissement et à l'amélioration de la solvabilité de nombreuses autorités locales de la région en développant ses activités dans ce secteur. Pour ce faire, elle continuera de travailler avec des banques commerciales et sollicitera l'appui de donateurs. Ses investissements continueront d'être guidés par son Initiative pour l'énergie durable (voir page 17).

Transports

En 2006, la BERD a continué de répondre à l'important besoin d'investissements qui se fait sentir dans le domaine des transports, signant des projets d'un montant total de 529 millions d'euros. Elle a financé des projets touchant l'aviation, les ports, les routes, les chemins de fer et la navigation.

Dans le secteur de l'aviation, la BERD a fortement financé des projets aéroportuaires dans deux de ses pays d'opérations les plus pauvres. En Arménie, elle a prêté 15 millions d'euros pour financer l'achèvement d'une nouvelle aérogare passagers à Erevan. Ce prêt aidera l'aéroport à faire face au nombre croissant de passagers qui transitent par la capitale. En Géorgie, la BERD a prêté 21 millions d'euros pour moderniser deux aéroports internationaux. Ces projets sont deux exemples de partenariats public-privé réussis.

Parmi les autres projets signés en 2006 dans ce secteur, la BERD a pris une participation de 20 % dans Sky Express, première ligne aérienne à bas prix de Russie, qui vise à révolutionner le marché intérieur en proposant des vols sur des appareils occidentaux modernes.

La BERD a investi pour soutenir des travaux essentiels d'amélioration des installations de distribution d'eau et de traitement des eaux usées.

Rompre la glace en Extrême-Orient russe

Dans la région arctique isolée de Sakha (Iakutie), où l'essentiel des fabuleuses réserves russes de diamant gisent sous le permafrost, il a toujours été difficile et onéreux de chauffer les logements dispersés du million d'habitants qui y résident.

À Sakha, le coût des services municipaux est le plus élevé de Russie. Le carburant et les transports représentent environ 75 % des dépenses courantes des municipalités. Les équipements sont souvent inefficaces et en mauvais état, en particulier dans le secteur du chauffage. Les possibilités d'économie sont énormes.

Un prêt à long terme d'un milliard de roubles (29 millions d'euros) accordé par la BERD pourrait bien changer tout cela. Ce prêt aidera les autorités locales de la plus vaste région de Russie à réduire les coûts en utilisant du charbon – disponible localement et peu onéreux – au lieu du pétrole importé pour alimenter les chaufferies, en particulier dans les localités isolées du Nord, où la saison de chauffage dure en moyenne 10 mois par an. En hiver, les températures tombent souvent en dessous de -50°C pendant de longues périodes, atteignant parfois -60°C.

Le prêt sur 14 ans est accordé au service du logement de Sakha, GUP ZhKH, qui assure la plupart des services municipaux de chauffage et d'approvisionnement en eau. Il financera la modernisation des systèmes permettant de chauffer et d'approvisionner en eau chaude les localités qui ne sont pas desservies par la route toute l'année. Actuellement, celles-ci ne survivent que grâce aux livraisons de combustible effectuées par le Réseau de livraison nordique pendant les brèves semaines d'été sans glace.

Le premier prêt à long terme d'infrastructure municipale prévu dans l'Extrême-Orient russe apportera plusieurs améliorations, dont le remplacement d'anciennes chaudières par d'autres, modernes et efficaces, l'installation de sous-stations de chauffage dans les logements sociaux et les bâtiments publics, et la modernisation des réseaux de distribution.

Ce prêt illustre la volonté de la BERD d'aider la Russie à moderniser son infrastructure et permet d'envisager de reproduire ce type d'opération dans d'autres parties du pays. L'appui financier du Japon sera également sollicité pour transformer GUP ZhKH en un service public axé sur le marché et offrant à la population et aux entreprises locales des services municipaux efficaces.

"Ce programme d'investissement va nous permettre d'améliorer notre système de chauffage et d'électricité, de l'exploiter plus efficacement, d'une manière nouvelle et davantage axée sur le marché", a déclaré Vassily Grabtsevich, Vice-Premier Ministre de la République de Sakha.

Le prêt consenti à GUP ZhKH, composé de fonds de l'Union européenne et mis en œuvre avec l'aide d'un financement japonais, est garanti par la République de Sakha. Actuellement, GUP ZhKH assure, dans la région, environ 95 % des services de chauffage, d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées.

Un prêt de 200 millions d'euros accordé par la BERD contribue à la modernisation de la route M06, qui relie Kiev et la frontière occidentale de l'Ukraine à l'Europe centrale.

Dans le secteur portuaire, la BERD a consenti un prêt destiné à améliorer la sûreté de navigation dans la mer Baltique, la mer de Barents et la mer Noire, tandis que dans le secteur routier, elle a financé l'amélioration des réseaux routiers de Croatie, de Hongrie et d'Ukraine et a encouragé une participation accrue du secteur privé, notamment dans le cadre de partenariats public-privé. Dans le secteur ferroviaire, la Banque a accordé des prêts destinés à améliorer le matériel roulant en Serbie et en Russie, tandis que dans celui de la navigation, elle a financé la modernisation des flottes marchandes russe et ukrainienne.

La BERD a mis en œuvre des projets dans tous les pays d'opérations. Elle a particulièrement accru ses investissements en Russie. La plupart de ces projets ont concerné le secteur privé, illustrant l'appui marqué que la Banque accorde à la participation de ce secteur à l'offre de services de transports en Russie.

Les pays aux premiers stades de la transition ont continué d'être au centre des opérations menées par la BERD dans le secteur des transports. Les projets aéroportuaires d'Arménie et de Géorgie témoignent de la nécessité de commercialiser l'infrastructure des transports et d'attirer des investissements privés vers ce type de projet.

En 2006, le plus vaste projet mis en œuvre par la BERD dans le secteur des transports a été un prêt de 200 millions d'euros destiné à améliorer la route qui relie Kiev à la frontière occidentale de l'Ukraine avec la Hongrie, la Pologne et la République slovaque. Ce projet, mis sur pied en collaboration avec la Banque européenne d'investissement (BEI) dans le cadre du Programme de l'UE pour le développement des réseaux transeuropéens, est l'un des premiers élaborés dans le cadre du mémorandum d'accord signé en 2006 par la Commission européenne, la BERD et la BEI (voir page 21). Il appuie également la création, à l'aide de fonds européens, de partenariats public-privé dans le secteur routier.

La BERD s'est employée, en particulier, à associer le secteur privé à la création de tels partenariats en Bulgarie, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, en Roumanie, en Russie, en Serbie et en Ukraine. Elle a également continué d'appuyer la restructuration des services de transport publics pour en améliorer l'efficacité et en commercialiser l'exploitation.

Compte tenu de la capacité décroissante des États à fournir des garanties souveraines pour le développement des infrastructures de transport, la BERD continuera de développer ses investissements sans garanties – notamment en Russie – et appuiera des pays plus pauvres tels que la Moldova, la Mongolie et le Tadjikistan tout en intensifiant son appui à l'Ouest des Balkans et aux pays situés plus à l'Est.

À Krasnodar, en Russie méridionale, neuf habitants sur dix utilisent régulièrement le tramway pour leurs déplacements. Pour améliorer le niveau de service, la BERD finance l'acquisition de 50 nouveaux tramways, qui consommeront 30 % moins d'électricité et offriront une fiabilité et un confort bien supérieurs aux 800 000 habitants de la ville.

7

Secteur des entreprises

Dans le secteur des entreprises, la BERD aide les pays à diversifier leur économie au-delà du pétrole et du gaz. Elle favorise également la création d'emplois, encourage la coopération régionale, relève les niveaux de protection de l'environnement, renforce les pratiques commerciales et améliore les services de base dans divers secteurs, dont les agro-industries, le secteur manufacturier, l'immobilier, le tourisme et les télécommunications.

Un prêt de 71 millions d'euros accordé par la BERD contribue à la modernisation des techniques de production de Yug Rusi, premier producteur russe d'huile alimentaire.

En 2006, la BERD a mis tout particulièrement l'accent sur l'aide aux entrepreneurs locaux.

Agro-industries

En 2006, les nouveaux projets que la BERD a mis en œuvre dans ce secteur se sont élevés, au total, à 426 millions d'euros. Pour environ un tiers, ces projets ont consisté en des prises de participation directes. Les nouveaux projets ont été mis en œuvre dans 16 pays, un accent croissant étant placé sur ceux aux premiers stades et aux stades intermédiaires de la transition. Au total, la Banque a consacré aux pays aux premiers stades de la transition (voir page 13) 38 millions d'euros dans le cadre de 19 projets, ce qui représente une augmentation de 60 % par rapport à 2005.

En 2006, la BERD s'est de plus en plus attachée à aider les entreprises locales. Agrokor (première entreprise privée de Croatie), par exemple, a pour la première fois ouvert son capital à un investisseur financier. La Banque a acquis une participation de 8,3 %, qui aidera l'entreprise à développer son activité et à se restructurer avant la vente de ses actions à des investisseurs publics.

Agrokor est le premier producteur et détaillant national de produits alimentaires – eau minérale, crème glacée, huile alimentaire, margarine et mayonnaise, notamment. Le dernier investissement de la BERD s'appuie sur la coopération de longue date qui s'est instaurée entre elle et Agrokor depuis 2000, date à laquelle elle a accordé à la société, à des fins de restructuration et de développement régional, un prêt syndiqué de 170 millions d'euros. En 2004, la Banque a accordé à Frikom, filiale serbe d'Agrokor spécialisée dans la production de crème glacée, un prêt de 13 millions d'euros.

Parmi les entrepreneurs qui ont bénéficié, en 2006, de financements de la BERD figure également Sergueï Kislov, fondateur de Yug Rusi (premier producteur russe d'huile alimentaire). En 13 ans, l'entreprise s'est transformée en un grand groupe qui emploie quelque 10 000 personnes. Chaque jour, elle transforme plus de 6 000 tonnes de graines de tournesol et de fèves de soja fournies par 200 fermes locales. Cette évolution, outre qu'elle se justifie sur le plan économique, stimule énormément l'industrie locale.

Les investissements de la BERD dans l'agro-industrie concernent tant le soutien aux exploitants locaux que le développement d'un système efficace de traitement et de distribution.

Un prêt de 71 millions d'euros consenti par la BERD aide Yug Rusi à moderniser son usine et à améliorer le rendement de ses chaînes d'emballage. Ce prêt aidera l'entreprise à devenir encore plus compétitive aux plans tant national qu'international et donnera un nouvel élan à l'économie locale en appuyant davantage encore les producteurs locaux. Yug Rusi utilisera une partie du prêt pour recenser de nouvelles sources locales de matières premières, y compris de tournesol biologique.

Deux autres projets signés par la BERD en 2006 visent à appuyer la coopération régionale. La Banque a prêté 10 millions d'euros à Soko Štark, premier confiseur de Serbie, qui est détenu en majorité par une société slovène (voir page 57). Elle a également prêté le même montant à Somboled, producteur laitier serbe détenu en majorité par une société croate. Ces deux projets faciliteront la réintégration de l'Europe du Sud-Est et renforceront la coopération commerciale entre les pays de l'ex-Yougoslavie.

La BERD a continué de soutenir EastAgri, réseau d'institutions de financement qui souhaitent, à travers le partage d'informations, améliorer leurs portefeuilles d'investissements agro-industriels en Europe centrale et orientale. Le réseau EastAgri, que coordonne l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, a aidé à faire adopter, par les institutions financières internationales et les banques privées qui opèrent dans la région, de nouveaux concepts d'investissement agro-industriel. La Banque a également maintenu, avec les gouvernements, un dialogue régulier sur des points tels que les difficultés de l'industrie vinicole géorgienne et les nouveaux débouchés commerciaux qu'offre la Mongolie.

Dans les années à venir, la BERD continuera de travailler avec des sociétés agro-industrielles internationales, régionales et locales pour satisfaire les besoins spécifiques de ses clients et répondre à l'évolution du marché. Tout en accordant une attention particulière à des pays tels que la Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan ainsi qu'aux pays aux premiers stades de la transition, la Banque continuera d'appuyer des projets agro-industriels dans toute sa région d'intervention.

Industries manufacturières

En 2006, la BERD a dépensé, au total, 715 millions d'euros à l'appui de projets du secteur manufacturier, doublant presque le montant investi en 2005.

Ces financements se sont essentiellement orientés vers l'Ukraine (319 millions d'euros) et la Russie (311 millions d'euros), qui en ont reçu respectivement 45 % et 44 %. Les 11 % restants sont allés à 10 pays, dont la Bosnie-Herzégovine, le Kazakhstan, la Roumanie et la Serbie. La BERD a signé des projets dans divers secteurs, dont le textile, le bois, l'appareillage électrique, les véhicules à moteur, les produits pharmaceutiques et l'acier.

En 2006, plusieurs projets ont été mis au point pour moderniser les installations industrielles qui ont grand besoin, dans de nombreux pays, d'être remises en état et pour harmoniser les normes de sûreté et de protection de l'environnement avec celles de l'Union européenne.

Le secteur attirant le plus de financements a été celui de la sidérurgie. Au total, il a été investi, dans ce domaine, 238 millions d'euros, dont 152 millions destinés à accroître la productivité et

La saveur du succès

Soko Štark fabrique depuis 1922 les chocolats et biscuits à tremper tellement populaires dans les cafés embués d'Europe du Sud-Est. Cette entreprise bien établie, premier confiseur de Serbie, produit de longue date des amuse-gueules sucrés et salés. Aujourd'hui, elle se modernise grâce à un prêt de 10 millions d'euros accordé par la BERD.

Ce prêt aidera Soko Štark à moderniser et à renouveler ses machines, à faire connaître sa marque et à développer ses marchés. Il intensifiera un processus engagé depuis la privatisation de l'entreprise, achevée en 2005, et compensera l'absence d'investissement qui a bridé les résultats et les ventes.

Le prêt de la BERD n'est qu'un élément du tableau. Les améliorations apportées à cette entreprise implantée depuis longtemps dans la région s'inscrivent dans une transformation plus vaste des économies de l'Europe du Sud-Est engagée après les conflits du début des années 1990. Les entreprises qui ont le mieux réussi travaillent maintenant ensemble, tissant des liens commerciaux régionaux – objectif fixé comme priorité pour la région lors de l'Assemblée annuelle de la Banque tenue à Belgrade en 2005.

La transformation de Soko Štark a été accélérée par une participation majoritaire acquise en 2005 par Grand Kafa, société locale détenue en majorité par le plus grand producteur d'aliments et de boissons de Slovénie voisine, le groupe Droga Kolinska.

Droga Kolinska aspire à devenir le premier groupe alimentaire de la région. Vendant déjà des marques telles qu'Argeta, Grand Kafa et Soko Štark dans le monde entier, il a également pris des participations et investi dans des sociétés de Serbie et de Bosnie-Herzégovine.

"Si nous voulons devenir le plus grand groupe alimentaire de la région, il faut que nous travaillions avec les pays voisins", a déclaré Robert Ferko, Président de Droga Kolinska. "Droga Kolinska génère déjà plus de 75 % de ses recettes sur des marchés étrangers. Nous estimons qu'un renforcement de notre position par l'investissement et la modernisation profite à toutes les parties intéressées – Droga Kolinska, Soko Štark et l'économie locale et régionale."

Depuis que Droga Kolinska est devenu actionnaire majoritaire, Soko Štark se restructure et se modernise à tous les niveaux et réalise d'importants investissements supplémentaires. L'entreprise emploie actuellement plus de 1 400 personnes à Belgrade et devrait atteindre les derniers objectifs qu'elle s'est fixés en matière de ventes et de bénéfice net.

L'investissement de la BERD est important, car il appuie la restructuration et la modernisation immédiate du premier confiseur serbe suite à sa privatisation. Ce prêt reflète la stratégie de la Banque, qui consiste à appuyer des projets de dimension régionale illustrant les avantages de l'investissement transfrontières.

En Serbie, pendant ce temps, les habitués peuvent continuer à déguster les biscuits et chocolats qu'ils ont toujours aimé tremper dans leur café.

Ci-contre **En 2006, Volkswagen Rus a reçu 30 millions d'euros de la BERD pour financer la construction d'une usine de montage automobile à Kalouga, au Sud-Ouest de Moscou.**

Ci-dessus **En 2006, la BERD a investi dans plusieurs cimenteries, y compris par un financement de 70 millions d'euros accordé à Lafarge en Russie.**

l'efficacité énergétique des aciéries de Kryviy Rih, en Ukraine. Cet investissement améliorera considérablement la performance de l'usine en matière de protection de l'environnement et de sûreté dans l'optique de sa conformité, à long terme, aux normes de l'Union européenne.

Dans le Sud-Est de la Roumanie, la Banque a prêté 10 millions d'euros à l'aciérie Tenaris pour financer des améliorations technologiques qui lui permettront de presque doubler sa production annuelle d'ici à 2009. Ce projet, qui transformera une ancienne entreprise publique en une entité viable, devrait servir de modèle pour d'autres projets similaires menés en Roumanie, où plusieurs entreprises industrielles restent à privatiser. Il aura d'importantes retombées économiques pour ce qui est du développement des compétences, de la création d'emplois et de l'accroissement des revenus potentiels.

En 2006, la transformation du bois a attiré d'importants investissements. En Ukraine, un prêt de 35 millions d'euros a été consenti à Kronospan UA pour remettre en état une usine existante et installer deux lignes de production d'aggloméré dans l'Ouest du pays. En accroissant la concurrence dans ce secteur, cet investissement permettra aux clients d'obtenir des produits de meilleure qualité pour un meilleur rapport qualité/prix. L'entrée d'un solide partenaire relèvera également le niveau de protection de l'environnement, y compris dans toute la chaîne d'approvisionnement, ce qui aura un impact positif sur les pratiques forestières en Ukraine.

En Russie, la BERD a pris une participation de 70 millions d'euros dans Lafarge pour acquérir, améliorer et exploiter des installations de production de ciment, de chaux et de béton prêt à l'emploi. Ce projet vise à appuyer le programme d'investissement que la compagnie met en œuvre pour participer à la privatisation et/ou au développement d'entreprises locales, améliorer les résultats et mieux protéger l'environnement. Il aidera à fixer des normes de modernisation et de restructuration de ce secteur, à développer le savoir-faire technologique et à améliorer la gestion de l'environnement.

Toujours en Russie, la BERD a accordé un prêt de 30 millions d'euros à Volkswagen Rus pour appuyer la construction d'une usine d'assemblage à Kalouga, au Sud-Est de Moscou. Ce projet aidera à relever les normes applicables dans l'industrie automobile russe et multipliera les débouchés pour les fournisseurs locaux. La construction de l'usine doit s'achever en 2009.

Immobilier et tourisme

En 2006, la BERD a investi, au total, 200 millions d'euros dans des projets immobiliers et touristiques contre 164 millions en 2005, ce qui représente une augmentation de 23 %. Dans les pays d'opérations de la Banque, l'activité immobilière a été particulièrement soutenue, attirant d'importants financements d'investisseurs privés, notamment du marché immobilier moscovite.

La BERD a investi sous forme de prêts (38 %) et de participations (62 %). Elle a continué à réorienter ses investissements de l'Europe centrale vers l'Europe du Sud-Est, ainsi que dans les pays situés plus à l'Est. Elle a signé des projets en Russie, en Ukraine, en Serbie, en Géorgie et en République kirghize.

La plupart des projets, cependant, ont couvert plus d'un pays. Cela tient au fait que la majorité des financements accordés en 2006 l'ont été à des fonds immobiliers et à des projets conjoints qui prévoient d'investir dans plusieurs pays. Dans ces types de projet, la Banque joue un rôle d'investisseur sûr, aidant le promoteur à attirer d'autres partenaires. Nombre d'entre eux investissent pour la première fois dans une région donnée et sont rassurés par la participation de la Banque à l'opération.

Ci-contre **En 2006, le centre de villégiature lacustre d'Issyk Koul, en République kirghize, a reçu de nouveaux investissements de la BERD pour la construction de bungalows et d'appartements dans le complexe de Karven Village.**

Ci-dessous **Les investissements de la BERD dans le secteur immobilier et touristique ont augmenté de 23 % en 2006.**

Cette participation contribue à faire adopter les normes internationales de qualité dans les grands domaines de l'immobilier (commerce de détail, bureaux, industrie, hôtellerie et résidentiel). En outre, elle favorise le développement de marchés secondaires, ce qui accroît les liquidités et incite les investisseurs et les promoteurs à étendre leur participation, sachant qu'ils disposent d'une voie de sortie fiable. Lorsqu'elle investit dans de nouvelles entreprises, la Banque les aide directement à se restructurer et à améliorer leur gouvernance.

L'un des importants projets que la BERD a signés en 2006 est une prise de participation de 8 millions d'euros dans GTC Ukraine, filiale de Globe Trade Centre (GTC), grand promoteur immobilier d'Europe centrale, destinée à appuyer l'expansion de cette entreprise en Ukraine. Près de 76 millions d'euros seront investis dans la conception et la mise en œuvre de projets (bureaux, détail et résidentiel) à Kiev et dans d'autres grandes villes ukrainiennes. Ce projet favorisera l'adoption des normes internationales de promotion immobilière dans ces villes d'Ukraine, où dominent encore souvent des bâtiments, des marchés et des points de vente obsolètes.

Les pays visés par les fonds et les projets conjoints que la BERD a signés en 2006 sont la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Géorgie, la Moldova, le Monténégro, la Roumanie, la Russie, la Serbie et l'Ukraine. Ce tableau confirme la réorientation des activités de la Banque vers l'Est et le Sud ainsi que l'augmentation des prises de participation par rapport aux prêts traditionnels. Cette évolution devrait se poursuivre en 2007 et au-delà.

L'un des plus vastes projets régionaux que la BERD a signés en 2006 a été un investissement de 30 millions d'euros dans Marbleton Property, fonds cogéré par JER, société immobilière internationale de premier plan, et Alfa Capital Partners, groupe privé russe de placement et d'immobilier. Le fonds investit dans des projets institutionnels et des biens immobiliers générateurs de revenus en Russie, en Ukraine et dans d'autres pays d'Europe orientale. Il aidera à introduire de nouveaux investisseurs sur ces marchés et à satisfaire le besoin de nouveaux aménagements immobiliers qui se fait sentir en Russie et en Ukraine, notamment.

Télécommunications et nouveaux médias

En 2006, la BERD a investi 149 millions d'euros dans les télécommunications et les nouveaux médias. Elle a en outre mobilisé 50 millions d'euros de financements syndiqués. Ses projets ont aidé à faire progresser la transition vers une économie de marché véritable en favorisant le développement des télécommunications mobiles et des médias indépendants.

En 2006, son projet le plus significatif a été un prêt de 85 millions d'euros accordé à Mobile TeleSystems, premier opérateur russe de téléphonie mobile, pour aider cette entreprise à développer son réseau dans les régions russes et dans certains pays voisins.

Ce prêt permettra à Mobile TeleSystems de proposer des services de qualité à un nombre croissant de clients et d'améliorer l'efficacité de ses opérations. L'entreprise est autorisée à opérer dans 86 des 88 régions que compte la Russie, ce qui représente 142 millions d'habitants, soit 98 % de la population du pays. L'expansion du réseau de téléphonie mobile favorisera l'activité commerciale dans les régions les moins développées de la Russie.

Ci-contre **Les investissements de la BERD dans Gallery ont renforcé la position de ce groupe, deuxième entreprise de publicité extérieure opérant dans les régions russes avec plus de 10 000 panneaux publicitaires.**

Ci-dessus **Les cybercafés de Rostov ont reçu des financements de la BERD par le biais de la Banque Center-Invest. Les Russes bénéficient ainsi d'un meilleur accès à internet.**

Un autre projet important mis en œuvre dans ce secteur a été l'investissement que la BERD a effectué dans Telelink, premier fournisseur bulgare de services fixes et sans fil. Telelink propose également des solutions informatiques et des systèmes de communication au gouvernement et au secteur privé. Pour financer son développement, la Banque lui a accordé, avec le fonds Accession Mezzanine Capital, 10 millions d'euros. Ce faisant, elle aide le développement d'un acteur local essentiel dans un secteur en expansion rapide.

Dans le secteur des médias, la BERD a accordé 11 millions d'euros à Gallery Group, l'un des premiers opérateurs publicitaires de Russie. Ce projet aidera à mettre sur pied une infrastructure efficace de publicité extérieure. En appuyant un opérateur qui offre des services dans les régions russes, le projet favorise le développement du commerce régional. L'entreprise n'ayant aucun soutien étranger, elle utilisait auparavant ses liquidités internes pour satisfaire ses besoins de financement. Les fonds de la Banque lui permettront de se développer encore et de renforcer sa présence régionale.

L'autre projet important que la BERD a mis en œuvre dans ce secteur a été un prêt de 50 millions d'euros consenti à Capital Media, grand groupe de télédiffusion d'Europe orientale. Ce prêt permettra à l'entreprise de développer ses opérations et d'améliorer son efficacité. Le projet favorisera la création de marchés de télédiffusion concurrentiels en Croatie, en Roumanie et en Ukraine, et financera la restructuration des activités de l'entreprise en République slovaque et en République tchèque. Il devrait également avoir un effet positif sur la création, dans la région, de sociétés locales de production télévisuelle.

Sur le plan politique, la BERD a continué de collaborer, dans ses pays d'opérations, avec les organismes de réglementation et les autorités chargés des télécommunications. Au Kazakhstan, en Mongolie, en République kirghize et en Serbie, elle a utilisé des dons pour financer l'élaboration de politiques, la mise en œuvre de réformes juridiques, l'application de réglementations et la privatisation. Elle a aidé les pays aux premiers stades de la transition à développer l'emploi des technologies de l'information et de la communication, et a participé à plusieurs ateliers.

Dans les années à venir, la BERD continuera de travailler avec la Russie, l'Europe centrale, l'Europe du Sud-Est et le Kazakhstan, et s'efforcera d'intensifier son activité dans les autres pays d'Asie centrale et du Caucase. Elle s'emploie également à accroître ses investissements dans les médias, les technologies de l'information et de nouveaux secteurs commerciaux tels que la communication sans fil à large bande.

Bonduelle est l'un des principaux groupes européens de transformation de fruits et légumes. En 2003, il a reçu de la BERD un prêt de 15 millions d'euros pour la construction d'une conserverie de légumes à Krasnodar, en Russie méridionale. Lorsque la deuxième phase des travaux sera achevée, l'usine devrait produire 60 000 tonnes de légumes frais conditionnés par an, principalement du maïs et des petits pois.

8

Activités financées par les donateurs et cofinancement officiel

À l'aide de dons et de cofinancements d'organismes officiels, la BERD a mis en œuvre, en 2006, diverses activités hautement prioritaires, y compris l'Initiative pour l'énergie durable, nouveau fonds de donateurs pour l'Ouest des Balkans, et le renforcement du Fonds pour les pays aux premiers stades de la transition, qui vise à accroître l'assistance aux pays d'opérations les plus pauvres.

La construction d'une barrière de protection contre les crues à St Pétersbourg est en voie d'achèvement grâce au financement accordé par le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale, soutenu par neuf donateurs.

Activités en 2006

En 2006, plusieurs nouveaux gouvernements ont rejoint la communauté des donateurs de la BERD, de nouveaux fonds ont été mobilisés pour d'importants projets d'infrastructure et la Mongolie a été incluse dans le Fonds pour les pays aux premiers stades de la transition. Les partenariats de cofinancement officiel ont également été renforcés, y compris par de nouveaux accords conclus avec la Banque européenne d'investissement (BEI) et par la participation à une initiative de coopération qui associe l'Union européenne et les institutions financières internationales.

En 2006, l'impact des dons a été renforcé par une contribution directe de la BERD au coût d'exécution de projets et de programmes financés par des donateurs tels que le Programme de redressement des entreprises (voir page 65).

Comme les années précédentes, la BERD a utilisé une grande partie des dons pour des activités de coopération technique destinées à préparer le terrain de projets qu'elle financera et à améliorer le climat d'investissement dans ses pays d'opérations. Grâce à ces dons, elle peut recruter des experts qui l'aident à développer le savoir-faire de ses clients. Ses priorités sont notamment le développement des micro et petites entreprises, les services d'infrastructure et l'amélioration du cadre institutionnel.

En 2006, la BERD a signé avec des donateurs, aux fins de la coopération technique et du cofinancement officiel, des accords d'un montant total de 113 millions d'euros, principalement sous la forme de nouveaux accords (74 millions), mais aussi par la reconstitution de fonds existants (39 millions). Comme les années précédentes, la principale contribution a émané de l'Union européenne (36 millions d'euros), tandis qu'une proportion croissante a été acheminée par des fonds de donateurs (26 millions). Des dons supplémentaires ont été mobilisés pour des projets d'investissement spécifiques (voir ci-après).

En 2006, le montant total engagé aux fins de nouveaux projets de coopération technique s'est élevé à 74 millions d'euros. Ces fonds se sont principalement orientés vers l'Ouest des Balkans et vers les pays aux premiers stades de la transition. Ensemble, ces deux régions ont représenté 37 millions d'euros, soit la moitié du montant total.

L'aide accordée aux nouveaux membres de l'Union européenne au titre de la coopération technique s'est élevée à 13 millions d'euros et a principalement consisté à financer des micro, petites et moyennes entreprises. En Russie, 10 millions d'euros ont aidé à développer les petites entreprises et à intensifier la mise en œuvre de projets d'infrastructure et de protection de l'environnement. Au Bélarus, au Kazakhstan, au Turkménistan et en Ukraine, 11 millions d'euros ont été dépensés au titre de la coopération technique pour développer l'entreprise privée et créer des secteurs de l'infrastructure et de l'énergie respectueux de l'environnement.

L'Initiative pour l'énergie durable illustre la façon dont les dons et les financements de la BERD se complètent. Cette initiative, qui vise à améliorer l'efficacité de la production et de la consommation d'énergie dans les pays d'opérations de la Banque, est fermement appuyée par les organismes donateurs.

Dans ce cadre, la BERD investira sur trois ans près de 1,5 milliard d'euros dans l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et les énergies propres (voir page 17). L'Initiative vise à mobiliser en outre, auprès de gouvernements donateurs, 100 millions d'euros pour

Le financement initial du centre de villégiature lacustre d'Issyk Koul en République kirghize a été effectué par l'intermédiaire de la Banque kirghize d'investissement et de crédit, créée avec une aide technique du Japon.

lever les obstacles qui freinent l'investissement dans les énergies durables, sensibiliser aux bénéfices que peut générer l'investissement dans l'efficacité énergétique, et aider la Banque à faire valoir la rentabilité commerciale de sources d'énergie plus propres. Les promesses de contribution s'élèvent déjà à près de 50 millions d'euros.

Au Forum d'inauguration de l'Initiative, en novembre 2006, la BERD a examiné avec ses donateurs la façon dont celle-ci fonctionnerait. Des annonces initiales de contribution ont été reçues de l'Autriche, du Canada, de la France, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède et de l'Union européenne. Des discussions de suivi auront lieu avec d'autres donateurs en 2007.

Une autre initiative importante lancée en 2006 a été la création d'un nouveau fonds de donateurs pour l'Ouest des Balkans (Albanie, Bosnie-Herzégovine, ex-République yougoslave de Macédoine, Monténégro et Serbie). Ce fonds vise à mobiliser des financements supplémentaires en faveur de ces pays et à mieux coordonner l'assistance que la Banque et les donateurs accordent.

Les membres fondateurs du Fonds sont l'Autriche, le Canada, l'Espagne, la Finlande, l'Irlande, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie et la Suède. La participation de la Pologne, de la République slovaque, de la République tchèque et de la Slovénie revêt une importance particulière, car c'est la première fois que ces pays intègrent la communauté des donateurs de la BERD.

La réunion inaugurale du Fonds pour l'Ouest des Balkans s'est tenue en novembre 2006, avec des annonces initiales de contribution s'élevant à 13 millions d'euros. L'une des priorités du Fonds sera de coordonner ses activités avec celles d'autres donateurs importants de la région, y compris l'Italie et l'Union européenne.

En 2006, l'un des fonds de donateurs les plus importants de la BERD a achevé sa seconde année d'activité. Le Fonds pour les pays aux premiers stades de la transition coordonne l'aide que les donateurs de la Banque accordent aux pays d'opérations les plus pauvres – Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Moldova, Mongolie (depuis 2006), Ouzbékistan, République kirghize et Tadjikistan. Le Fonds est financé par le Canada, l'Espagne, la Finlande, l'Irlande, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et le Taipei chinois. À la fin de 2006, les annonces de contribution au Fonds s'élevaient au total à 46 millions d'euros (voir page 14).

Une autre initiative fortement appuyée par des donateurs est le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale (PEDS), qui appuie des projets environnementaux dans le Nord-Ouest de la Russie (voir page 20). Le PEDS reçoit des fonds de l'Allemagne, du Canada, du Danemark, de la Finlande, de la Norvège, du Royaume-Uni, de la Russie, de la Suède et de l'Union européenne. À la fin de 2006, les dons accordés au Partenariat s'élevaient au total à 241 millions d'euros, dont près de 150 millions destinés à la sûreté nucléaire dans le Nord-Ouest de la Russie. On trouvera à la page 68 une description complète de la façon dont la BERD utilise les dons destinés à la sûreté nucléaire.

Outre les gouvernements qui accordent des dons de coopération technique, des institutions publiques travaillent avec la BERD pour fournir des cofinancements officiels à des projets d'investissement. En 2006, ces cofinancements se sont élevés à 1,45 milliard d'euros, ce qui représente une forte augmentation par rapport à 2005 (770 millions d'euros). Les cofinancements officiels prennent le plus souvent la forme de prêts, les montants plus modestes prenant quant à eux la forme de dons et d'autres types de participation (voir ci-après). Environ 70 % des cofinancements officiels fournis en 2006 ont visé à développer des projets de protection de l'environnement et d'infrastructure dans les nouveaux membres de l'Union européenne et en Croatie.

Ci-contre **Les financements de donateurs accordés par le biais du Fonds pour les pays aux premiers stades de la transition contribuent à améliorer considérablement les services d'autobus de la capitale géorgienne, Tbilissi.**

Ci-dessus **Une subvention de 1 million d'euros consentie par l'Union européenne aide les banques kirghizes à développer leurs compétences en matière de microcrédit.**

En 2006, le principal cofinanceur officiel de prêts a été, de loin, la BEI, avec une contribution de 822 millions d'euros. Au fil des années, la BEI a cofinancé avec la BERD quelque 70 projets. Ces cofinancements ont principalement porté sur le PEDS et sur la coopération dans l'Ouest des Balkans.

En 2006, d'autres cofinancements officiels importants ont été accordés par la Banque nordique d'investissement (188 millions d'euros) et par des agences japonaises et canadiennes, qui ont fourni 68 millions d'euros supplémentaires. Les projets mis en œuvre dans les secteurs de l'énergie, de l'infrastructure municipale et des transports ont représenté 80 % des cofinancements consentis aux fins d'investissements de la BERD.

Un aspect essentiel du cofinancement officiel est l'octroi, à des projets de la BERD, d'un appui sous forme de dons. En 2006, comme les années précédentes, l'Union européenne a été de loin le principal pourvoyeur de dons, avec 177 millions d'euros accordés à plusieurs projets, dont des usines de traitements des eaux et des déchets en Bulgarie et en Roumanie. En décembre 2006, l'Union européenne et la BERD sont convenus de financer en outre deux projets d'aménagement hydraulique en Géorgie et une centrale électrique en Arménie.

L'Agence suédoise pour le développement international a également cofinancé par des dons deux projets d'aménagement hydraulique en Géorgie. Le Secrétariat d'État helvétique à l'économie a appuyé par des dons un projet d'aménagement hydraulique en Géorgie et l'amélioration du réseau de chauffage collectif en Roumanie.

En 2006, le gouvernement italien et la BERD ont signé un accord portant création d'un nouvel instrument – le mécanisme Italie/BERD pour les entreprises locales de l'Ouest des Balkans –, qui a pour objet d'investir, sous la forme de prêts, de prises de participation et d'accords de partage de risque dans des entreprises locales. La Banque finance ce nouveau mécanisme à hauteur de 20 millions d'euros et l'Italie à hauteur de 12 millions (10 millions en cofinancements et 2 millions en coopération technique).

La BERD a en outre signé, avec la Millennium Challenge Agency des États-Unis, un mémorandum d'accord portant sur le financement conjoint, en Géorgie, de projets d'infrastructure municipale, énergétique et routière.

Renforcement des entreprises

Pour renforcer les entreprises dans ses pays d'opérations, la BERD met en œuvre deux programmes financés par des dons : le Programme de redressement des entreprises (PRE) et le Programme de consultants locaux (PCL).

Ces programmes travaillent directement avec les entreprises, répondant à leurs besoins particuliers. Le premier charge des cadres occidentaux d'aider des équipes de gestion locales à acquérir de nouvelles compétences commerciales, tandis que le second utilise des consultants locaux pour aider les micro et petites entreprises à modifier leur mode de fonctionnement. En plus d'aider les entreprises à se développer, ce programme a une incidence positive sur les consultants locaux.

En 2006, des donateurs ont accordé au PRE et au PCL 19 millions d'euros supplémentaires, portant à 146 millions d'euros le montant total des dons consentis à ces deux programmes. Ces fonds ont permis à la BERD de mettre en œuvre 1 400 projets au titre du PRE et 6 000 projets au titre du PCL.

Le Programme de consultants locaux utilise les compétences d'experts locaux pour aider les petites entreprises de 17 pays d'opérations à améliorer leurs pratiques.

Le succès du PRE et du PCL peut se mesurer à l'aune des progrès qu'ont accomplis les entreprises qu'ils ont aidées. En moyenne, ces entreprises ont accru leur productivité d'environ 30 %, ce qui les a aidé à développer non seulement leurs marchés locaux, mais aussi leur potentiel d'exportation. Le PRE et le PCL, en particulier, ont aidé les entreprises à se développer dans les zones rurales défavorisées. En 2006, quelque 75 % des nouveaux projets PRE et 60 % des nouveaux projets PCL ont été mis en œuvre en dehors des grandes villes.

La BERD a pleinement intégré le PRE et le PCL dans ses activités, faisant de ces programmes un élément-clé de l'appui qu'elle apporte aux petites entreprises, de son Initiative en faveur des pays aux premiers stades de la transition (voir page 13) et de son Initiative pour l'Ouest des Balkans (voir page 64).

Les entreprises qui ont bénéficié de l'appui du PRE et du PCL ont ensuite reçu, directement de la BERD ou indirectement d'institutions financières appuyées par celle-ci, 653 millions d'euros auxquels se sont ajoutés, en cofinancements, 897 millions d'euros qui ont porté le montant total des projets à 1,6 milliard d'euros.

En 2006, le PRE a lancé 115 nouveaux projets, ce qui représente une augmentation de 15 % par rapport à 2005. Dans leur majorité, les projets se sont concentrés dans l'Ouest des Balkans et dans les pays aux premiers stades de la transition conformément à la stratégie de la Banque, qui préconise de s'orienter davantage vers le Sud et vers l'Est. Le programme a également poursuivi ses activités au Kazakhstan, en Mongolie, en Russie et en Ukraine ainsi que dans les régions défavorisées des deux derniers membres en date de l'Union européenne, la Bulgarie et la Roumanie.

En 2006, le PCL a lancé 1 050 projets dans 17 pays, ce qui représente une augmentation de 7 % par rapport à l'exercice précédent. Cinq nouveaux bureaux PCL ont été ouverts à Tirana (Albanie), Aktobe (Kazakhstan), Och (République kirghize), Bucarest (Roumanie) et Belgrade (Serbie).

En 2006, les programmes PRE et PCL se sont notamment employés à promouvoir l'égalité des sexes au moyen de 30 projets d'étude et de 20 ateliers et séminaires visant à développer l'activité des femmes entrepreneurs. Ces programmes ont mis l'accent sur des thèmes en rapport avec les nouvelles entreprises, les techniques commerciales et l'accès aux financements.

Les autres programmes PRE et PCL ont visé à accroître l'efficacité énergétique des petites entreprises et à combattre la pollution. En Asie centrale, dans l'Extrême-Orient russe et dans l'Ouest des Balkans, des programmes PRE aident les entreprises à améliorer leurs pratiques environnementales sans accroître lourdement leurs dépenses. Dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, un programme environnemental appuyé par le PCL a aidé 40 entreprises à appliquer – sans perdre de leur compétitivité – les directives de l'Union européenne en matière de pollution.

Donner de l'éclat au commerce en Arménie

Pour qui connaît le commerce de détail arménien par ses locaux improvisés vendant de l'épicerie de base, des sucreries turques, du cognac et des cigarettes, les supermarchés Star – rutilants magasins regorgeant de produits internationaux – sont une divine surprise.

Création de l'entrepreneur Henrik Zakharyants (fondateur, il y a 12 ans, de l'entreprise d'importation d'aliments Valletta), les magasins Star sont gérés par Vahan Kerobyan. Ce trentenaire, ancien banquier d'HSBC, a été recruté en 2005 pour diriger le projet de création, par Valletta, de la première chaîne de supermarchés d'Arménie.

Le projet, fruit d'une idée de M. Zakharyants, est aujourd'hui une affaire rentable grâce au Programme de redressement des entreprises (PRE) de la BERD. Ce programme affecte à des entreprises débutantes des pays d'opérations de la Banque des cadres occidentaux retraités ayant travaillé dans le même secteur et pouvant partager leurs compétences et leur expérience.

Dans le cas de Star, le consultant a été Peter Flach, ancien cadre, à Toronto, de la chaîne de vente d'aliments au détail 7/11. Lorsqu'il est allé pour la première fois à Erevan, pendant l'été 2005, le projet Star n'était pas encore "sorti de terre". Depuis, le nombre de magasins est passé de deux à six, et le chiffre d'affaires de 759 000 euros par an à plus de 759 000 euros par mois.

Peter Flach est allé six fois à Erevan. Vahan Kerobyan est allé une fois au Canada, où Peter Flach a mis à profit ses relations pour montrer au jeune ex-banquier comment les supermarchés et la distribution de gros fonctionnent dans les pays occidentaux.

"Vahan a déjà appliqué, ou s'applique à le faire, la plupart des choses qu'il a vues ici", précise Peter Flach.

Aujourd'hui, Star est non seulement distinct structurellement de Valletta mais se subdivise en deux entreprises. L'une regroupe les supermarchés. L'autre est un centre de distribution – centre de profit autonome qui approvisionne les magasins sans détenir d'inventaire "inactif". Le marchandisage en magasin s'effectue au moyen d'un programme de gestion d'inventaire en vertu duquel Star ne stocke "que ce qui se vend, dans les bonnes quantités".

Côté personnel, Star a recruté des cadres opérationnels, financiers et commerciaux. Il forme ses employés à l'assistance-clientèle et a introduit, pour les aider à percevoir leur travail sous l'angle de la carrière, des incitations axées sur les résultats. Son plan de développement pour les cinq à dix prochaines années vise à accroître sa présence à Erevan, où vivent un tiers des Arméniens.

Le programme PRE, financé à hauteur de 130 000 dollars canadiens par Ottawa, a depuis aidé Star à attirer l'investissement de la BERD, qui a fourni 3 millions d'euros par l'entremise de son Mécanisme d'investissement direct.

"Félicitations !", déclare Peter Flach. "Beaucoup a été fait en peu de temps. La raison de ce succès réside dans l'existence préalable d'un marché, dans la souplesse de la BERD et dans le dynamisme et la détermination des personnes".

9

Sûreté nucléaire

Plus de 20 ans se sont écoulés depuis l'explosion du réacteur nucléaire de Tchernobyl. Pendant ce temps, il a été entrepris, pour sécuriser le site, d'importants travaux financés en grande partie par le Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl, l'un de six fonds de sûreté nucléaire que la BERD gère au nom de 29 pays donateurs et de l'Union européenne, qui ont accordé ensemble plus de 2 milliards d'euros.

Tchernobyl

En décembre 2006, on a achevé de stabiliser la structure – dite “sarcophage” – construite autour du réacteur 4 de la centrale nucléaire de Tchernobyl suite à l’accident de 1986. Cet ensemble de mesures, qui vise aussi bien l’intérieur que l’extérieur du sarcophage, est le plus vaste projet international achevé sur ce site à ce jour. Il a également été le plus ardu à mettre en œuvre en raison des difficultés techniques et de la forte radioactivité qui subsiste.

Le programme a été financé par le Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl, que la BERD administre au nom de 29 pays donateurs et de l’Union européenne. En maintenant le coût à environ 50 millions d’euros, la Banque a permis au programme de respecter le devis initial.

Un important volet du projet a consisté à construire de grandes structures métalliques pour stabiliser la paroi Ouest du sarcophage et pour absorber une partie de la charge du toit. En raison de la forte radioactivité de certains lieux de travail et conformément aux prescriptions rigoureuses de radioprotection, plus de 2 500 ouvriers ont travaillé sur le projet, qui a duré 18 mois. Ces mesures de stabilisation aideront à réduire pendant au moins 15 ans le risque d’effondrement de la structure existante.

Cela donnera le temps d’enfermer le réacteur détruit dans un nouveau “confinement sûr” – vaste construction en arche qui englobera le sarcophage et ses éléments radioactifs. Cette opération sera financée par le Fonds, et la passation de marchés pour la conception et la construction du nouveau confinement est presque achevée. Le projet devrait coûter environ 430 millions d’euros et un contrat devrait être attribué en 2007.

Deux projets liés au déclassement de Tchernobyl sont financés par le Compte de donateurs pour la sûreté nucléaire, que la BERD administre également.

En 2006, l’Assemblée du Compte a approuvé la procédure proposée d’achèvement de l’installation de stockage temporaire sur site du combustible irradié. Elle a également approuvé la stratégie de mise en service de l’installation de stockage des déchets liquides.

Assistance internationale au déclassement

En Bulgarie, en Lituanie et en République slovaque, les Fonds internationaux d’assistance au déclassement que la BERD administre aident à mettre en œuvre des projets de déclassement et de substitution liés à la fermeture anticipée de réacteurs de type Tchernobyl et de centrales nucléaires de conception soviétique de la première génération. Ces projets sont mis en œuvre conformément aux programmes de travail que les donateurs de ces trois fonds ont approuvés.

En Bulgarie, le Fonds de déclassement a cofinancé des projets d’efficacité énergétique qui servent de modèle dans d’autres pays. En République slovaque, des dons ont été sollicités du Fonds pour financer des lignes de crédit destinées à améliorer l’efficacité énergétique de bâtiments publics et résidentiels. En Lituanie, le principal projet énergétique que le Fonds cofinancera vise à améliorer l’environnement de la principale centrale électrique traditionnelle du pays.

L’aide au développement énergétique a été, en vertu des accords d’adhésion à l’Union européenne et des accords-cadres respectifs conclus avec la BERD, l’une des conditions de la fermeture, à la fin de 2006, des unités 3 et 4 de la centrale nucléaire de Kozloduy (Bulgarie) et de Bohunice 1 (République slovaque). Ne restent donc en service que Bohunice 2 et Ignalina 2 (Lituanie), qui doivent fermer en 2008 et 2009, respectivement. À ce jour, ces trois fonds ont reçu plus d’un milliard d’euros de contributions, dont l’essentiel a été fourni par l’Union européenne.

Partenariat pour l’environnement dans le cadre de la dimension septentrionale

En 2006, les donateurs du Fonds de soutien au Partenariat pour l’environnement dans le cadre de la dimension septentrionale (PEDS), que la BERD administre également, ont approuvé, dans le domaine nucléaire, le financement de deux grands projets – le déclassement d’une installation abandonnée et fortement contaminée de stockage de combustible nucléaire irradié sur la base navale d’Andreeva, et celui du navire de service *Lepse*, qui contient du combustible nucléaire irradié provenant de sous-marins et d’autres navires. Le coût de ces opérations devrait dépasser 60 millions d’euros.

Ces deux projets, qui réduiront les risques qui pèsent sur la sécurité et l’environnement ainsi que la radioactivité des déchets présents dans le Nord-Ouest de la Russie, figurent parmi les priorités absolues du Plan directeur stratégique adopté pour la région, que des instituts spécialisés russes mettent actuellement au point avec l’aide d’experts occidentaux.

Une fois achevé, ce plan donnera un aperçu des mesures que la Russie doit prendre pour réduire les risques nucléaires, radiologiques et environnementaux liés à l’héritage de la Flotte soviétique du Nord. La communauté internationale continuera de fournir une assistance considérable par l’entremise de programmes bilatéraux et du PEDS.

10

Évaluation des activités de la BERD

En 2006, environ 80 % des projets évalués par la BERD ont eu sur la transition un impact allant de “satisfaisant” à “excellent”. Au total, ces dix dernières années, 58 % des projets évalués ont obtenu la note “satisfaisant” ou “très satisfaisant”.

Évaluation indépendante

La BERD évalue ses activités pour déterminer dans quelle mesure elles atteignent leurs objectifs et sont conformes à son mandat. Les enseignements qu'elle tire de cette évaluation lui permettent d'améliorer la sélection et la conception de ses futures opérations. Les projets sont généralement évalués un à deux ans après la fin des décaissements, une fois l'investissement achevé.

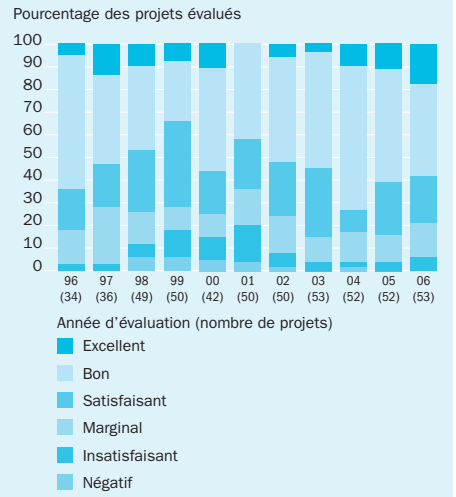
L'impact des projets de la Banque sur la transition est évalué par son Département de l'évaluation, organe indépendant de son Département des opérations bancaires. Le Responsable de l'évaluation, qui dirige le Département, rend compte exclusivement au Conseil d'administration de la Banque.

Impact sur la transition

Le Département de l'évaluation examine l'impact qu'ont les projets de la BERD sur un secteur particulier et sur l'ensemble de l'économie. Les critères utilisés pour déterminer l'impact d'un projet sur la transition sont les mêmes que ceux utilisés pendant la phase de sélection et d'approbation. On évalue notamment la mesure dans laquelle le projet favorise la privatisation, valorise les compétences, encourage la concurrence et appuie le développement des marchés. On cherche à savoir, en outre, si le projet appuie la réforme des institutions, améliore le fonctionnement des marchés, sert de modèle et fixe de nouvelles normes de conduite et de gestion des affaires.

Ces dix dernières années, le Département a évalué 521 projets, dont 54 % ont obtenu, en matière d'impact sur la transition, une note "bon" ou "excellent", et 23 % la note "satisfaisant". Le graphique 1 présente les résultats des évaluations annuelles réalisées de 1996 à 2006.

Graphique 1 **Impact sur la transition des projets de la BERD, 1996-2006**



Étude spéciale : télécommunications et nouveaux médias

En 2006, le Département de l'évaluation a réalisé une étude spéciale des activités que la BERD a menées dans le secteur des télécommunications et des nouveaux médias. Il a examiné la politique (actualisée en 1999) que la Banque mène dans ce secteur et les résultats d'ensemble qu'elle a obtenus, a tiré des enseignements de l'expérience acquise, et a recensé les difficultés et les perspectives qui s'offrent. Il a passé en revue tous les projets de la Banque et les activités de coopération technique qui, financées par des donateurs, ont été signées dans ce secteur entre 1991 et 2005.

Le Département a accordé la note "satisfaisant" à la réponse globale que la BERD a apportée aux problèmes de transition rencontrés dans les télécommunications et les nouveaux médias. Il s'est fondé, pour ce faire, sur l'analyse de chaque projet et sur l'évaluation des résultats d'ensemble obtenus par la Banque dans ce secteur.

Analysant un ensemble plus large d'indicateurs tels que la pertinence, l'efficacité, le rendement et l'impact, il a observé que les solides résultats obtenus pour l'efficacité et le rendement ("bon" et "excellent") étaient quelque peu tempérés par les notes "satisfaisant/bon" obtenues pour la pertinence et l'impact. Cela tient en partie au fait qu'outre l'expansion des marchés et de la concurrence (par exemple, par l'augmentation du nombre d'entreprises de téléphonie mobile), l'impact sur la transition dépend aussi du degré de privatisation et de réglementation, de la valorisation des compétences, de la modernisation des réseaux et de la gouvernance des entreprises. Ayant fortement placé l'accent sur l'efficacité et le rendement, la BERD a quelque peu négligé la pertinence et l'impact de ses activités.

Le Département a recommandé que la BERD élabore, dans ce secteur, une nouvelle politique adaptée à l'évolution des besoins, notamment ceux des pays aux premiers stades ou aux stades intermédiaires de la transition. Il a également suggéré de renforcer, dans les stratégies de pays, les programmes sectoriels afin de donner des orientations opérationnelles plus précises. Il a recommandé, enfin, que la Banque intensifie son dialogue avec les pays d'opérations qui rencontrent encore d'importants problèmes dans ce secteur. Ce dialogue pourrait s'accompagner d'une intensification du financement des activités de coopération technique menées pour aider les pays à se réformer. Le texte complet de l'étude peut être consulté sur le site web de la Banque (www.ebrd.com/projects/eval).

En 2006, 20 % des projets évalués ont obtenu, en matière d'impact sur la transition, une note allant de "marginal" à "négatif", ce qui est moins que les années précédentes. L'amélioration progressive des notes depuis 2001 s'est maintenue, un nombre croissant de projets obtenant, sur ce point, la note "excellent".

Cela peut s'expliquer en partie par l'impact décroissant de la crise financière russe de 1998. Les projets évalués au tournant du siècle ont pu, en effet, être affectés par les retombées de cette crise, qui a compromis la viabilité de certains d'entre eux et les a empêché de réaliser leur plein potentiel.

Les projets évalués ces dernières années, en particulier dans le secteur privé, ont principalement été approuvés après ces événements et n'ont probablement pas rencontré les mêmes difficultés. On notera que les notes se sont fortement améliorées entre 2001 et 2004, pour se stabiliser quelque peu depuis.

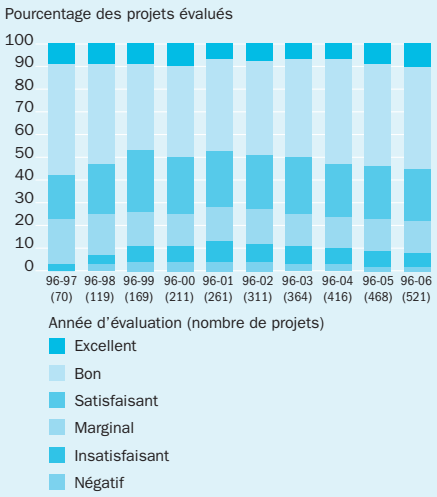
En 2006, 80 % des projets ont obtenu, pour leur impact sur la transition, une note allant de "satisfaisant" à "excellent". Le graphique 2 présente les résultats cumulés des dix dernières années. Il montre que les notes positives se stabilisent à un niveau relativement élevé situé entre 75 et 80 %.

Résultat d'ensemble des activités de la BERD

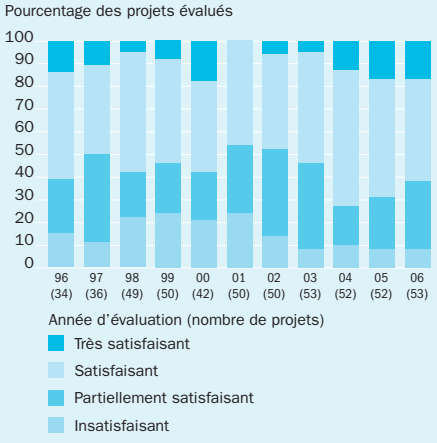
Pour son évaluation, le Département de l'évaluation attribue à chaque projet une note globale. Cette dernière donne un poids considérable à l'impact sur la transition, mais tient également compte d'autres indicateurs tels que la réalisation des objectifs du projet, les résultats financiers, la performance environnementale et l'additionnalité (aptitude de la Banque à compléter des sources de financement privé sans s'y substituer).

Ces dix dernières années, 58 % des projets évalués ont obtenu la note "satisfaisant" ou "très satisfaisant" (voir graphique 3). Ce pourcentage peut varier fortement d'une année à l'autre (atteignant, par exemple, 73 % en 2004, mais seulement 46 % en 2001), mais il s'est globalement amélioré depuis 2001. Bien que la proportion de projets notés "satisfaisant" ou "très satisfaisant" ait légèrement chuté depuis 2004, le nombre de ceux notés "très satisfaisant" continue d'augmenter.

Graphique 2 Impact cumulé sur la transition des projets de la BERD, 1996-2006



Graphique 3 Classement des résultats d'ensemble des projets évalués de la BERD, 1996-2006



Étude spéciale : immobilier

En 2006, le Département de l'évaluation a réalisé une étude spéciale du secteur de l'immobilier afin d'évaluer la politique globale (actualisée en 2001) de la BERD, y compris les activités qu'elle met en œuvre pour aider ses pays d'opérations à se réformer. Il a évalué les résultats de plus de 50 projets – hôtels urbains, bureaux, centres commerciaux, fonds de placement immobilier et activités de coopération technique financées par des donateurs – signés entre 1992 et 2004.

Il a évalué la mesure dans laquelle ces projets avaient atteint les objectifs de la politique immobilière de la BERD, ainsi que leur efficacité, leur rendement et leur impact global. Il a conclu que les activités de la Banque, dans ce secteur, étaient "partiellement satisfaisantes". Il a noté que la méthode de financement était très satisfaisante là où l'on pouvait l'appliquer, mais que dans l'immobilier, l'impact de la Banque se limitait à environ la moitié de ses pays d'opérations.

Dans ce secteur, les activités de la BERD réussissaient le mieux dans les pays qui avaient suffisamment réformé leurs marchés et leurs institutions pour qu'une masse critique de projets aboutisse. Dans plusieurs pays où la transition continuait de se heurter à d'importants obstacles, l'absence de réformes empêchait la Banque d'accorder des financements. Cela était particulièrement évident dans les pays où les institutions d'appui au marché, comme la législation relative à la propriété et à la privatisation, sont peu développées.

Le Département a émis huit recommandations que la BERD devrait prendre en considération lorsqu'elle élaborera une politique immobilière. Il fallait notamment financer les pays qui mettent en œuvre des réformes appropriées et intensifier, sur ce point, le dialogue avec les pays qui rencontrent d'importantes difficultés. Cela aidera à concevoir de futurs projets. Le Département a également recommandé d'exploiter les complémentarités qui existent entre les secteurs de l'infrastructure municipale et de l'immobilier en aidant, par exemple, les municipalités à privatiser des terrains urbains et en finançant la commercialisation de ces derniers. Le texte complet de l'étude est publié sur le site web de la Banque.

La proportion des projets ayant obtenu la note globale “satisfaisant” ou “très satisfaisant” est bien inférieure au pourcentage de projets qui ont reçu une note allant de “satisfaisant” à “excellent” pour leur impact sur la transition (80 % en 2006). Cet écart s’explique en partie par les notes plus basses attribuées pour les résultats financiers, imputables au climat d’investissement à haut risque dans lequel opère la Banque, en particulier dans les pays aux premiers stades ou aux stades intermédiaires de la transition.

En outre, les progrès limités de la réforme institutionnelle et la lenteur de l’exécution des programmes de privatisation ont accru les risques d’investissement. En 2006, cependant, neuf projets ont obtenu la note globale “très satisfaisant”. Le Département de l’évaluation en conclut que la Banque a mené ses opérations avec un succès relatif, conformément à son mandat, compte tenu en particulier de l’environnement difficile dans lequel elle opère.

Le nombre de projets recevant la note “très satisfaisant” ne cesse d’augmenter.

Projet satisfaisant : producteur local de ciment

La BERD a accordé à un producteur local de ciment deux prêts d’un montant total de 40 millions d’euros. Le but était de faciliter le passage du gaz au charbon comme principale source du combustible utilisé dans le four de l’entreprise et de financer l’acquisition d’autres cimenteries et entreprises connexes.

Le Département de l’évaluation a accordé au projet, pour ses résultats d’ensemble, la note “satisfaisant” car il avait atteint ses principaux objectifs. En matière d’environnement, les résultats sont notés “satisfaisant”, mais on estime qu’ils pourront être notés “bon” si l’entreprise continue de progresser sur ce point. L’amélioration de l’environnement est “considérable”. Le résultat le plus frappant, au niveau de la cimenterie, a été la réduction de la quantité totale de poussières émises par toutes les sources stationnaires de 657 tonnes en 2001 à seulement 106 tonnes en 2004.

L’entreprise, qui est l’un des principaux producteurs de ciment du pays, a pu conserver environ un tiers des parts de ce marché. Elle a mené avec succès une stratégie consistant à agrandir sa cimenterie pour répondre à la demande croissante de ciment, et a accru sa compétitivité en réalisant des économies d’échelle. Elle a également su se diversifier en acquérant et en modernisant des entreprises qui fabriquent des produits d’argile, comme des tuiles et des briques, et se développer dans les pays voisins. Elle a, enfin, introduit de nouvelles normes de conduite des affaires et a amélioré les systèmes de communication de données de ses filiales.

Le Département a conclu que pour appuyer un producteur local dépourvu de partenaire stratégique, il faut, en matière de finance, d’organisation et de gestion, d’importants moyens ainsi que le soutien actif de la BERD. Un autre enseignement a été qu’il faudrait modifier la présentation du plan d’action environnementale de la Banque pour y inclure une estimation du coût de chaque investissement proposé. Si des fonds sont spécifiquement alloués à un investissement environnemental, il est plus probable qu’ils seront utilisés à cette fin.

Projet moins satisfaisant : refinancement et restructuration d’une entreprise agro-industrielle

La BERD a accordé un prêt partiellement syndiqué à une entreprise agro-industrielle qui avait précédemment bénéficié de son aide. Ce prêt était globalement un refinancement de dettes existantes destiné à créer une structure financière viable qui permettrait au promoteur du projet de continuer d’investir chez le client.

Ce dernier a bénéficié de la restructuration de ses dettes et de frais d’emprunt réduits. Cependant, la conception de l’opération n’a pas permis d’instaurer, avec le client et le promoteur, l’étroite coopération et le dialogue permanent requis pour forger des alliances durables et constructives. Du fait d’ambiguïtés dans la formulation du projet de la Banque, la tierce partie a mal compris le rôle que jouait cette dernière.

Lorsque des parties extérieures se sont inquiétées des incidences qu’auraient sur l’environnement certaines autres activités du client, la BERD est intervenue pour inviter le promoteur et le client à nouer un dialogue ouvert. En réponse à ces préoccupations, le promoteur a opéré quelques changements stratégiques et opérationnels. Ces changements ont renforcé l’impact du projet sur la transition, ce qui a permis d’associer un plus grand nombre de producteurs à la chaîne d’approvisionnement tout en maintenant un approvisionnement de qualité.

Malgré des résultats satisfaisants dans certains domaines, y compris l’impact sur la transition, le projet ne peut qu’être noté “partiellement satisfaisant”. Les résultats financiers du client ont déçu. Du fait de l’insuffisance des bénéfices et des liquidités, il a fallu obtenir un nouveau refinancement auprès d’une autre source. La structure du projet a empêché la BERD de fixer des conditions dans l’accord de prêt, ce qui a limité la mesure dans laquelle elle pouvait aider l’entreprise.

Le principal enseignement tiré du projet a trait à l’environnement. Lors de l’estimation des projets, la BERD devrait évaluer dans leur ensemble, s’agissant de l’environnement, les résultats et le passif du client et du promoteur, surtout lorsque d’autres aspects de leurs opérations (au-delà de celles financées directement par la Banque) sont écologiquement sensibles. Par ailleurs, dans ce type de cas, la Banque devrait charger des experts indépendants de réaliser une analyse et un audit environnemental.

Application des enseignements aux nouveaux projets

Analysant les projets de la BERD, le Département de l'évaluation tire, s'agissant d'importants aspects de ces projets, des enseignements qui peuvent aider à améliorer la qualité des futures opérations. Le Responsable de l'évaluation présente les enseignements tirés dans un rapport annuel qui est publié sur le site web de la Banque.

L'une des principales fonctions de l'évaluation est de faire en sorte que les nouveaux projets bénéficient de l'expérience acquise. Pour ce faire, les équipes de la Banque et le Département de l'évaluation commencent par se consulter de manière intensive sur les enseignements tirés de l'évaluation des projets. Un feedback est assuré à chaque stade du processus d'approbation des projets pour s'assurer que le personnel opérationnel est informé de l'expérience acquise correspondante.

Des ateliers sur des études de cas sont organisés et adaptés aux besoins des équipes de la Banque. Le Département de l'évaluation présente également des exposés sur des projets individuels à la Direction et au Conseil d'administration de la Banque. Il gère en outre, à usage interne, une base de données qui contient plus de 2 400 fiches sur les enseignements tirés.

Le présent chapitre fournit, au moyen d'études de cas portant sur des projets satisfaisants et moins satisfaisants, des exemples d'enseignements tirés en 2006.

Projet satisfaisant : fabricant de pneus

En 2001, la BERD a pris une participation de 49 % dans une société de fabrication de pneus qui devait être créée dans l'un de ses pays d'opérations. Les 51 % restants ont été acquis par un promoteur occidental. Le projet consistait à acquérir une ancienne fabrique et à la rénover pour créer une nouvelle usine de fabrication de pneus.

Le but était de démontrer l'impact que pouvait avoir l'entrée d'un investisseur occidental dans le secteur, d'accroître la concurrence – en particulier dans le segment supérieur du marché – et d'encourager un passage progressif de l'importation de matières premières à l'achat auprès de producteurs locaux.

À peine plus de deux ans après le lancement de la production, l'entreprise achète déjà plus de la moitié de ses matières premières localement. Malgré les nombreuses inspections et interventions bureaucratiques dont elle a fait l'objet, l'entreprise devrait atteindre et dépasser les objectifs du projet.

Ce dernier est parvenu à démontrer de bonnes pratiques et à encourager la concurrence alors que d'autres entreprises internationales ont abordé le marché. Il obtient, pour sa performance environnementale, la note "bon" et, pour son impact sur l'environnement, la note "excellent" compte tenu de l'état de l'usine avant son acquisition. Il a été structuré avec une option d'encaissement anticipé afin d'atténuer le risque pour la BERD, et les relations entre cette dernière et l'entreprise sont excellentes. Le projet a obtenu, globalement, la note "satisfaisant".

L'un des enseignements tirés a eu trait aux prévisions de trésorerie, qui auraient dû inclure des coûts d'éventualité pour de possibles retards. Un autre enseignement a concerné l'expansion de l'entreprise et les problèmes connexes de santé et de sûreté, qu'il conviendrait de toujours soumettre au Département de l'environnement de la Banque pour avis et évaluation des risques.

Projet moins satisfaisant : gestion des déchets solides, Asie centrale

En 1998, la BERD a accordé à une capitale d'Asie centrale, dans le cadre d'un projet mis en œuvre avec la Banque mondiale, un prêt souverain d'un montant total de 16 millions d'euros devant l'aider à améliorer son système de gestion des déchets solides.

Ce projet visait à pallier les graves carences de la gestion municipale des déchets. D'après le document présenté au Conseil d'administration de la BERD, "le système de collecte et d'élimination des déchets solides s'était tellement détérioré que les services de gestion des déchets étaient totalement dépassés". Le matériel de manipulation était ancien et obsolète, et les décharges illégales posaient un important problème. Bien que les services municipaux eussent été partiellement transformés en sociétés, le client était une entreprise non rentable placée sous le contrôle direct de la municipalité.

La BERD s'est principalement attachée à réformer le secteur, augmentant les tarifs de 50 % et encourageant la privatisation en sous-traitant au moins 50 % des services de collecte. Le projet n'a été noté que "partiellement satisfaisant" pour plusieurs raisons. Alors que la privatisation locale se mettait en œuvre, la Banque s'est réorientée vers la privatisation internationale, objectif irréaliste qui n'a pas été atteint. La structure du projet a sous-estimé le temps requis pour l'exécution, ce qui a entraîné des retards coûteux et inutiles, les accords de projet étant actualisés tous les ans. D'importantes améliorations ont été apportées à l'environnement, mais l'objectif consistant à aligner la performance environnementale sur les niveaux européens s'est révélé irréaliste.

L'un des enseignements tirés de ce projet a été que dans un contexte d'investissement difficile, il peut être avisé de commencer par une privatisation locale. La réussite d'une entreprise locale produira un bon "effet de démonstration" et cette entreprise pourra faire l'objet d'une prise de contrôle une fois que le climat d'investissement se sera amélioré. Le projet a également montré que pour restructurer des services publics, il faut généralement prendre des décisions tarifaires difficiles. La BERD doit donc s'assurer que les gouvernements sont prêts à opérer les ajustements nécessaires.

Évaluation des activités de coopération technique

Le Département de l'évaluation a évalué plus de 500 missions de consultants que le Programme de coopération technique de la BERD a financées pour près de 150 millions d'euros provenant de plus de 30 donateurs. Si l'on tient compte des missions évaluées dans le cadre des études spéciales, ce chiffre dépasse 1 300 et représente un financement de plus de 330 millions d'euros.

Le processus d'évaluation veille notamment à ce que les enseignements tirés de l'expérience bénéficient aux nouveaux projets.

Projet satisfaisant : financement de micro et petites entreprises du Caucase

Deux importants projets de coopération technique d'une durée de cinq ans ont financé, dans le Caucase, la valorisation des compétences dans un nouvel établissement de microcrédit créé par des institutions financières internationales. Des consultants ont aidé la banque à former des administrateurs de prêts, à mettre en place des procédures et des pratiques de prêt rationnelles, à étendre la desserte à des zones reculées et à mettre sur pied un système informatique. Grâce à ces mesures, la banque a obtenu des résultats exceptionnels malgré un climat d'investissement incertain.

Le projet a obtenu la note "satisfaisant". Il a aidé, en particulier, la banque à fournir un nouveau service au secteur de la microfinance, jusqu'alors faiblement desservi dans le pays. L'actionnariat de la banque, composé d'institutions financières internationales sans partenaire local, a protégé le nouvel établissement contre les pressions locales et les tentatives de corruption externes. La banque, tirant rapidement des enseignements des transactions irrégulières menées par son personnel, a resserré ses procédures et renoué avec les bons résultats.

La BERD a appris qu'un personnel bien formé peut aider à stimuler de nouvelles activités et contribuer à la réussite d'un projet. Les dons peuvent être particulièrement utiles pour réduire les risques, instaurer une culture bancaire exempte de corruption, et faire progresser la transition par de nouvelles opérations. Le calendrier du financement de la coopération technique, cependant, doit être fixé dès le début.

Projet moins satisfaisant : projet de métro, Europe centrale

En 2002, une capitale d'Europe centrale a sollicité de la BERD une assistance technique pour développer son réseau de chemin de fer métropolitain dans le cadre d'un partenariat public-privé. Elle souhaitait le faire au titre d'un récent programme national de partenariats public-privé, pour lequel le gouvernement avait, indépendamment, sollicité l'assistance de la Banque. Par la suite, ces deux projets ont été fusionnés.

Lorsque l'étude de faisabilité n'a pas confirmé la viabilité financière du plan de développement intégral, la municipalité a décidé, en 2003, d'envisager d'autres solutions, ce qui a entraîné la clôture prématurée de l'un des projets. L'autre projet, quant à lui, s'est poursuivi et même développé. Ces changements ont coïncidé avec les élections nationales de 2003, qui ont porté au pouvoir un nouveau gouvernement hostile aux partenariats public-privé.

Globalement, le projet n'a été noté que "partiellement satisfaisant". Pour la réalisation des objectifs des deux projets de coopération technique, il a obtenu la note "marginal". La législation sur les partenariats public-privé, élaborée grâce à des fonds de coopération technique, est entrée en vigueur en 2005. Dans le pays, cependant, elle n'a donné lieu à aucun investissement de la BERD et à aucun projet de partenariat public-privé.

La gestion du projet par la BERD a obtenu la note "bon" eu égard, en particulier, aux efforts louables qu'elle a consentis pour protéger les activités de coopération technique suite aux changements politiques. Pour sa performance environnementale, le projet a obtenu la note "satisfaisant" et pour son impact sur l'environnement, la note "néant".

Pour son impact sur la transition, le projet a obtenu la note "satisfaisant" en raison, principalement, de son potentiel de démonstration pour les pays voisins et de la perspective que des projets d'investissement voient le jour une fois que le gouvernement sera plus favorable aux partenariats public-privé.

La BERD a appris que des projets peuvent comprendre des éléments qui, en son sein, concernent différents domaines de compétence comme les opérations bancaires et la transition juridique ou l'environnement. Dans ces cas, il faudrait confier le projet à une équipe multidisciplinaire et lui accorder le temps et le budget nécessaires.

11

Passation des marchés

La BERD offre de nombreuses opportunités aux fournisseurs, prestataires de services et consultants. En 2006, les projets financés par la Banque ont donné lieu, dans le secteur public, à 98 marchés d'une valeur de 1,36 milliard d'euros.

Politique en matière de passation des marchés

La BERD applique les principes de non-discrimination, d'équité et de transparence à tous les marchés de travaux, de produits et de services. Ces principes, énoncés dans le document *Politique et règles de passation des marchés*, sont conçus pour promouvoir l'efficacité, garantir l'application des meilleures pratiques et réduire les risques dans la mise en œuvre des projets financés par la Banque. La BERD attend de tous les participants au processus de passation des marchés qu'ils adoptent les critères d'éthique et de conduite les plus exigeants durant l'appel d'offres et la réalisation de ces marchés.

Les clients du secteur privé peuvent appliquer leurs propres méthodes de passation des marchés à condition que la BERD les juge acceptables commercialement et que des prix équitables soient obtenus. Le client doit également s'assurer de l'absence de conflits d'intérêts et de la préservation des intérêts de toutes les parties impliquées dans le processus. Des règles plus précises s'appliquent à la passation des marchés dans les opérations du secteur public, où la BERD demande que les clients appliquent des procédures structurées et transparentes qui optimisent la concurrence et l'équité pour tous les participants. La Banque assure un suivi rigoureux da la passation des marchés à toutes les étapes du processus.

Activités relatives à la passation des marchés en 2006

En 2006, la BERD a continué à travailler activement avec d'autres banques multilatérales de développement pour harmoniser les documents d'appel d'offres relatifs aux marchés du secteur public. En novembre, la Banque a accueilli une réunion des responsables de la passation des marchés des banques multilatérales de développement. Cette réunion a mis l'accent sur l'harmonisation des documents et le partage, entre les institutions, d'informations et de méthodes relatives à la passation des marchés. Elle a également étudié la question de l'harmonisation des définitions de la fraude et de la corruption proposée par le groupe de travail anti-corruption mis en place par les institutions financières internationales.

Pendant toute l'année 2006, la BERD a continué de fournir des services de soutien à la passation de marchés. Elle a notamment tenu des séminaires et des ateliers pour les clients de la Banque et leurs agences dans les pays d'opérations. Elle a également organisé des ateliers pour les entreprises qui souhaitent participer aux marchés issus des projets financés par la Banque. Des représentants gouvernementaux ont également participé à ces travaux.

En 2006, les projets financés par la BERD se sont traduits par 98 marchés du secteur public, d'une valeur record de 1,36 milliard d'euros, dont 776 millions financés par la Banque, contre 122 marchés d'une valeur de 616 millions d'euros en 2005. En 2006, la valeur des marchés issus des procédures d'appels d'offres ouvertes a été de 1,27 milliard d'euros, soit 93 % de la valeur d'ensemble des marchés. Les marchés relatifs aux projets d'infrastructures municipales, environnementales et de transports ont représenté respectivement 37 % et 51 % (en valeur) des marchés du secteur public passés en 2006.

Bien que le nombre de marchés publics lié aux projets financés par la Banque soit en baisse, la valeur de ces contrats est la plus élevée à ce jour. La hausse de cette valeur a également entraîné une augmentation du nombre de "réserves" et de plaintes formelles reçues par la Banque à propos des pratiques de passation des marchés. En 2006, la BERD a reçu 12 réserves et 15 plaintes formelles, contre 12 et une, respectivement, en 2005.

Une "réserve" est un problème signalé à la BERD par un soumissionnaire à propos du processus de passation ou d'attribution d'un marché. La réserve est transmise à l'autorité contractante afin que celle-ci traite et résolve le problème avec la partie concernée.

Lorsque les deux parties ne peuvent parvenir à un arrangement ou à un accord, la réserve passe au statut de plainte. La BERD suspend alors le processus de passation du marché et diligente une enquête.

Opportunités en matière de passation des marchés

Pour mieux faire connaître les opportunités relatives aux projets qu'elle finance, la BERD publie régulièrement des informations sur les marchés à venir dans la rubrique de son site web intitulée "Procurement" : www.ebrd.com/oppor/procure.

12

Organisation et personnel

En 2006, la BERD a adapté sa stratégie des ressources humaines pour mieux répondre à l'évolution de ses activités dans les cinq années à venir. Cette stratégie met le personnel au cœur de la mission de la Banque.

En octobre 2006, la Mongolie est devenue pays d'opérations. Pour être présente sur le terrain, la BERD a ouvert le même mois un bureau local à Oulan-Bator.

Ressources humaines

Les principes fondamentaux de la stratégie de ressources humaines de la BERD sont l'engagement positif avec tous les membres du personnel, la réactivité aux besoins des différents départements de la Banque, l'esprit d'initiative pour répondre à ces besoins, le professionnalisme et la transparence.

La stratégie s'est fixé quatre objectifs spécifiques. Tout d'abord, la BERD vise à attirer un personnel qualifié et de haut niveau ayant l'esprit d'entreprise et la volonté de travailler dans un climat d'innovation. La diversité du personnel reste un élément-clé de la mission de la Banque. 59 nationalités y sont actuellement représentées.

Par ailleurs, la BERD encourage ses employés à élargir leurs compétences grâce à la formation et aux opportunités professionnelles offertes dans son réseau de 33 bureaux répartis sur 29 pays. La mobilité du personnel entre le siège et les bureaux locaux de la Banque est particulièrement importante dans le cadre de son nouveau plan d'activités. L'ouverture prévue de nouveaux bureaux locaux (Dnipropetrovsk en Ukraine, Podgorica au Monténégro et Krasnoyarsk, Rostov-sur-le-Don et Samara en Russie) offrira de nouvelles perspectives professionnelles au personnel du siège et des autres bureaux. La BERD veille, dans la mesure du possible, à ce que les réinstallations aillent de pair avec le développement professionnel.

Ensuite, la BERD met tout particulièrement l'accent sur les résultats et fait en sorte que les performances aient une incidence sur la rémunération. Les salaires et les prestations sont calculées en fonction du lieu de travail et conçues pour que la rémunération reste compétitive dans un marché du travail de plus en plus dynamique.

Enfin, la BERD prend toutes les mesures nécessaires pour préserver la santé et la sécurité du personnel (voir page 81). Le programme d'équilibre travail-vie de la Banque, qui permet aux employés de concilier les exigences de leur travail et leurs besoins personnels, fait l'objet d'un suivi permanent et d'ajustements en fonction des nécessités. La communication entre le personnel et la direction ainsi que la consultation avec les employés bénéficient d'une attention particulière. Le Conseil du personnel de la Banque et l'ombudsman jouent un rôle majeur dans l'instauration d'un dialogue constructif.

En 2006, la BERD a effectué sa troisième enquête au sein du personnel. Pour la première fois, celle-ci s'est effectuée via internet et près des deux tiers (796 personnes) des employés du siège et des bureaux locaux y ont répondu. L'enquête a été réalisée par une entreprise de consultants spécialisée dans les enquêtes de personnel pour de grandes entreprises et institutions publiques sur tous les continents.

L'enquête a évalué l'attitude du personnel concernant plusieurs domaines importants, comme la motivation, la satisfaction professionnelle et les résultats de l'organisation. Ses conclusions montrent que le personnel est fermement engagé en faveur de la mission et de l'objectif principal de la Banque. Dans quelques secteurs, certains employés estiment que la manière dont la Banque prend ses décisions et récompense les bonnes performances pourrait être améliorée. Les résultats complets de l'enquête ont été publiés sur le site intranet de la Banque et font l'objet de discussions de suivi.

En 2006, le personnel de la BERD a bénéficié de 2 969 journées de formation.

Personnel

Fin décembre 2006, la BERD avait 1 018 employés basés à Londres, contre 969 en 2005. Les effectifs des bureaux locaux s'élevaient à 261 personnes, contre 234 en 2005. 174 candidats externes ont été recrutés en 2006 pour pourvoir des postes vacants et 76 nouveaux postes ont été créés pour répondre aux besoins du nouveau plan d'activités de la Banque. Le ratio hommes/femmes chez les cadres de la BERD est d'environ 1,57:1

Formation et perfectionnement

La BERD est déterminée à assurer un développement continu des compétences du personnel pour répondre aux besoins de ses clients. En 2006, ce développement s'est appuyé sur un programme de 50 stages de formation, complété par des cours supplémentaires adaptés aux besoins de différents départements.

La Banque a continué d'offrir une série de formations à la gestion pour les cadres de tous niveaux et a lancé une nouvelle formation en gestion des personnes. Depuis son lancement, plus des deux tiers des cadres dirigeants ont participé à cette formation et sa mise en œuvre complète est prévue pour 2007. Au total, le personnel de la BERD a bénéficié de 2 969 journées de formation en 2006.

Codes de conduite

En mars 2006, le Conseil des gouverneurs de la BERD a adopté deux nouveaux codes de conduite applicables aux membres du Conseil d'administration et au personnel de la BERD, y compris les cadres dirigeants. Les codes de conduite énoncent clairement les obligations et normes éthiques auxquelles le Conseil d'administration et le personnel de la Banque doivent se conformer.

Les codes de conduite de la BERD s'inspirent des pratiques des autres institutions financières internationales. Ils fournissent notamment des informations sur la manière d'éviter les conflits d'intérêt ainsi que sur la gestion de ces conflits et établissent un mécanisme simple pour l'examen des demandes d'exemption. Les codes réglementent la conduite des affaires financières privées et les déclarations devant être effectuées à ce titre. Ils prévoient également une procédure rigoureuse en cas de violation présumée des codes de conduite.

Changements au sein de l'équipe de direction

En juin 2006, Varel Freeman a rejoint la BERD en qualité de premier Vice-Président. M. Freeman était auparavant associé directeur chez Baring Private Equity Partners.

En octobre 2006, Manfred Schepers, ex-Vice-Président exécutif et Directeur général de la Bond Market Association (BMA) et ex-Président de BMA International, a pris ses fonctions de Vice-Président chargé des finances.

En janvier 2006, Erik Berglof est devenu le nouveau Directeur des affaires économiques de la Banque. M. Berglof était auparavant Directeur de l'Institut de l'économie de transition et professeur à l'École d'économie de Stockholm.

En octobre 2006, Fabrizio Saccomanni, Vice-Président chargé de la gestion des risques a démissionné et est devenu Directeur général de la Banque d'Italie.

Santé et sécurité

En 2006, des consultants indépendants ont réalisé un examen approfondi du système de gestion de la Banque en matière de santé et de sécurité. Il s'est intéressé aux méthodes, procédures et pratiques de prévention en vigueur au siège de la Banque et dans un bureau local représentatif dans un pays d'opérations.

Dans le cadre de cet examen, plusieurs employés de la Banque ont été consultés, y compris des membres du Conseil d'administration, des cadres dirigeants et toutes les personnes impliquées dans les services liés à la santé et à la sécurité. La BERD élabore actuellement un plan d'action pour mettre en œuvre les recommandations de cet examen.

Une nouvelle infirmerie a été aménagée au siège de la Banque afin d'offrir de meilleures conditions pour les examens médicaux préventifs courants et les vaccinations. Elle favorisera la préparation au voyage des employés qui se déplacent régulièrement à titre professionnel et facilitera l'accès aux conseils médicaux.

Parmi les autres initiatives prises en 2006, on notera l'intégration de procédures de santé et de sécurité dans le nouveau système de réservation de voyages professionnels et la mise en place d'un système prévoyant un point de contact unique chargé des relations avec la famille en cas d'accident d'un membre du personnel.

Environnement de travail

En 2006, les travaux de rénovation dans le bâtiment londonien abritant le siège de la Banque se sont poursuivis. Ces travaux ont pour objectif d'améliorer les installations, notamment la ventilation, l'éclairage et la sécurité, afin de mettre l'immeuble en conformité avec les normes en vigueur au Royaume-Uni et de créer un environnement de travail plus propice.

Ils concernent les bureaux et les zones d'usage commun, y compris l'auditorium, les salles de réunion et le restaurant. Le projet de rénovation améliorera l'efficacité énergétique du bâtiment, entraînant une baisse des coûts de fonctionnement de la Banque. Il devrait s'achever avant la fin de l'année 2007.

La rénovation du siège de la Banque améliorera l'efficacité énergétique du bâtiment.

Principaux responsables de la BERD

Au 11 avril 2007

Président	Jean Lemierre

Opérations bancaires

Premier Vice-Président	Varel Freeman

Bureau de direction

Planification stratégique et générale et budget *(rend compte également au Département finance)*	Josué Tanaka
Comité des opérations, Secrétariat	Frédéric Lucenet
Développement des entreprises	Lesia Haliv
Gestion des contentieux *(rend compte également au Service de la gestion des risques)*	Will Newton
Fonds propres	Lindsay Forbes

Efficacité énergétique et changement climatique

Directeur principal	Josué Tanaka
Directeur	Jacquelin Ligot

Énergie et ressources naturelles

Groupe d'affaires, Directeur	(par intérim) Peter Reiniger
Ressources naturelles	Kevin Bortz
Électricité et énergie	Nandita Parshad

Institutions financières

Groupe d'affaires, Directeur	Kurt Geiger
Participations	Antero Baldaia
Relations avec les banques	Jean-Marc Peterschmitt
Financement des entreprises	Victor Pastor Fernandez
Fonds d'actions	Kanako Sekine
Institutions financières non bancaires	Jonathan Woollett

Infrastructure

Groupe d'affaires, Directeur	Alexander Auboeck
Élaboration de stratégies et de politiques	José Carbajo
Infrastructures municipales et environnementales	Thomas Maier
Transports	Riccardo Puliti

Europe centrale, Ouest des Balkans et Télécommunications, informatique et médias

Groupe d'affaires, Directeur	Peter Reiniger
Croatie (bureau de Zagreb)	Charlotte Ruhe
République tchèque, Hongrie, République slovaque et Slovénie (bureau de Bratislava)	François Lecavalier
Pologne et États baltes (bureau de Varsovie)	Dragica Pilipovic-Chaffey
Albanie, Bosnie-Herzégovine, ERY de Macédoine, Monténégro et Kosovo	Claudio Viezzoli
Serbie (bureau de Belgrade)	Hildegard Gacek *(à partir du 1er juin 2007)*
Télécommunications, informatique et médias	Michelle Senecal de Fonseca

Russie, Agro-industries, Immobilier et tourisme

Groupe d'affaires, Directeur	Alain Pilloux
Russie, secteur des entreprises (bureau de Moscou)	Eric Rasmussen
Russie, relations avec le gouvernement (bureau de Moscou)	Alexander Orlov
Russie, institutions financières (bureau de Moscou)	(vacant)
Russie, infrastructures et énergie (bureau de Moscou)	Natasha Khanjenkova
Agro-industries	Gilles Mettetal
Immobilier et tourisme	Patrick O'Neill

Europe du Sud-Est, Asie centrale et Caucase

Groupe d'affaires, Directeur	Olivier Descamps
Ukraine (bureau de Kiev)	Kamen Zahariev
Roumanie (bureau de Bucarest)	(vacant)
Bulgarie (bureau de Sofia)	James Hyslop
Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie et Moldova (bureau de Tbilissi)	Michael Davey
Asie centrale	Masaru Honma
Kazakhstan (bureau d'Almaty)	André Küüsvek
Mongolie (bureau d'Oulan-Bator)	John Chomel-Doe
Initiative pour les pays aux premiers stades de la transition	George Krivicky
Groupe pour les petites entreprises	Chikako Kuno
Programmes de redressement des entreprises et de consultants locaux	Charlotte Salford

Contrôle

Groupe d'affaires, Directeur	Gavin Anderson

Finance

Vice-Président	Manfred Schepers

Trésorerie

Trésorier	Axel van Nederveen
Trésorier adjoint et responsable du financement	Isabelle Laurent

Planification stratégique, planification générale et budget

Directeur principal *(rend compte également au Département des opérations bancaires)*	Josué Tanaka

Syndications de prêts

Directeur	Lorenz Jorgensen

Département de contrôle

Contrôleur	Nigel Kerby

Informatique

Directeur	Tim Goldstone

Gestion des risques, Ressources humaines et Sûreté nucléaire

Vice-Président	Horst Reichenbach

Gestion des risques

Directeur	Michael Williams
Crédits/Analyse des transactions	David Klingensmith
Gestion des risques de la trésorerie	Jean-André Sorasio
Examen du portefeuille-crédits	Irena Postlova
Gestion des contentieux *(rend compte également au Département des opérations bancaires)*	Will Newton
Risque opérationnel	Julie Williams

Ressources humaines

Directeur	Paolo Gallo
Directeur adjoint, Rémunérations et prestations	Ingrid de Wee
Directeur adjoint, Recrutement général	Fons Marcelis
Responsable, Santé et sécurité	Alan Drew

Sûreté nucléaire

Directeur	Vince Novak

Cofinancement officiel

Directeur	Gary Bond

Administration et Environnement

Vice-Président	Brigita Schmögnerová

Administration, passation des marchés et services de consultants

Directeur principal	Chris Holyoak
Directeur de l'administration	Jaroslaw Wojtylak
Passation des marchés, Directeur	Maurice Lepage
Services de consultants, Directeur	Dilek Macit

Environnement et développement durable

Directeur	Alistair Clark

Secrétariat général

Secrétaire général	(par intérim) Horst Reichenbach
Secrétaire général adjoint	Nigel Carter
Sous-secrétaire général	Colm Lincoln

Département de l'évaluation

Responsable de l'évaluation *(rend compte au Conseil d'administration)*	Fredrik Korfker

Bureau des affaires économiques

Directeur des affaires économiques	Erik Berglof
Directeur adjoint et Directeur de la conception et de l'évaluation des projets	Hans Peter Lankes
Directeur adjoint et Directeur de la stratégie de transition et de l'analyse des pays	Sam Fankhauser
Directeur des études d'orientation et de la stratégie sectorielle	Fabrizio Coricelli

Bureau des affaires juridiques

Directeur des affaires juridiques	Emmanuel Maurice
Directeur adjoint des affaires juridiques	Gerard Sanders
Directeur adjoint des affaires juridiques	Norbert Seiler
Sous-directeur des affaires juridiques	Stephen Petri

Unité d'administration des opérations

Directeur	Lieve Reckers

Gestion des documents et archives

Chef d'unité	Anne Crétal

Bureau de la déontologie

Responsable de la déontologie	Enery Quinones

Audit interne

Responsable de l'audit interne	Ray Portelli

Communication

Directrice	Brigid Janssen

Bureau du Président

Conseiller du Président	Alexandre Draznieks

Gouverneurs et gouverneurs suppléants

Au 31 décembre 2006

Membre	Gouverneur	Gouverneur suppléant
Albanie	Genc Ruli	Sherefedin Shehu
Allemagne	Peer Steinbrück	Thomas Mirow
Arménie	Vardan Khachatryan	Tigran Sargsyan
Australie	Peter Costello	Teresa Gambaro
Autriche	Karl-Heinz Grasser	Kurt Bayer
Azerbaïdjan	Heydar Babayev	Samir Sharifov
Bélarus	Vladimir Semashko	Nikolai Zaichenko
Belgique	Didier Reynders	Jean-Pierre Arnoldi
Bosnie-Herzégovine	Mladen Ivanić	Jusuf Kumalić
Bulgarie	Plamen Oresharski	Dimitar Kostov
Canada	James M. Flaherty	Peter Harder
Chypre	Michael Sarris	Christos Patsalides
Corée, République de	O-kyu Kwon	Seongtae Lee
Croatie	Ivan Šuker	Ana Hrastović
Danemark	Bendt Bendtsen	Michael Dithmer
Égypte	Fayza Abouelnaga	Rachid Mohamed Rachid
ERY de macédoine	Trajko Slaveski	Zoran Stavreski
Espagne	Pedro Solbes Mira	David Vegara Figueras
Estonie	Aivar Sõerd	Tea Varrak
États-Unis	Henry M. Paulson Jr	Josette Sheeran
Fédération de Russie	German Gref	Sergey Storchak
Finlande	Eero Heinäluoma	Pekka Huhtaniemi
France	Thierry Breton	Xavier Musca
Géorgie	Aleksi Aleksishvili	Roman Gotsiridze
Grèce	George Alogoskoufis	George Mergos
Hongrie	János Veres	Géza Egyed
Irlande	Brian Cowen	David Doyle
Islande	Jón Sigurðsson	Kristján Skarphéðinsson
Israël	Stanley Fischer	Jossi Bachar
Italie	Tommaso Padoa-Schioppa	Ignazio Angeloni
Japon	Koji Omi	Toshihiko Fukui
Kazakhstan	Karim Kazhimkanovich Massimov	Anvar Saidenov
Lettonie	Oskars Spurdziņš	Jurijs Strods
Liechtenstein	Klaus Tschütscher	Roland Marxer
Lituanie	Zigmantas Balčytis	Ramunė Vilija Zabulienė
Luxembourg	Jean-Claude Juncker	Jean Guill
Malte	Tonio Fenech	Michael Bonello
Maroc	Fathallah Oualalou	Abdeltif Loudyi
Mexico	Agustín Carstens	Alejandro Werner
Moldova	Igor Dodon	Marin Moloșag
Mongolie	Nadmidyn Bayartsaikhan	Ochirbatyn Chuluunbat
Monténégro	Igor Lukšić	Milorad Katnić
Norvège	Kristin Halvorsen	Frode Berge
Nouvelle-Zélande	Winston Peters	Jonathan Hunt
Ouzbékistan	Rustam Sadykovich Azimov	Odil Husnutdinovich Juraev
Pays-Bas	Gerrit Zalm	Bernard Bot
Pologne	Leszek Balcerowicz	Marta Gajecka
Portugal	Fernando Teixeira dos Santos	Carlos Costa Pina
République kirghize	Medetbek Kerimkulov	Marat Alapaev
République slovaque	Ján Počiatek	Ivan Šramko
République tchèque	Vlastimil Tlustý	Zdeněk Tůma
Roumanie	Sebastian Teodor Gheorghe Vlădescu	Mugur Isărescu
Royaume-Uni	Gordon Brown	Hilary Benn
Serbie	Milan Parivodić	–
Slovénie	Andrej Bajuk	Andrej Kavčič
Suède	Anders Borg	Per Jansson
Suisse	Doris Leuthard	Jörg Reding
Tadjikistan	Murodali Mukhamadievich Alimardonov	Mirali Sabdalievich Naimov
Turkménistan	Amanmyrat Toylyev	Guvanchmurad Geoklenov
Turquie	Ibrahim Çanakci	Cavit Dağidaş
Ukraine	Mykola Azarov	Volodymyr Stelmakh
Banque européenne d'investissement	Gerlando Genuardi	Ivan Pilip
Communauté européenne	Joaquín Almunia	Klaus Regling

Président du Conseil des gouverneurs

Gouverneur représentant la Finlande (Eero Heinäluoma)

Vice-Présidents du Conseil des gouverneurs

Gouverneur représentant la Mongolie (Nadmidyn Bayartsaikhan)

Gouverneur représentant la Turquie (Ibrahim Çanakci)

Le Conseil des gouverneurs est investi de tous les pouvoirs dans le cadre de la BERD. Il délègue la majeure partie de ces pouvoirs au Conseil d'administration, qui conduit les opérations générales de la Banque et qui, entre autres, fixe les orientations et prend les décisions concernant les prêts, les prises de participation et les autres opérations conformément aux orientations générales arrêtées par le Conseil des gouverneurs.

Le Président de la Banque préside le Conseil d'administration. Il dirige l'institution selon les orientations fournies par ce dernier et, en sa qualité de chef de l'administration, est responsable de l'organisation de la Banque et des nominations de personnel.

Administrateurs et administrateurs suppléants de la BERD

Au 31 décembre 2006

Administrateur	Administrateur suppléant	Pays ou entités représentés
László Andor	Igor Očka	Hongrie/République tchèque/République slovaque/Croatie
Terence Brown	Walter Cernoia	Banque européenne d'investissement
Alain de Cointet	–	France
Sven Hegelund	Baldur Pétursson	Suède/Islande/Estonie
Ole Hovland	Kaarina Rautala	Norvège/Finlande/Lettonie
André Juneau	Judith St George	Canada/Maroc
Ib Katznelson	–	Danemark/Irlande/Lituanie/ERY de Macédoine
Byung-Il Kim	Peter Reith	République de Corée/Australie/Nouvelle-Zélande/Égypte
Elena Kotova	–	Fédération de Russie/Bélarus/Tadjikistan
Vassili Lelakis	Carole Garnier	Communauté européenne
Kazuya Murakami	Hiroyuki Kubota	Japon
Michael Neumayr	Hedva Ber	Autriche/Israël/Chypre/Malta/Kazakhstan/Bosnie-Herzégovine
Igor Podoliev	Virginia Gheorghiu	Ukraine/Roumanie/Moldova/Géorgie/Arménie
Enzo Quattrociocche	Ugo Astuto	Italie
Gonzalo Ramos	David Martínez Hornillos	Espagne/Mexique
Simon Ray	Jonathan Ockenden	Royaume-Uni
Manuel Sager	Turan Öz	Suisse/Turquie/Liechtenstein/Ouzbékistan/République kirghize/Azerbaïdjan/Turkménistan/Serbie/Monténégro
Joachim Schwarzer	Rainald Roesch	Allemagne
Jean-Louis Six	Irena Sodin	Belgique/Luxembourg/Slovénie
Mark Sullivan	–	États-Unis d'Amérique
Tadeusz Syryjczyk	Kalin Mitrev	Pologne/Bulgarie/Albanie
Jan Willem van den Wall Bake	Hans Sprokkreeff	Pays-Bas/Mongolie
Stefanos Vavalidis	José Veiga de Macedo	Grèce/Portugal

Composition des comités du Conseil d'administration

Au 31 décembre 2006

Comité d'audit

Simon Ray (Président)
Terence Brown (Vice-Président)
Alain de Cointet
Byung-Il Kim
Enzo Quattrociocche
Manuel Sager
Mark Sullivan
Stefanos Vavalidis

Le **Comité d'audit** examine la désignation et les attributions des auditeurs externes. Il étudie également les états financiers et les principes comptables généraux, les méthodes et le travail de l'auditeur interne, les autorisations de dépenses, les systèmes de contrôle, la politique de passation des marchés et l'évaluation des projets.

Comité de la politique financière et des opérations

Gonzalo Ramos (Président)
Ole Hovland (Vice-Président)
Sven Hegelund
Elena Kotova
Kazuya Murakami
Michael Neumayr
Tadeusz Syryjczyk
Jan Willem van den Wall Bake

Le **Comité de la politique financière et des opérations** examine la politique financière, y compris la politique d'emprunt et les grandes lignes des opérations ; il examine en outre les procédures ainsi que les règles applicables en matière de notification.

Comité du budget et des questions administratives

László Andor (Président)
Jean-Louis Six (Vice-Président)
André Juneau
Ib Katznelson
Vassili Lelakis
Igor Podoliev
Joachim Schwarzer

Le **Comité du budget et des questions administratives** examine la politique générale, les propositions, les procédures et les rapports en matière budgétaire. Il examine en outre les questions relatives au personnel, à l'administration, ainsi que les questions administratives concernant les administrateurs et leurs collaborateurs.

Comité directeur du Conseil d'administration

Enzo Quattrociocche (Président)
Michael Neumayr (Vice-Président)
László Andor
Terence Brown
Gonzalo Ramos
Simon Ray
Jean-Louis Six

Le **Comité directeur du Conseil d'administration** a été institué en 1994 afin d'améliorer la coordination entre le Conseil d'administration et la Direction en ce qui concerne l'organisation des réunions du Conseil, des comités et des ateliers.

13

Projets signés en 2006

En 2006, la BERD a investi 4,9 milliards d'euros dans 301 projets, contre 4,3 milliards d'euros pour 276 projets en 2005. Les investissements ont concerné 27 pays d'opérations. Près de la moitié des financements de la Banque sont venus soutenir les entreprises locales par l'intermédiaire d'institutions financières. Les projets d'infrastructure ont également bénéficié d'une attention soutenue.

Guide

Les prêts sont calculés aux taux de change en vigueur au 31 décembre 2006. Les prises de participation sont converties en euros aux taux de change en vigueur à la date de décaissement.

Les totaux de chaque pays peuvent différer des totaux présentés aux pages 4 et 5, dans la mesure où les projets régionaux (concernant plusieurs pays) sont présentés séparément à la fin de la liste de projets.

Les projets financés au titre d'accords-cadres sont présentés *en italiques*.

Les informations suivantes figurent après chaque description de projet :

Le secteur • Le type de financement • La catégorie d'examen environnemental préalable

Le Mécanisme d'investissement direct, le Mécanisme de prêt direct et les projets réalisés au titre du Mécanisme de cofinancement de prêts d'importance moyenne ne sont pas associés à une catégorie d'examen environnemental préalable, dans la mesure où ils ne suivent pas le cycle de projet standard de la Banque. Ils sont toutefois soumis à des critères environnementaux.

Catégories d'examen environnemental préalable

Le projet demande :

A – une évaluation complète de l'impact sur l'environnement

B – une analyse environnementale

C – aucune évaluation ou analyse d'impact sur l'environnement

0 – aucun audit environnemental

1 – un audit environnemental

IF – Intermédiaire financier

La liste de projets n'inclut pas les éléments suivants :

- garanties d'aide aux échanges commerciaux émises et arrivées à terme en 2006 ;
- investissements multiples pour les mécanismes de financement pré-exportation dans le cadre du Programme d'aide aux échanges commerciaux (PAEC) ;
- rétrocession des engagements de la BERD ;
- investissements dans le cadre de fonds d'actions privés qui sont financés par des institutions et gestionnaires de fonds privés.

Les fonds financés par les donateurs, comme les fonds régionaux de capital-risque, les fonds de post-privatisation et les fonds d'actions pour la reconstruction offrent une combinaison de prises de participation et de soutien sous forme de subventions. Les investissements réalisés dans le cadre de ces fonds sont inclus dans la liste des projets signés, à condition qu'il s'agisse de fonds gérés par la BERD.

Albanie

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Euromax	15,0	8,0	1,5	**9,5**
Construction et exploitation de cinq supermarchés. Agro-industries • secteur privé • C/1				
Modernisation de sous-stations de transport d'électricité	40,4	16,0	0	**16,0**
Modernisation de six sous-stations de transport d'électricité essentielles au fonctionnement du système de transport d'énergie albanais. Électricité et énergie • Secteur public • C/1				
Transports municipaux de Tirana	14,6	14,6	0	**14,6**
Vaste programme de modernisation du réseau routier de Tirana. Infrastructure municipale • Secteur public • B/1				
Mécanisme de financement de PME dans l'Ouest des Balkans	5,0	5,0	0	**5,0**
Ligne de crédit accordée à Banka Popullore pour rétrocession à de petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

Arménie

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Aéroport international d'Arménie	47,8	15,2	0	**15,2**
Construction d'une nouvelle aérogare de passagers et acquisition de nouveau matériel. Transports • Secteur privé • B/1				
Mécanisme-cadre multibanques d'Arménie II				
Banque Anelik – Ligne de crédit pour PME III	1,9	1,9	0	**1,9**
Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Armeconombank – Mécanisme de financement hypothécaire	1,5	1,5	0	**1,5**
Facilité de crédit pour rétrocession sous forme de prêts à long terme. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Inecobank	3,8	3,8	0	**3,8**
Ligne de crédit pour rétrocession à des micro et petites entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Programme d'énergies renouvelables pour l'Arménie	11,4	5,3	0	**5,3**
Prêt à long terme accordé à Cascade Credit pour promouvoir des projets compétitifs et viables dans le domaine des énergies renouvelables. Électricité et énergie • Secteur privé • IF				
Mécanisme d'investissement direct				
Compagnie d'assurance et de réassurance Cascade	0,2	0	0,2	**0,2**
Prise de participation. Institutions financières non bancaires • Secteur privé				
Groupe Star	3,1	0	3,1	**3,1**
Investissement dans une chaîne de supermarchés pour l'acquisition et le développement de quatre nouveaux magasins. Agro-industries • Secteur privé				
Tamara Fruit	1,1	0,7	0,4	**1,1**
Participation au capital d'une entreprise locale de produits à base de fruits Agro-industries • Secteur privé				
Mécanisme de cofinancement de prêts d'importance moyenne				
Banque coopérative agricole d'Arménie	0,6	0,2	0	**0,2**
Ligne de crédit pour rétrocession à des entreprises de taille moyenne. Prêts bancaires • Secteur privé				
Armeconombank	0,8	0,5	0	**0,5**
Ligne de crédit pour rétrocession à des entreprises de taille moyenne. Prêts bancaires • Secteur privé				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	0,7	0,7	0	**0,7**
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire des banques Anelik, Armeconombank et Inecobank. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

Azerbaïdjan

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Modernisation de la centrale électrique d'Azdres	97,3	87,3	0	**87,3**
Modernisation de la centrale fournissant la majeure partie de l'électricité consommée en Azerbaïdjan. Électricité et énergie • Secteur public • B/1				
Mécanisme-cadre multibanques d'Azerbaïdjan	15,6	14,8	0	**14,8**
Ligne de crédit accordée à Azerdemiryol, à Azerigazbank, à la Banque de Bakou et aux banques Respublika, Mugan, Rabitabank et Unibank pour rétrocession à de petites et moyennes entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Mécanisme de prêt direct	3,4	3,4	0	**3,4**
Financement accordé au producteur local d'eau minérale Aqua Vita. Agro-industries • Secteur privé				
Mécanisme-cadre II pour les institutions de microfinancement non bancaires des pays aux premiers stades de la transition	3,1	2,5	0	**2,5**
Ligne de crédit accordée à CredAgro et à FINCA (Azerbaïdjan) pour accroître les financements rétrocédés à de petites entreprises Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Ciments Garadagh	10,4	0	7,6	**7,6**
Prise de participation. Industries manufacturières • Secteur privé • C/1				
Mécanisme de cofinancement de prêts d'importance moyenne				
Banque de Bakou	1,9	1,9	0	**1,9**
Ligne de crédit pour rétrocession à des entreprises de taille moyenne. Prêts bancaires • Secteur privé				
Banque Respublika	1,1	1,1	0	**1,1**
Ligne de crédit pour rétrocession à des entreprises de taille moyenne. Prêts bancaires • Secteur privé				
Banque de microfinancement d'Azerbaïdjan	0,9	0	0,8	**0,8**
Prise de participation dans le principal fournisseur de services financiers aux micro et petites entreprises d'Azerbaïdjan. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Milk Pro	2,1	0,7	0,1	**0,8**
Amélioration de la qualité et des capacités de production d'une entreprise laitière locale. Agro-industries • Secteur privé • B/1				
Unibank – Prêt II	5,7	1,9	0	**1,9**
Prêt visant à offrir à Unibank un accès aux marchés internationaux. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	13,5	12,3	0	**12,3**
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire des banques Azerdemiryol et Respublika, de la Banque de Bakou, d'Azerigazbank et d'UniBank. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

Bélarus

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Olivaria	10,0	0	10,0	**10,0**
Modernisation et développement d'une brasserie locale. Agro-industries • Secteur privé • B/1				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	13,7	13,7	0	13,7
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de Priorbank. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

Bosnie-Herzégovine

Système de gestion du trafic aérien en Bosnie-Herzégovine	17,7	12,0	0	**12,0**
Fourniture de matériel et de formation pour améliorer la sécurité. Transports • Secteur public • B/0				
Natron Hayat	11,0	11,0	0	**11,0**
Modernisation des installations d'une usine de papier, redémarrage de la production de pâte à papier. Industries manufacturières • Secteur privé • B/1				
Modernisation de la distribution d'électricité	55,0	55,0	0	**55,0**
Amélioration de l'efficacité et de la fiabilité de la distribution d'électricité par la modernisation de trois fournisseurs régionaux d'électricité. Électricité et énergie • Secteur public • B/1				
Banque Raiffeisen	10,0	10,0	0	**10,0**
Prêt pour l'offre de crédits à moyen et long termes à des entreprises clientes. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
VF Komerc	41,5	10,0	9,0	**19,0**
Développement des opérations d'un détaillant en alimentation local et modernisation des magasins existants. Agro-industries • Secteur privé • C/1				
Mécanisme-cadre pour les MPME de l'Ouest des Balkans	14,0	14,0	0	**14,0**
Ligne de crédit accordée aux banques EKI et Mikrofin pour rétrocession à des micro, petites et moyennes entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Mécanisme de financement de PME dans l'Ouest des Balkans	5,0	5,0	0	**5,0**
Ligne de crédit accordée à Raiffeisen Leasing pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	3,0	2,9	0	**2,9**
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de la banque Raiffeisen et d'UPI Banka. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

Bulgarie

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Boni	40,8	15,0	0	**15,0**
Amélioration de la qualité de la production et du rendement d'une entreprise locale de transformation de viande. Agro-industries • Secteur privé • B/1				
Mécanisme-cadre pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables	56,5	52,0	0	**52,0**
Ligne de crédit accordée à Biochim, Post Bank, Bulbank et aux banques Raiffeisen et United Bulgarian pour rétrocession à de petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Mécanisme UE/BERD de financement de PME				
Banque Allianz Bulgarie et SG Expressbank	15,0	15,0	0	**15,0**
Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Hebros Leasing II et Raiffeisen Leasing Bulgarie	15,0	15,0	0	**15,0**
Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
Ligne de crédit en faveur de l'efficacité énergétique des habitations	12,5	12,5	0	**12,5**
Investissement d'efficacité énergétique dans Bulbank et ProCredit Bulgarie. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Rousse – Compagnie de distribution d'eau	46,8	8,0	0	**8,0**
Améliorations visant à renforcer les performances financières et opérationnelles d'une compagnie locale de distribution d'eau. Infrastructure municipale • Secteur public • B/1				
Telelink	3,0	3,0	0	**3,0**
Financement de l'expansion géographique d'une entreprise d'informatique et de télécommunications. Télécommunications • Secteur privé • C/1				

Croatie

Agrokor	110,0	0	110,0	**110,0**
Investissement dans la principale chaîne de détaillants alimentaires du pays pour favoriser sa croissance régionale. Agro-industries • Secteur privé • C/1				
Autocesta Rijeka-Zagreb	346,6	50,0	0	**50,0**
Transformation d'une route en autoroute. Transports • Secteur public • C/0				
Mécanisme UE/BERD de financement de PME				
Hrvatska Postanska Banka	10,0	10,0	0	**10,0**
Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Raiffeisen Leasing Croatie	10,0	10,0	0	**10,0**
Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
Privredna Banka Zagreb	53,1	0	53,1	**53,1**
Prise de participation visant à favoriser la croissance d'une banque commerciale en plein essor. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Pula – Transports urbains	6,6	5,0	0	**5,0**
Prêt pour la modernisation d'une flotte d'autobus. Infrastructure municipale • Secteur public • B/1				
Rocade de Rijeka	114,0	40,0	0	**40,0**
Achèvement d'une rocade visant à réduire les encombrements et à faciliter la circulation. Transports • Secteur public • A/0				
UNIQA Osiguranje	2,7	0	0,3	**0,3**
Prise de participation dans la filiale croate des assurances UNIQA. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
Usine de traitement des eaux usées de Zagreb	130,7	7,0	0	**7,0**
Prêt pour financer l'amélioration des normes et des capacités. Infrastructure municipale • Secteur privé • A/0				

ERY de Macédoine

NLB Tutunska Banka	55,0	19,0	0	**19,0**
Deuxième prêt pour rétrocession à des entreprises privées locales et à des particuliers. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Teteks Kreditna /Tetovska Banka	4,0	0	4,0	**4,0**
Prise de participation visant à renforcer le capital de la nouvelle banque née de la fusion de TKB et de TEB. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				
Mécanisme-cadre pour les PME de l'Ouest des Balkans	2,5	2,0	0	**2,0**
Ligne de crédit accordée à Teteks Kreditna et à Tetovska Banka pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	7,1	6,5	0	**6,5**
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de Komercijalna Banka et de Tutunska Banka AD Skopje. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

Estonie

LHV – Gestion d'actifs	1,5	0	0,2	**0,2**
Participation au capital d'une entreprise de gestion de fonds de pension privés. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				

Géorgie

Bank Republic	6,2	0	6,2	**6,2**
Prise de participation visant à accroître les capacités de crédit de la banque et à favoriser sa croissance. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				
Bank Republic – Crédit hypothécaire	3,0	3,0	0	**3,0**
Facilité de crédit pour rétrocession sous forme de prêts à long terme. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Bank Republic – Crédit pour micro et petites entreprises	2,3	2,3	0	**2,3**
Ligne de crédit pour rétrocession à des micro et petites entreprises locales. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Mécanisme d'investissement direct				
Georgian Hazelnut Production Ltd.	2,9	0,6	0	**0,6**
Investissement dans une entreprise nouvelle pour financer l'achat de matières premières. Agro-industries • Secteur privé				
Iberia Refreshments	1,7	0,3	0	**0,3**
Investissement dans une franchise Pepsi. Agro-industries • Secteur privé				
Imedi L	1,1	0	1,1	**1,1**
Investissement dans l'une des principales compagnies d'assurances de Géorgie. Institutions financières non bancaires • Secteur privé				
Mantashev Trade Rows	0,6	0	0,6	**0,6**
Investissement dans une entreprise de construction et de rénovation d'immeubles destinés à la location commerciale. Immobilier et tourisme • Secteur privé				
Mécanisme de prêt direct				
BTM Tekstil	3,6	1,7	0	**1,7**
Financement accordé pour la création d'une usine de confection de vêtements. Industries manufacturières • Secteur privé				
Georgian Hazelnut Production Ltd	2,5	2,5	0	**2,5**
Financement accordé à une entreprise nouvelle pour l'achat de matières premières. Agro-industries • Secteur privé				
Lomisi	1,5	1,5	0	**1,5**
Financement accordé à une brasserie locale. Agro-industries • Secteur privé				
Mécanisme-cadre II pour les institutions de microfinancement non bancaires des pays aux premiers stades de la transition	2,7	2,3	0	**2,3**
Ligne de crédit accordée à Constanta pour accroître les financements rétrocédés à des petites entreprises Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Système de production d'électricité en Géorgie	27,1	7,6	0	**7,6**
Améliorations apportées à un barrage hydroélectrique pour accroître sa production et promouvoir l'énergie renouvelable. Électricité et énergie • Secteur public • B/1				
Kutaisi – Approvisionnement en eau	11,9	3,0	0	**3,0**
Modernisation des installations pour améliorer l'approvisionnement en eau. Infrastructure municipale • Secteur public • B/1				

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Mécanisme de cofinancement de prêts d'importance moyenne				
Banque de Géorgie	0,2	0,2	0	**0,2**
Prêts subsidiaires accordés aux petites usines hydroélectriques d'Okami et de Lopota pour des programmes d'énergie renouvelable. Électricité et énergie • Secteur privé				
Iberia Refreshments	2,5	2,5	0	**2,5**
Prêt subsidiaire accordé à une franchise Pepsi par l'intermédiaire de la Banque de Géorgie. Agro-industries • Secteur privé				
Poti – approvisionnement en eau	10,5	2,5	0	**2,5**
Modernisation des installations pour améliorer l'approvisionnement en eau. Infrastructure municipale • Secteur public • B/0				
Banque TBC	11,4	11,4	0	**11,4**
Facilité de crédit pour rétrocession sous forme de prêts hypothécaires à long terme. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
TBC Leasing	0,1	0	0,1	**0,1**
Prise de participation dans une importante entreprise de crédit-bail pour soutenir la croissance de ses activités. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
Aéroport international de Tbilissi	58,1	20,5	0	**20,5**
Construction de nouvelles installations et modernisation des équipements pour faire face à la croissance des activités. Transports • Secteur privé • B/1				
Banque United Georgian	8,4	0	1,8	**1,8**
Prise de participation pour améliorer la compétivité et favoriser la rétrocession à des entreprises locales. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				
Banque VTB Géorgie	7,6	7,6	0	**7,6**
Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	25,4	23,1	0	**23,1**
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de la Banque de Géorgie, de Bank Republic et des banques Cartu, TBC et United Georgian. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

Hongrie

Mécanisme UE/BERD de financement rural	5,0	5,0	0	**5,0**
Ligne de crédit accordée à Budapest Leasing pour rétrocession à de petites et moyennes entreprises rurales. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
Autoroute M6 – Refinancement	412,2	32,0	0	**32,0**
Prêt pour financer la construction de l'autoroute M6. Transports • Secteur privé • C/0				

Kazakhstan

Banque Alliance	18,0	18,0	0	**18,0**
Facilité de crédit pour rétrocession sous forme de prêts hypothécaires à long terme. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Alliance Bank – Crédit pour PME	7,6	7,6	0	**7,6**
Prêt pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises locales. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Bautino Atash – Base marine d'approvisionnement	28,5	9,1	0	**9,1**
Construction d'une base d'approvisionnement destinée aux opérateurs de champs pétroliers offshore. Ressources naturelles • Secteur privé • A/0				
Bericap Kazakhstan	1,9	1,9	0	**1,9**
Construction d'installations destinées à une entreprise de fabrication de couvercles en plastique. Industries manufacturières • Secteur privé • B/0				
Programme III pour les petites entreprises du Kazakhstan	6,9	6,9	0	**6,9**
Ligne de crédit accordée à Alliance Bank et au Fonds d'emprunt du Kazakhstan pour rétrocession à des micro et petites entreprises, notamment dans le secteur de l'agro-industrie. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Kazkommertsbank	89,3	0	89,3	**89,3**
Prise de participation visant à favoriser la croissance de la principale banque commerciale du Kazakhstan. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				
Savola Kazakhstan	5,9	3,0	0	**3,0**
Financement pour le développement des installations d'un producteur d'huile alimentaire. Agro-industries • Secteur public • B/1				
Cimenterie Steppe	16,1	0	1,9	**1,9**
Extension et modernisation de la cimenterie de Karaganda. Industries manufacturières • Secteur privé • B/1				
Programme de reçus de stockage	3,8	3,8	0	**3,8**
Prêts à court terme par l'intermédiaire de la banque Alliance en échange de reçus de stockage pour les entreprises agro-alimentaires, les agriculteurs et les négociants. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	100,6	100,6	0	**100,6**
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire des banques Alliance, ATF, Center Credit et Kazkommertsbank. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

Lituanie

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Modernisation du réseau d'autobus électriques de Kaunas	15,0	10,0	0	**10,0**
Modernisation de l'infrastructure destinée aux autobus électriques et fourniture de nouveau matériel. Infrastructure municipale • Secteur public • B/1				
Projet Kaunas pour l'eau et l'environnement – Phase II	47,4	5,0	0	**5,0**
Initiative de longue durée visant à améliorer les services de distribution d'eau et de traitement des eaux usées. Infrastructure municipale • Secteur public • B/0				
Siauliu Bankas	1,5	0	1,5	**1,5**
Augmentation de capital pour favoriser la poursuite du développement de Siauliu Bankas. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				
Prêt syndiqué Siauliu Bankas	12,0	4,0	0	**4,0**
Prêt pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

Moldova

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Mécanisme de prêt direct	4,0	4,0	0	**4,0**
Financement accordé pour la transformation de fruits et légumes à la conserverie Orhei Vit. Agro-industries • Secteur privé				
Mécanisme de cofinancement de prêts d'importance moyenne				
Basarabia	0,7	0,7	0	**0,7**
Prêt subsidiaire accordé à un producteur de vin par l'intermédiaire de Mobiasbanca. Agro-industries • Secteur privé				
Dionysos	0,2	0,2	0	**0,2**
Prêt subsidiaire accordé à un établissement vinicole local par l'intermédiaire de Mobiasbanca. Agro-industries • Secteur privé				
Sun Communications	0,2	0,2	0	**0,2**
Prêt subsidiaire accordé à un fournisseur d'accès internet par l'intermédiaire de Mobiasbanca. Télécommunications • Secteur privé				
Mobiasbanca	4,6	2,3	0	**2,3**
Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Mécanisme-cadre de microcrédit en Moldova	2,5	2,5	0	**2,5**
Lignes de crédit accordées à Banka Sociala et Mobiasbanca pour rétrocession à des micro et petites entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	4,2	3,8	0	**3,8**
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de Banca Sociala, de Mobiasbanca et de la Banque Victoria. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

Mongolie

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
XacBank	3,8	0	3,8	**3,8**
Ligne de crédit pour rétrocession à des micro et petites entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				

Monténégro

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	0,1	0,1	0	**0,1**
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de la Banque Opportunity (Monténégro). Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

Ouzbékistan

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Bursel	1,5	1,5	0	**1,5**
Prêt accordé à un producteur de vêtements en coton. Industries manufacturières • Secteur privé • B/1				
Mécanisme de prêt direct	0,4	0,4	0	**0,4**
Prêt à Oltin Taqa pour accroître les capacités de production de concentrés de fruits et légumes. Agro-industries • Secteur privé				
Programme Japon-Ouzbékistan pour petites entreprises	2,3	2,3	0	**2,3**
Ligne de crédit accordée à Hamkor Bank pour rétrocession à des micro et petites entreprises locales. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	1,1	1,1	0	**1,1**
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de la Banque UzDaewoo. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

Pologne

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Belchatow II	1 792,1	126,1	0	**126,1**
Modernisation d'une centrale électrique pour mise en conformité avec les normes environnementales de l'UE. Électricité et énergie • Secteur public • A/1				
Mécanisme UE/BERD de financement rural				
Banque Gospodarki Zywnosciowej	15,0	15,0	0	**15,0**
Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises rurales. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
BZ WBK Finance and Leasing	7,0	7,0	0	**7,0**
Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises rurales. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
Mécanisme UE/BERD de financement de PME	18,7	11,5	0	**11,5**
Ligne de crédit accordée à BZ WBK Leasing et à Société Générale Equipment Leasing Polska pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
Fagor Wrozamet	68,8	17,5	0	**17,5**
Modernisation de l'usine existante et construction de nouvelles installations pour une entreprise de fabrication de produits blancs. Industries manufacturières • Secteur privé • B/1				
Compagnie des eaux de Gdansk	119,7	12,3	0	**12,3**
Vaste programme de modernisation des services de distribution d'eau et de traitement de eaux usées de Gdansk. Infrastructure municipale • Secteur public • B/0				
Chauffage urbain de la ville de Cracovie	76,3	6,3	0	**6,3**
Modernisation de l'infrastructure de chauffage pour accroître l'efficacité énergétique et réduire la pollution. Infrastructure municipale • Secteur privé • B/1				
Krakow Plaszow II	87,6	11,1	0	**11,1**
Modernisation et extension d'une usine de traitement des eaux. Infrastructure municipale • Secteur privé • B/0				
Nova Polonia Natexis II	25,0	0	25,0	**25,0**
Prise de participation dans un fonds de placement privé. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				
UNIQA TU na Zycie	1,9	0	0,6	**0,6**
Prise de participation dans des filiales de la compagnie d'assurances UNIQA en Pologne. Électricité et énergie • Secteur privé • IF				

République kirghize

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Mécanisme d'investissement direct	0,2	0	0,2	**0,2**
Investissement dans la station estivale Karven Club pour financer la construction de logements et d'installations de loisirs. Immobilier et tourisme • Secteur privé				
Mécanisme de prêt direct				
Karven Four Seasons	5,9	2,9	0	**2,9**
Financement de la construction d'un centre de villégiature : logements et installations de sports et de loisirs. Immobilier et tourisme • Secteur privé				
Karven Village	0,9	0,9	0	**0,9**
Financement de la construction de bungalows et d'appartements dans un centre de villégiature lacustre. Immobilier et tourisme • Secteur privé				
Orion Hotels	1,5	1,5	0	**1,5**
Financement de la construction d'un complexe de bureaux. Immobilier et tourisme • Secteur privé				
Sheen-line	2,0	2,0	0	**2,0**
Financement des besoins en fonds de roulement d'une entreprise de crèmes glacées et de produits laitiers. Agro-industries • Secteur privé				
Réseau de stations d'essence Shnos	2,3	2,3	0	**2,3**
Financement de la modernisation et de l'expansion d'une chaîne de stations d'essence. Ressources naturelles • Secteur privé				
Mécanisme-cadre II pour les institutions de microfinancement non bancaires des pays aux premiers stades de la transition	1,6	1,4	0	**1,4**
Ligne de crédit accordée à Bai Tushum et à la société de microcrédit Finca Micro pour accroître les financements rétrocédés à des petites entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Compagnie kirghize de financement agricole (KAFC)	1,5	0	1,5	**1,5**
Soutien aux micro, petites et moyennes entreprises par rétrocession et préparation de la transformation de KAFC en banque. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Mécanisme de financement II en faveur des micro et petites entreprises kirghizes	4,2	4,2	0	**4,2**
Lignes de crédit accordées à la Banque ECO et à la Banque kirghize d'investissement et de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	2,0	2,0	0	**2,0**
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de la Banque Demir Kyrgyz International, d'Ineximbank et de la Banque kirghize d'investisssement et de crédit. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

République slovaque

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Mécanisme UE/BERD de financement de PME	10,0	10,0	0	**10,0**

Ligne de crédit accordée à CAC Leasing II pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.
Prêts bancaires • Secteur privé • IF

République tchèque

Mécanisme UE/BERD de financement hypothécaire	10,0	10,0	0	**10,0**

Ligne de crédit accordée à Komercni Banka pour rétrocession sous forme de prêts à moyen et long termes.
Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Mécanisme UE/BERD de financement de PME	20,0	20,0	0	**20,0**

Ligne de crédit accordée à IMPULS-Leasing-AUTRICHE, S Morava Leasing République tchèque et Société Générale Equipment Finance pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.
Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF

Roumanie

Programme régional de gestion des déchets solides d'Arges	24,1	6,1	0	**6,1**

Programme de création d'une nouvelle décharge et d'amélioration des installations de collecte des déchets.
Infrastructure municipale • Secteur public • C/0

Programme de gestion des déchets solides de Bacau	20,0	5,0	0	**5,0**

Programme de création d'une nouvelle décharge et d'amélioration des installations de collecte des déchets.
Infrastructure municipale • Secteur privé • C/0

Banca Romana Pentru Dezvoltare	200,0	70,0	0	**70,0**

Prêt pour financer la poursuite du développement de la banque et la mise en place de nouveaux services.
Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Banca Romaneasca	7,5	0	7,5	**7,5**

Augmentation du capital pour financer la poursuite de la croissance.
Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF

Banca Transilvania – Prêt subordonné	72,0	12,0	0	**12,0**

Prêt pour financer le développement de la banque et la mise en place de nouveaux services.
Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Banca Transilvania – Augmentation de capital	5,2	0	5,2	**5,2**

Prise de participation pour financer la poursuite de la croissance et maintenir les 15 % détenus actuellement.
Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF

Route régionale de Brasov	15,0	10,0	0	**10,0**

Financement de la modernisation de routes régionales.
Infrastructure municipale • Secteur privé • B/0

Usine de traitement des eaux usées de Bucarest	108,3	10,0	0	**10,0**

Financement de la construction d'une usine de traitement des eaux usées à Bucarest.
Infrastructure municipale • Secteur public • B/1

Mécanisme UE/BERD de financement de PME				
Banca Transilvania Leasing II	5,0	5,0	0	**5,0**

Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.
Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF

OTP Romania (RoBank)	10,0	10,0	0	**10,0**

Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.
Prêts bancaires • Secteur privé • FI

Volksbank Leasing Roumanie	10,0	10,0	0	**10,0**

Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.
Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF

Banque ProCredit Roumanie	0,7	0	0,7	**0,7**

Augmentation de capital d'une banque offrant des financements aux petites entreprises.
Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF

Mécanisme-cadre de microcrédit en Roumanie	0,7	0,7	0	**0,7**

Amélioration des possibilités de financement pour les micro et petites entreprises, notamment dans les zones rurales.
Financement de petites entreprises • Secteur public • IF

Transports publics de Sibiu (prêt à la ville)	13,0	5,0	0	**5,0**

Financement accordé à la ville de Sibiu pour un programme de modernisation des routes.
Infrastructure municipale • Secteur public • B/1

Transports publics de Sibiu (prêt à la compagnie)	5,0	5,0	0	**5,0**

Financement accordé à la compagnie municipale de transports publics pour l'achat de nouveaux autobus.
Infrastructure municipale • Secteur public • B/1

Privatisation de SNP Petrom	27,7	0	0,4	**0,4**

Augmentation de capital pour soutenir le processus de privatisation.
Ressources naturelles • Secteur privé • C/1

Aciérie Tenaris	10,0	10,0	0	**10,0**

Modernisation de la technologie et accroissement de la fabrication de produits en acier inoxydable.
Industries manufacturières • Secteur privé • B/1

Chauffage urbain de Timisoara	15,0	10,0	0	**10,0**

Amélioration de l'efficience pour renforcer la qualité et la quantité du chauffage fourni.
Infrastructure municipale • Secteur privé • B/1

Russie

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Banque Absolut	91,1	30,4	0	**30,4**
Prêt visant à diversifier la base de financement de la banque et à soutenir la croissance de la clientèle de particuliers et d'entreprises. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Banque Kedr	10,6	0	10,6	**10,6**
Prise de participation pour soutenir l'expansion géographique et le développement des prêts aux petites et moyennes entreprises. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				
Banque de St Pétersbourg	22,8	22,8	0	**22,8**
Prêt pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises locales. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Banque Société Générale Vostok	11,4	11,4	0	**11,4**
Facilité de crédit pour rétrocession sous forme de prêts hypothécaires à long terme. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Banque Center-Invest	12,5	0	12,5	**12,5**
Augmentation de capital pour permettre la poursuite de la croissance. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				
Banque Center-Invest – Prêt syndiqué	34,2	11,4	0	**11,4**
Prêt pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises locales. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Laminoir à tubes de Chelyabinsk	28,7	9,7	0	**9,7**
Prêt accordé à un producteur de tubes pour la modernisation de ses équipements et l'amélioration de son efficacité énergétique et de ses performances environnementales. Industries manufacturières • Secteur privé • A/0				
Laminoir à tubes de Chelyabinsk – Financement d'une acquisition	73,4	22,8	0	**22,8**
Prêt permettant à Chelyabinsk d'acquérir une part majoritaire dans une autre entreprise de fabrication de tubes. Industries manufacturières • Secteur privé • C/1				
Banque CityMortgage	19,0	19,0	0	**19,0**
Prêt pour financer la croissance des opérations hypothécaires de la banque CityMortgage. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
DeltaLeasing	15,9	4,6	0	**4,6**
Prêt pour soutenir la croissance du secteur du crédit-bail dans la partie extrême-orientale de la Russie, à Sakhaline et en Sibérie. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
Direct Insurance Russie	16,5	0	16,5	**16,5**
Prêt accordé à une compagnie d'assurances pour soutenir le développement du marché russe des assurances. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
Mécanisme d'investissement direct	0,6	0	0,1	**0,1**
Investissement dans la production de produits ignifuges par Firestop. Industries manufacturières • Secteur privé				
Gallery II	11,4	11,4	0	**11,4**
Financement d'une compagnie de publicité extérieure. Télécommunications • Secteur privé • C/1				
Hydro OGK	587,9	66,3	0	**66,3**
Modernisation de la cascade hydroélectrique et développement de la production d'énergie renouvelable. Électricité et énergie • Secteur public • B/1				
Banque internationale de Moscou	7,7	0	7,7	**7,7**
Augmentation de capital pour permettre la poursuite de la croissance. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				
Ivanovskoye – Société Immobilière	54,7	31,9	0	**31,9**
Construction de maisons d'habitation (jusqu'à 300) dans la région de Moscou. Immobilier et tourisme • Secteur privé • B/1				
JN - Wagon	26,1	16,0	0	**16,0**
Acquisition de nouvelles remorques pour le transport de bois d'œuvre et de copeaux. Transports • Secteur privé • C/0				
Développement des services municipaux de la région de Khanti Mansi	24,5	20,2	0	**20,2**
Investissement dans les infrastructures de chauffage urbain, de distribution d'eau et de traitement des eaux usées du district de Surgut. Infrastructure municipale • Secteur public • B/1				
Banque KMB	9,7	9,7	0	**9,7**
Participation à l'augmentation de capital pour accroître le financement en faveur des micro, petites et moyennes entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Koskitukki Russie	38,0	13,2	0	**13,2**
Construction d'une nouvelle scierie et d'une nouvelle usine de placage et de contre-plaqué. Industries manufacturières • Secteur privé • B/0				
Krasnodar – Développement des transports urbains	10,7	10,7	0	**10,7**
Modernisation de la flotte de tramways de Krasnodar Infrastructure municipale • Secteur public • B/1				
Lafarge Vostok	70,0	0	70,0	**70,0**
Prêt pour l'acquisition, la modernisation et l'exploitation d'une usine de production de ciment, de béton et de chaux. Industries manufacturières • Secteur privé • B/1				
Lenta II	66,1	38,0	0	**38,0**
Extension géographique de la chaîne de magasins à prix réduits Lenta. Agro-industries • Secteur privé • C/1				
LG Russie	91,1	7,6	0	**7,6**
Construction et exploitation d'une usine de production de matériel électronique numérique et de produits blancs abordables et de qualité. Industries manufacturières • Secteur privé • B/1				
Louis Dreyfus	65,7	22,8	0	**22,8**
Modernisation des actifs d'une entreprise d'exploitation de silos et projet d'acquisition de nouveaux sites. Agro-industries • Secteur privé • C/1				
Sécurité de la navigation maritime	14,0	5,3	0	**5,3**
Construction de trois pylônes radio pour la localisation et l'identification de navires. Transports • Secteur public • B/0				
Banque MDM	247,4	22,6	0	**22,6**
Investissement visant à faciliter l'offre de prêts à la consommation pour l'achat d'automobiles. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
Mécanisme-cadre hypothécaire	24,3	7,8	0	**7,8**
Facilité de crédit accordée à Chelindbank et Sibacadembank pour rétrocession sous forme de prêts hypothécaires à taux réduit et à long terme. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
OGK-5	25,9	0	25,9	**25,9**
Acquisition de parts dans une compagnie de production d'énergie thermique pour soutenir ses travaux de modernisation. Électricité et énergie • Secteur privé • C/1				
OOO Kronospan/OOO Kronohim	86,0	21,0	0	**21,0**
Financement pour permettre de tripler la production de panneaux de fibre à densité moyenne et de résine. Industries manufacturières • Secteur privé • B/0				
Compagnie de transport fluvial Pietro Barbaro	81,8	30,0	0	**30,0**
Acquisition de navires-citernes et de barges pour le transport de produits pétroliers. Transports • Secteur privé • B/0				
Pilkington Russie II	108,0	23,0	0	**23,0**
Financement pour couvrir les dépassements de coûts occasionnés par la construction d'une verrerie. Industries manufacturières • Secteur privé • B/1				
Verrerie Pokrov	7,8	5,4	0	**5,4**
Reconstruction d'une verrerie et extension de ses capacités. Agro-industries • Secteur privé • B/1				
Projet Tundra	604,3	84,7	0	**84,7**
Développement d'un important opérateur de téléphonie mobile dans des régions mal desservies. Télécommunications • Secteur privé • C/1				
Fonds régionaux de capital-risque II	1,3	0	1,3	**1,3**
Financement complémentaire du fonds régional de capital-risque par Kivach/Aquasource, pour prise de participation dans des entreprises privées. Fonds d'actions • Secteur privé • IF				
Renaissance – Compagnie d'assurance-vie	3,9	0	1,3	**1,3**
Prise de participation pour couvrir les besoins en fonds propres et les coûts initiaux d'une compagnie d'assurance-vie. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
Rosbank	38,0	38,0	0	**38,0**
Prêt pour couvrir le développement par la banque de ses activités de prêt aux entreprises et aux particuliers. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
RSB – Titrisation de prêts-automobile	245,0	20,0	0	**20,0**
Investissement pour faciliter l'offre de prêts à la consommation pour l'achat d'automobiles. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
RSB – Prêt en roubles	26,0	26,0	0	**26,0**
Prêt en roubles pour soutenir le crédit à la consommation en dehors de la région de Moscou. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
RSB – Titrisation à terme	300,0	40,0	0	**40,0**
Investissement pour faciliter l'offre de prêts à la consommation. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
Banque Rusfinance	60,6	60,6	0	**60,6**
Prêt en roubles pour le financement du portefeuille de prêts à la consommation. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
Fonds pour les petites entreprises de Russie	59,2	46,7	0	**46,7**
Ligne de crédit accordée aux banques Absolut, MDM, NBD, Probusiness et Uralsib pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
République de Sakha (Iakoutie)	28,8	28,8	0	**28,8**
Modernisation des systèmes de chauffage et d'adduction d'eau dans la République de Sakha. Infrastructure municipale • Secteur public • B/1				
Sibacadembank	45,6	15,2	0	**15,2**
Prêt pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises et à des particuliers en Sibérie. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Sitronics	219,9	0	62,7	**62,7**
Investissement dans une importante entreprise d'électronique industrielle et grand public. Industries manufacturières • Secteur privé • C/1				
Sky Express	17,7	0	1,5	**1,5**
Investissement dans le premier transporteur aérien à bas prix de Russie. Transports • Secteur privé • C/1				
St Pétersbourg – Traitement des eaux usées	46,2	41,0	0	**41,0**
Construction et exploitation d'une usine de traitement des eaux usées. Infrastructure municipale • Secteur public • C/1				
Stora Enso – Mécanisme multiprojets	93,0	36,0	0	**36,0**
Modernisation et/ou construction de nouvelles usines (Lukhovitsy, Nebolchi II, Setles II) fournissant le producteur de papier et d'emballages Stora Enso. Industries manufacturières • Secteur privé • C/1				
Mécanisme-cadre de prêts subordonnés pour les banques russes de taille moyenne	35,0	35,0	0	**35,0**
Capital fourni à la Banque de crédit de Moscou, à la Banque Probusiness et à Uralvneshtorgbank pour soutenir leur croissance. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Sumitomo Leasing	1,4	1,4	0	**1,4**
Crédit-bail en faveur d'entreprises russes modernisant leurs engins de chantier et leurs machines d'exploitation minière. Industries manufacturières • Secteur privé • IF				
Transcapitalbank	33,8	0	33,8	**33,8**
Prise de participation pour soutenir la croissance de cette banque. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				
Troika – Nouveau fonds de croissance	26,7	0	26,7	**26,7**
Investissement dans un fonds de placement privé. Fonds d'actions • Secteur privé • IF				
Oufa – Chauffage urbain	14,5	10,4	0	**10,4**
Modernisation et construction de sous-stations de chauffage dans la République du Bachkortostan. Infrastructure municipale • Secteur public • B/1				
Oufa – Usine de conditionnements en verre	26,6	8,2	0	**8,2**
Acquisition d'une nouvelle usine pour un producteur de récipients à boisson en verre. Agro-industries • Secteur privé • B/1				

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Compagnie aérienne VIM	123,0	39,1	0	**39,1**
Acquisition d'une flotte d'avions usagés. Transports • Secteur privé • C/1				
Volkswagen Rus	425,0	30,0	0	**30,0**
Construction et exploitation d'une nouvelle usine de production d'automobiles. Industries manufacturières • Secteur privé • B/0				
Vologda – Service municipal des eaux	14,2	10,6	0	**10,6**
Modernisation des installations d'adduction d'eau et de traitement des eaux usées. Infrastructure municipale • Secteur public • B/1				
Banque VTB 24	151,9	113,9	0	**113,9**
Ligne de crédit pour rétrocession à des micro et petites entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Wienerberger Russia I	38,0	13,3	0	**13,3**
Construction d'une nouvelle usine de production de briques. Industries manufacturières • Secteur privé • B/0				
Yug Rusi	252,2	70,6	0	**70,6**
Financement d'un producteur d'huile alimentaire et négociant en produits agricoles. Agro-industries • Secteur privé • B/1				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	287,1	285,1	0	**285,1**
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire des banques suivantes: Absolut, UralSib, Center-Invest, Chelindbank, Banque de crédit de Moscou, Banque d'épargne de Russie (Sberbank), Locko, NBD, Orgresbank, Promsvyazbank, Rosbank, Russian Standard, Sibacadembank, Spurt, TransCapitalBank, Uraltransbank, Uralvneshtorgbank et Vneshtorgbank. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

Serbie

Programme de financement de produits agricoles	10,0	10,0	0	**10,0**
Prêt accordé au producteur d'huile alimentaire Mladost-Sid pour lui permettre d'accroître sa production. Agro-industries • Secteur privé • C/1				
Čačanska Banka	15,0	0	15,0	**15,0**
Prise de participation pour financer la poursuite de la croissance. Première étape vers une privatisation complète. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				
Mécanisme BERD/Italie pour les entreprises locales de l'Ouest des Balkans	1,3	1,1	0	**1,1**
Investissement dans l'entreprise locale Euro Fat, producteur de panneaux isolants basé au Kosovo. Industries manufacturières • Secteur privé				
GTC – Immobilier résidentiel, Belgrade	22,3	8,2	0	**8,2**
Construction d'environ 200 logements destinés à la classe moyenne serbe en plein essor. Immobilier et tourisme • Secteur privé • B/1				
Mécanisme-cadre de crédit Groupe HVB	15,0	15,0	0	**15,0**
Lignes de crédit à BACA-HVB Banka Srbija i Crna Gora pour rétrocession sous forme de prêts hypothécaires à long terme. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
JKR Resource	30,2	0	30,2	**30,2**
Prise de participation dans les secteurs des agrégats de rivière et de l'entretien des routes. Industries manufacturières • Secteur privé • B/1				
Komercijalna Banka Beograd	70,0	0	70,0	**70,0**
Prise de participation pour l'amélioration des installations, y compris l'informatique et la formation du personnel, en préparation de la privatisation complète. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				
New Bank of Kosova	1,0	0,7	0	**0,7**
Ligne de crédit pour rétrocession à des micro et petites entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Banque ProCredit Serbie	2,5	0	2,5	**2,5**
Prise de participation dans une banque spécialisée dans le financement des micro et petites entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Traversée de la rivière Sava	161,2	49,6	0	**49,6**
Construction d'un pont pour réduire les encombrements, le bruit et la pollution de l'air dus à la circulation automobile. Infrastructure municipale • Secteur privé • A/0				
Chemins de fer de Serbie	161,6	60,0	0	**60,0**
Achat de wagons de marchandises pour un meilleur rendement. Transports • Secteur public • B/0				
Soko Štark	26,5	10,0	0	**10,0**
Prêt accordé à un important producteur de confiserie en vue de sa modernisation et de sa restructuration. Agro-industries • Secteur privé • B/1				
Somboled	25,6	10,0	0	**10,0**
Modernisation et développement d'une entreprise laitière. Agro-industries • Secteur privé • B/1				
Mécanisme de financement de MPME dans l'Ouest des Balkans	4,5	1,5	3,0	**4,5**
Ligne de crédit accordée à la banque Kosovo Enterprise Project and Opportunity (Serbie) pour rétrocession à des micro, petites et moyennes entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Mécanisme de financement de PME dans l'Ouest des Balkans				
Metals Banka, New Bank of Kosova et Raiffeisen Bank Kosovo	13,8	2,6	0	**2,6**
Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Raiffeisen Zentralbank Leasing Belgrade	5,0	5,0	0	**5,0**
Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises locales. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	0,2	0,2	0	**0,2**
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de Čačanska Banka. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

Slovénie

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Fonds pour l'environnement mondial	2,3	2,0	0	**2,0**

Prêt à Probanka pour rétrocession en faveur de projets visant à réduire la pollution des eaux du Danube.
Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Tadjikistan

Mécanisme de prêt direct				
Komron Agro Holding	2,1	1,1	0	**1,1**

Financement accordé à un producteur d'huile de coton.
Agro-industries • Secteur privé

M&P Tadjikistan	2,7	1,8	0	**1,8**

Financement du développement d'une chaîne de supermarchés.
Agro-industries • Secteur privé

Mécanisme-cadre II pour les institutions de microfinancement non bancaires des pays aux premiers stades de la transition	1,3	1,3	0	**1,3**

Ligne de crédit à IMON et MDTM Microinvest pour rétrocession à des micro et petites entreprises.
Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF

Mécanisme de financement de micro et petites entreprises	4,9	4,9	0	**4,9**

Ligne de crédit accordée à Tajprombank et TSOB Tadjikistan pour rétrocession à des micro et petites entreprises.
Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF

Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	9,9	9,9	0	**9,9**

Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire d'Agroinvestbank Tadjiskistan, de la Banque Eskhata, de Tajprombank et de TSOB.
Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Ukraine

Banque AVAL – PME II	38,0	38,0	0	**38,0**

Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.
Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Barlinek	45,0	19,5	0	**19,5**

Construction d'une usine de production de lames de parquet dans le centre de l'Ukraine.
Industries manufacturières • Secteur privé • B/1

Black Sea Shipping Management Company	25,8	7,6	0	**7,6**

Construction et acquisition de cinq cargos.
Transports • Secteur privé • C/1

Bunge-Black Sea Industries	28,1	13,7	0	**13,7**

Construction et exploitation d'une nouvelle usine de production d'huile alimentaire.
Agro-industries • Secteur privé • B/0

Bunge – Augmentation du prêt	7,6	3,8	0	**3,8**

Augmentation du prêt initial pour financer la construction d'une usine de production d'huile alimentaire.
Agro-industries • Secteur privé • C/1

Chumak II	7,3	1,5	0	**1,5**

Développement et modernisation d'une importante entreprise de transformation de produits alimentaires.
Agro-industries • Secteur privé • B/1

Mécanisme d'investissement direct	1,3	1,3	0	**1,3**

Prêt à Ukram Industries pour le développement d'un système de conditionnement à l'azote destiné au transport frigorifique.
Industries manufacturières • Secteur privé

Ekoenergia	189,9	75,9	0	**75,9**

Construction d'installations de cogénération utilisant les gaz de combustion pour produire de l'électricité.
Industries manufacturières • Secteur privé • A/1

Farmak	32,0	22,0	0	**22,0**

Modernisation et construction d'installations de production pour une société pharmaceutique.
Industries manufacturières • Secteur privé • B/1

First Lease	12,0	12,0	0	**12,0**

Prêt pour accroître la flotte de véhicules en location-vente destinés aux entreprises ukrainiennes.
Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF

GTC Ukraine	75,9	0	7,6	**7,6**

Prise de participation dans une entreprise construisant de nouveaux immeubles pour l'habitation, le commerce de détail et les bureaux.
Immobilier et tourisme • Secteur privé • C/1

Modernisation de la route Kiev-Chop	486,0	200,0	0	**200,0**

Mise aux normes européennes de la route M06 entre Kiev et Chop.
Transports • Secteur public • B/1

Kreditprombank	31,9	9,9	0	**9,9**

Ligne de crédit pour rétrocession à des micro, petites et moyennes entreprises.
Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Kredo Bank	5,6	3,3	0	**3,3**

Augmentation de capital pour financer la poursuite de la croissance et du développement.
Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF

Kronospan Ukraine	100,0	35,0	0	**35,0**

Modernisation d'une usine produisant de l'aggloméré de bois.
Industries manufacturières • Secteur privé • B/1

Mittal Steel	151,9	151,9	0	**151,9**

Financement visant à accroître la productivité et l'efficacité énergétique dans l'aciérie de Kryviy Rih.
Industries manufacturières • Secteur privé • B/1

ProCredit Bank Ukraine	22,8	6,8	2,3	**9,1**

Prise de participation et prêt syndiqué pour permettre le développement du crédit aux micro et petites entreprises.
Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF

Renaissance Life Ukraine	3,8	0	0,9	**0,9**

Augmentation de capital pour une compagnie privée d'assurance-vie.
Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF

Slobozhanska Budivelna Keramika (SBK)	7,5	0	7,5	**7,5**

Modernisation des unités actuelles de production de briques et construction de nouvelles installations.
Industries manufacturières • Secteur privé • B/1

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Soufflet – Mécanisme multiprojets				
ACL 2004 Slavuta	6,8	0,8	0	**0,8**
Investissement dans une entreprise de production d'orge. Agro-industries • Secteur privé • B/1				
Ukraine ACL 05	5,3	0,8	0	**0,8**
Acquisition, modernisation et développement d'une malterie. Agro-industries • Secteur privé • B/1				
Programme d'efficacité énergétique en Ukraine	7,6	7,6	0	**7,6**
Ligne de crédit accordée à Kreditprombank pour rétrocession en faveur de projets locaux d'efficacité énergétique pour les entreprises. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Uksnab	8,7	0	6,2	**6,2**
Prise de participation dans un producteur de matériel de réfrigération industriel. Industries manufacturières • Secteur privé • B/1				
Vetropack Gostomel	44,8	22,4	0	**22,4**
Investissement visant à accroître le rendement et la capacité de production d'un fabricant de récipients en verre. Agro-industries • Secteur privé • B/1				
Zitomir	10,0	4,0	0	**4,0**
Investissement pour la restructuration et la modernisation d'un producteur de verre de Zitomir. Agro-industries • Secteur privé • B/1				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	49,0	49,0	0	**49,0**
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire des banques Aval, Forum, Hypovereinsbank Ukraine, Kreditprombank et Raiffeisen Ukraine. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

Projets régionaux

7L Capital Partners	15,0	0	15,0	**15,0**
Fonds régional de placement privé investissant principalement en Europe du Sud-Est. Fonds d'actions • Secteur privé • IF				
AIG New Europe Fund II	39,5	0	39,5	**39,5**
Fonds régional de placement privé investissant dans des actions et des titres à échéance non déterminée d'entreprises d'Europe centrale et du Sud-Est, filiale d'AIG Global Investment Group. Fonds d'actions • Secteur privé • IF				
Alpha CEE II	50,0	0	50,0	**50,0**
Fonds d'actions privé régional diversifié spécialisé dans l'Europe centrale et orientale. Fonds d'actions • Secteur privé • IF				
Fonds d'accession des Balkans	102,0	0	22,0	**22,0**
Financement accordé à un fonds de placement privé investissant dans des entreprises moyennes, notamment en Bulgarie et en Roumanie. Fonds d'actions • Secteur privé • IF				
Bluehouse Equity Fund	25,0	0	25,0	**25,0**
Prise de participation dans Bluehouse Accession Property, fonds spécialisé dans l'acquisition, le développement, la rénovation, l'exploitation et la gestion de biens immobiliers en Bulgarie, Moldova, Monténégro, Roumanie, Serbie et Ukraine. Immobilier et tourisme • Secteur privé • IF				

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Brasseries Internationales Holdings	11,4	11,4	0	**11,4**
Reconstruction et développement de brasseries dans le Caucase. Agro-industries • Secteur privé • C/1				
BSR Europe – Mécanisme de coinvestissement	35,0	0	35,0	**35,0**
Prise de participation dans une entreprise spécialisée dans le développement immobilier commercial, résidentiel, industriel et de bureaux en Bulgarie, Croatie, Géorgie, Moldova, Monténégro, Roumanie, Russie, Serbie et Ukraine. Immobilier et tourisme • Secteur privé • C/1				
Capital Media	100,0	50,0	0	**50,0**
Financement à long terme pour permettre le développement des opérations d'un télédiffuseur opérant en Croatie, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Slovénie et Ukraine. Télécommunications • Secteur privé • C/1				
Fonds européen pour l'Europe du Sud-Est	20,0	0	20,0	**20,0**
Fonds d'investissement public-privé sous gestion privée destiné à accorder des financements à des micro, petites et moyennes entreprises, ainsi que des financements ruraux et résidentiels en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro et en Serbie. Fonds d'actions • Secteur privé • IF				
Europolis III	250,0	0	52,5	**52,5**
Prise de participation pour la création d'un portefeuille régional de biens immobiliers dans les pays suivants : Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, ERY de Macédoine, Monténégro, Russie, Serbie et Ukraine. Immobilier et tourisme • Secteur privé • C/1				
GED Eastern Fund II	20,0	0	20,0	**20,0**
Fonds de placement privé investissant dans des petites et moyennes entreprises, principalement en Bulgarie et en Roumanie. Fonds d'actions • Secteur privé • IF				
Global Property Fund	43,9	0	4,5	**4,5**
Fonds de placement investissant dans le développement immobilier, notamment en Bulgarie, au Monténégro, en Roumanie et en Serbie. Immobilier et tourisme • Secteur privé • IF				
Marbleton – Fonds immobilier	113,9	0	29,6	**29,6**
Apport de fonds propres pour le développement immobilier résidentiel, commercial, industriel et de bureaux, notamment en Russie et en Ukraine. Immobilier et tourisme • Secteur privé • IF				

Renseignements complémentaires

Site web

Le site web de la BERD (www.ebrd.com) offre des informations complètes sur tous les aspects des activités de la Banque. Il présente de nombreuses publications, orientations et stratégies de pays, ainsi que les adresses et numéros de téléphone des bureaux locaux de la Banque.

Notes aux lecteurs

Taux de change

Les monnaies ont été converties en euros, lorsqu'il y a eu lieu, sur la base des taux de change en vigueur au 31 décembre 2006. (Taux de change approximatif de l'euro : 0,67 livre sterling, 1,32 dollar des États-Unis, 156,63 yen japonais.)

Calcul des engagements de la BERD

Les opérations renouvelables réalisées avec le même client dans le cadre de mécanismes saisonniers ou à court terme comme les financements garantis ne sont pas prises en compte dans le calcul des engagements de la BERD pour l'année.

Assemblée annuelle

L'assemblée annuelle de la BERD réunit les actionnaires (représentés par les gouverneurs) et comprend également un forum des affaires ouvert aux investisseurs potentiels de la région. Pour de plus amples informations, vous pouvez vous adresser au service chargé de l'organisation des assemblées annuelles (Téléphone : +44 20 7338 6625 ; Télécopie : +44 20 7338 7320).

L'Assemblée annuelle de 2007 se tiendra à Kazan, en Fédération de Russie, les 20 et 21 mai.

Abréviations, sigles et acronymes

La Banque, BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BAE	Bureau des affaires économiques
BEI	Banque européenne d'investissement
BMD	Banque multilatérale de développement
BNI	Banque nordique d'investissement
CEI	Communauté d'États indépendants
CPP	Comité de préparation des projets
CT	Coopération technique
ERY de Macédoine	ex-République yougoslave de Macédoine
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
IFI	Institution financière internationale
MID	Mécanisme d'investissement direct
MPD	Mécanisme de prêt direct
MPE	Micro et petites entreprises
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
MRI	Mécanisme de recours indépendant
ONG	Organisation non gouvernementale
PAEC	Programme d'aide aux échanges commerciaux
PCL	Programme de consultants locaux
PEDS	Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PPP	Partenariat public-privé
PRE	Programme de redressement des entreprises
UE	Union européenne

Banque européenne pour
la reconstruction et le développement
One Exchange Square
London EC2A 2JN
Royaume-Uni

Standard téléphonique
Téléphone : +44 20 7338 6000
Télécopie : +44 20 7338 6100
SWIFT : EBRDGB2L

Site web
www.ebrd.com

Demandes relatives aux publications
Téléphone : +44 20 7338 7553
Télécopie : +44 20 7338 6102
Courriel : pubsdesk@ebrd.com

Demandes de renseignements sur les projets
Téléphone : +44 20 7338 7168
Télécopie : +44 20 7338 7380
Courriel : projectenquiries@ebrd.com

Demandes d'information
Pour les demandes d'information et les questions
générales, veuillez utiliser le formulaire disponible sur :
www.ebrd.com/inforequest

Production

Anthony Martin
Responsable de la rédaction

Helen Warren
Soutien à la rédaction
et recherche photographique

Joanne Lancaster
Recherche photographique

Jon Page
Steven Still
Responsables de
la conception graphique
et de l'impression

Hélène Dufour
Soutien à la
conception graphique

Olga Lioutyi
Coordinatrice
de la traduction

Philippe Gaillard
Yvon Prigent
Traducteurs

Eric C. Ortega
Relecteur d'épreuves

Catherine Bellanger
Soutien à la traduction

Photographies

Photographe	Page
Alchevsk	15
Alter Modus	39
Aleksandar Andjić	25 (à droite), 37 (à gauche), 58 (à droite)
Richard Bate	8 (au milieu, à gauche), 25 (à gauche)
Bogdan Cristel	49
Corbis/Janet Wishnetsky	8 (en bas, à droite)
Corbis/Gleb Garanich/Reuters	23 (à gauche)
Corbis/G. Baden/Zefa	28 (à droite)
Corbis/Momatiuk - Eastcott	34 (à droite)
Simon Crofts	8 (en bas, à gauche), 11 (à droite)
Sue Cunningham	10
Arnhel de Serra	27, 45
BERD	20, 28 (à gauche), 29, 34 (à gauche), 35 (à gauche), 47 (à gauche), 52, 59 (à droite)
Ebru Yildiz	47 (à droite)
Mike Ellis	19, 31, 32, 35 (à droite), 38, 40, 41, 44, 50, 53, 55, 60 (à droite), 61
Groupe Gallery	60 (à gauche)
OIDD	26
Sergey Klimov	51
Komercijalna Banka	33
Joanne Lancaster	8 (en haut)
Yuri Nesterov	11, 63
Jon Page	6
Ioannis Papaioannou	46
Vladimir Pirogov	59 (à gauche), 64, 65 (à droite)
David Mdzinarishvili	8 (au milieu, à droite), 43, 65 (à gauche)
PEDS	21
OSCE/Urdur Gunnarsdottir	23 (à droite)
Sitronics	12
Soko Štark	57
Valletta	67
Volkswagen	58 (à gauche)
Bryan Whitford	24
Banque mondiale/Anvar Ilyasov	37 (à droite)
Banque Xac	16

Publié par la
Banque européenne pour la reconstruction et le développement

Rédigé et édité par le Service des publications du Département de la communication.

Traductions allemande, française et russe effectuées par le Service des langues.

Maquette conçue et document produit par le Service de la conception graphisme.

Imprimé en Angleterre par Spin Offset Limited, dans le cadre de programmes de recyclage des déchets et du papier. Spin Offset Limited est certifiée ISO 14001.

Le papier utilisé pour la couverture et le texte est un papier qui ménage l'environnement. Imprimé sur Consort Royal Silk, papier à base de pâte exempte de chlore élémentaire issue de la sylviculture.

ref: 6969

Photographie de couverture:
Evgueni Kondakov.
Centre-ville de Kazan (Russie), cité hôte de l'Assemblée annuelle 2007 de la BERD.